

Rapport Financier Annuel 2013







Sommaire

Page 2	Profil
Page 3	Message du Président
Page 4	Faits marquants
Page 5	Gouvernance
Page 6-7	Chiffres clés consolidés
Page 8-9	Un acteur majeur
Page 10-11	Nos implantations
Page 12	Accès industrie FRANCE
Page 13	Accès industrie MAROC
Page 14	Zoom Nord-Ouest
Page 15	Outils métiers transport
Page 16-17	Organisation technique
Page 18	Une gamme étendue
Page 19	Données boursières
Page 21	Rapport Financier Annuel
Page 23	Attestation de l'émetteur
Page 25	Rapport de gestion
Page 57	Comptes et annexe consolidés au 31 décembre 2013
Page 93	Comptes et annexe sociaux au 31 décembre 2013
Page 122	Rapports des Commissaires aux Comptes
Page 126	Modalités de mise à disposition du rapport financier annuel

LE SPÉCIALISTE de la location

de nacelles et de chariots télescopiques

Plus de **5 000 clients** dans le secteur de la construction et la rénovation des bâtiments industriels et commerciaux, du BTP et de l'Industrie ont **réalisé du chiffre d'affaires en 2013**

dont **1 450 nouveaux clients**

Un réseau de **32 agences** dont **30 en France et 2 au Maroc**
au 31 décembre 2013

Un parc diversifié de plus de **5 300 nacelles** et chariots

41 703 contrats en 2013 portant sur
666 368 journées de location

56,2 M€ de Chiffre d'Affaires au 31 décembre 2013

Un effectif total au 31 décembre 2013 de **405 collaborateurs**
dont 387 en France et 18 dans les filiales



Message du Président 2013

2013 a été une année contrastée marquée par un événement majeur : l'arrêt des activités en Espagne et au Portugal.

En effet, suite à la faiblesse chronique de ces marchés tant au niveau des prix pratiqués que par leur volume d'activité, nous avons pris la décision de cesser nos activités.

Les 2/3 des machines exploitées ont été rapatriées en France et le reste a été vendu sur place.

Cette décision a fortement impacté les comptes du premier semestre notamment du fait des coûts de licenciements, des coûts de rapatriement et des coûts de rénovation des machines.

En même temps en France, le premier semestre de l'année a connu une activité relativement faible.

Le second semestre a été nettement meilleur avec un résultat d'exploitation de plus de 3 millions d'euros contre une perte d'exploitation de 2 millions d'euros au premier semestre.

Nous abordons cette nouvelle année sereinement avec un objectif très clair : le retour à la profitabilité avec une rentabilité importante.

En effet, les machines espagnoles et portugaises nous ont permis d'accroître notre parc et ce début d'année montre une activité supérieure à l'année dernière.

De plus nous avons engagé un plan de réduction des coûts tant au niveau du transport que de la technique.

Nos équipes, compétentes et motivées sauront j'en suis sûr tirer le meilleur parti de la reprise qui se profile !

Daniel Duclos




FAITS MARQUANTS

2013

FEVRIER

- Décision de dissolution des filiales espagnole et portugaise
- Cooptation nouveau membre du Conseil de Surveillance (Lionel Mestre) en remplacement de Maël de Calan

MARS/AVRIL

- Rapatriement des machines espagnoles et portugaises en France

MAI

- Arrêt des activités des filiales espagnole et portugaise

JUIN et DECEMBRE

- Remboursement des échéances pour un montant de 9,1M€ au titre du crédit syndiqué du 15 octobre 2012

JUILLET et SEPTEMBRE

- Remboursement des échéances pour un montant de 2,1M€ au titre des Obligations JLG

SEPTEMBRE

- Déménagement de l'agence d'Artenay dans ses nouveaux locaux

OCTOBRE

- Révocation de Marc Chemineau de son mandat de Directeur Général

DECEMBRE

- Nomination de Juan Francisco Agredano en tant que Directeur Général et Membre du Directoire sur la France



GOUVERNANCE

Présentation des membres du Conseil de Surveillance :

Le Conseil de Surveillance a pour mission de veiller au bon fonctionnement du Groupe et rend compte aux actionnaires. Il nomme le Président et les membres du Directoire. Il exerce le contrôle de la direction et de la gestion de la société.

Mot du président du conseil de surveillance 2013

L'année 2012 avait été une année charnière sur le plan financier pour le groupe Accès Industrie avec la réussite du refinancement de son endettement bancaire structuré négocié en 2007.

Le parcours d'Accès n'est décidément pas un long fleuve tranquille puisque l'année 2013 a été pour sa part une année contrastée pour la structure du groupe, avec la fermeture complète des filiales espagnole et portugaise, concluant plusieurs phases préalables de décroissance du nombre des agences au cours de ces dernières années. L'analyse effectuée a montré l'absence de potentiel crédible de rebond de ces deux marchés dans un horizon de temps raisonnable, malgré la qualité des implantations, des machines et des équipes sur place.

Le groupe a donc décidé de concentrer totalement ses forces sur le marché français, même si la filiale Marocaine, qui a recommencé à croître, a été conservée.

Pour les collaborateurs d'Accès, l'année 2013 a par conséquent été bien remplie : en sus des efforts constants déployés sur le terrain pour maintenir la qualité de service d'Accès Industrie auprès de ses clients, il a fallu gérer en plus le rapatriement des machines des filiales ibériques en France et au Maroc, leur rénovation et leur mise à disposition des agences et des clients.

Ces perturbations ont entraîné une nette dégradation de la rentabilité du groupe, comme le montrent les comptes joints, en raison de la baisse du chiffre d'affaires (perte du chiffre d'affaires des filiales non compensé encore par la location de leurs machines par la filiale française) et de l'augmentation des charges, récurrentes (augmentation des loyers et des salaires) et non récurrentes (renforcement des équipes pour absorber les flux additionnels générés par la réorganisation).

L'exercice 2013 est certes décevant, mais cette étape était indispensable pour repartir de l'avant, en concentrant les forces du groupe.

Notre attente est que 2014 soit l'année d'un net rebond en rentabilité, du fait de l'impact en année pleine de ce repositionnement. Ce rebond était visible dans les comptes du second semestre, en nette progression par rapport au premier. Nous attendons du management du groupe et des équipes une complète mobilisation pour que cette tendance se poursuive désormais.

Présentation des membres du Directoire :

Le Directoire est l'instance collégiale décisionnaire de gestion de la société. Le savoir-faire de ses membres dans le domaine de la location de nacelles élévatrices est riche d'une expérience ancienne.

Pierre COSTES
Président du Conseil
de Surveillance (BCP)



Walter BUTLER
Représentant
permanent de BCP
(BCP)



Françoise DUCLOS
Vice-Présidente
du Conseil de
Surveillance



Lionel MESTRE
Membre du Conseil
de Surveillance (BCP)



Dorothee WATINE
Représentant permanent
de l'IRDI



Daniel DUCLOS
Président du Directoire



Eric LACOMBE
Directeur Général
Finance



Pascal MEYNARD
Directeur Général
Développement
Commercial

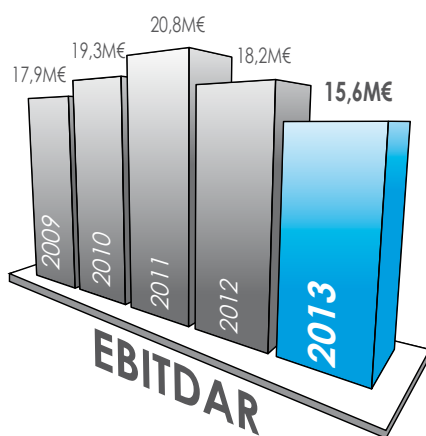
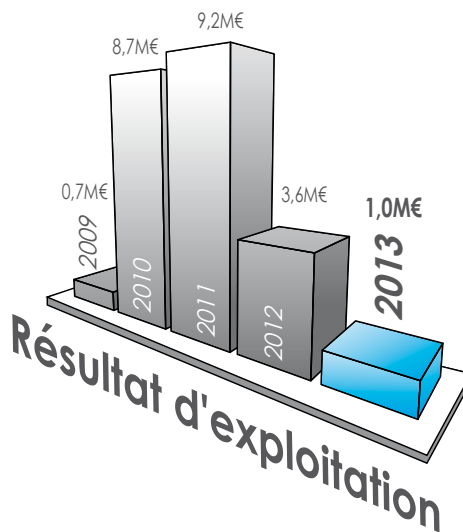
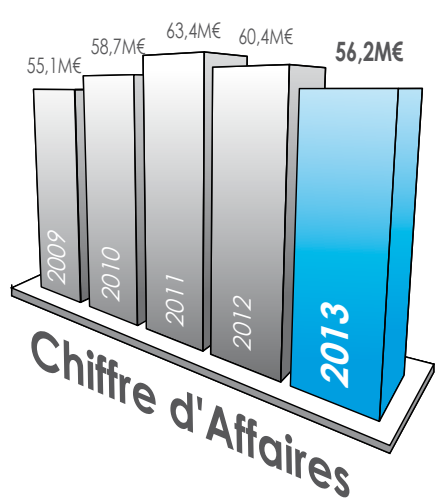


**Juan-Francisco
AGREDANO HERRERA**
Directeur Général
des Opérations

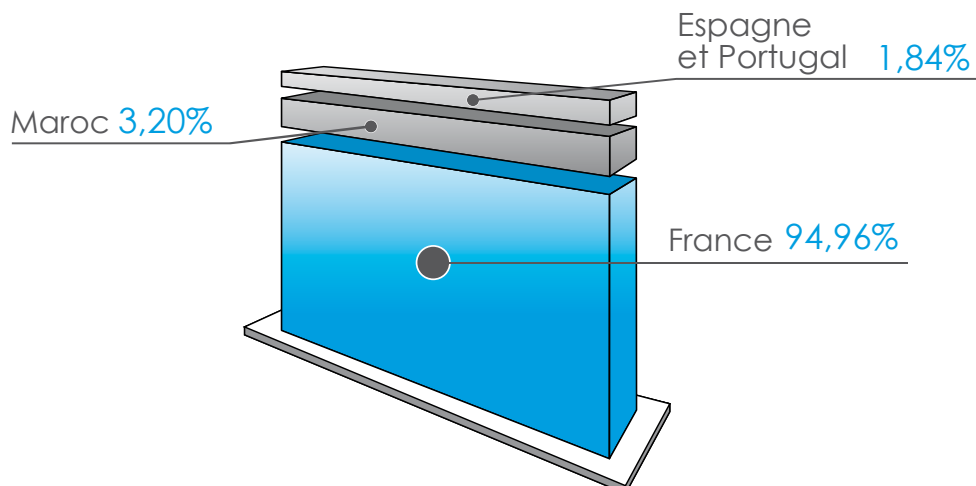


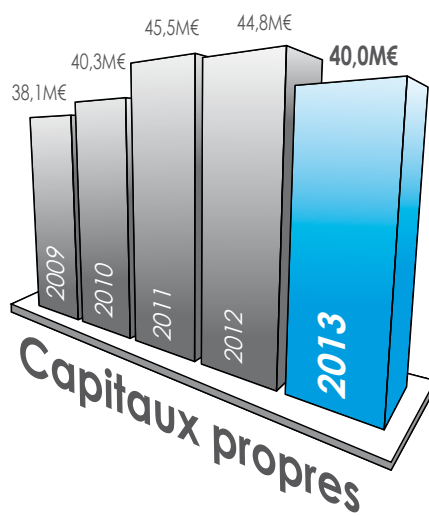
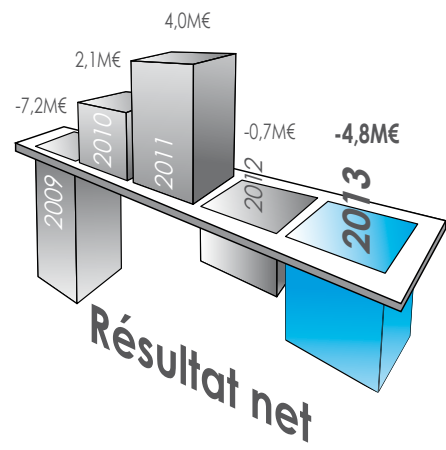
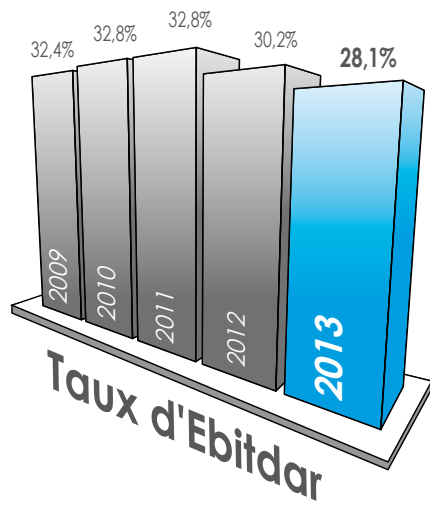
CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS

2013 Performance du Groupe sur cinq ans



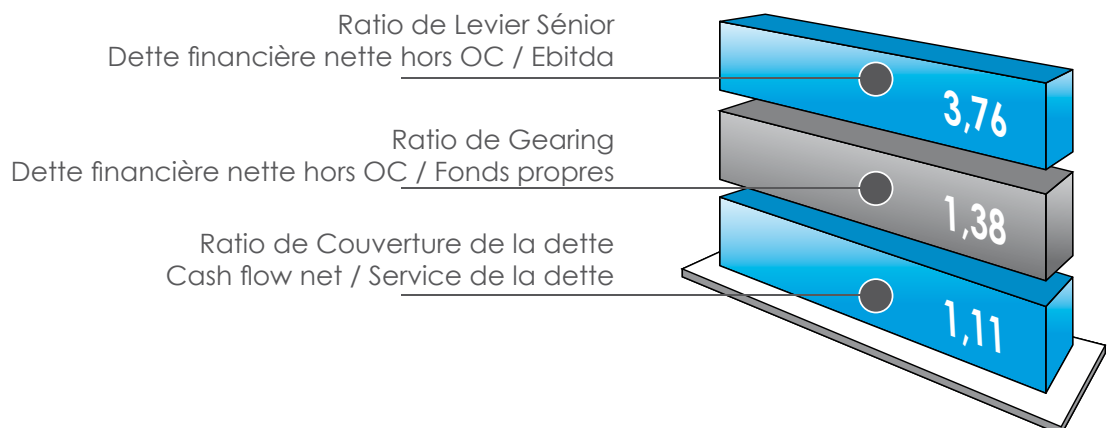
Répartition du **Chiffre d'Affaires** par zones géographiques





PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2013

Selon conditions du contrat de crédit du 15 octobre 2012



UN ACTEUR MAJEUR

Sur le marché de la location de nacelles élévatrices

ACCÈS INDUSTRIE :

Un acteur spécialisé présent sur le marché de la location.

Accès Industrie est spécialisée dans la location de nacelles élévatrices et chariots télescopiques.

Les nacelles élévatrices sont des machines auto-motrices conçues pour élever des personnes devant travailler en hauteur tandis que les chariots télescopiques sont destinés à soulever de lourdes charges.

Ces machines sont principalement utilisées pour la construction, la maintenance et la rénovation de bâtiments industriels ou commerciaux.

Il s'agit d'un métier de service, où au-delà de l'activité même de location, les aspects logistiques et techniques sont essentiels : assistance technique, services d'entretien et de réparation, livraison et récupération sur site, autant de spécificités maîtrisées qui rendent unique l'offre Accès Industrie et en font le véritable partenaire de ses clients.

Le marché français est dominé par les spécialistes de la location qui exploitent 80% des 35 000 machines du marché, volume en diminution en 2013.

En effet, compte tenu des coûts d'investissement et de maintenance de ces équipements qui sont élevés, et des règles de sécurité de plus en plus strictes et contraignantes qui s'appliquent à leur utilisation, les utilisateurs finaux de telles machines préfèrent faire appel à des services de location plutôt que de posséder leur propre flotte de machines.

Ces utilisateurs finaux se composent des intervenants du bâtiment (80%), mais aussi d'entreprises industrielles ou commerciales qui utilisent ces équipements pour réparer et entretenir leurs bâtiments, pour le stockage ou pour réparer et entretenir leur outil de production (10%).

Les municipalités sont également amenées à utiliser ce type d'équipement pour l'entretien de leurs bâtiments ou pour divers travaux saisonniers (10%).

Le marché Européen reste un marché encore très atomisé, constitué d'un grand nombre d'opérateurs régionaux, voire nationaux, et d'une multitude d'entreprises indépendantes relativement petites, qui s'adressent à un marché de proximité.

Le marché français de la location de machines élévatrices se répartit en deux grandes catégories d'acteurs :

- les loueurs généralistes, qui s'adressent à une clientèle industrielle diversifiée et/ou d'artisans pour des besoins ponctuels et de courtes durées.
- les loueurs spécialisés dans la nacelle élévatrice, qui s'adressent à une clientèle de professionnel du 2nd œuvre du bâtiment industriel et commercial, tant dans la construction que dans la maintenance ou la rénovation, pour des besoins récurrents et de plus longue durée.

Accès Industrie se positionne en tant que loueur spécialisé.

La location de nacelles : de nombreux atouts...

o Une productivité accrue

Les nacelles offrent un gain de productivité considérable par rapport aux formes traditionnelles d'accès en hauteur, comme l'échafaudage ou les échelles. Elles contribuent à la réalisation d'un travail plus rapide et à la réduction des temps d'arrêt.

o La conformité avec les règles de sécurité

La législation européenne exige l'utilisation d'équipements appropriés pour élever des personnes au delà de deux mètres de hauteur. Cette législation est un des facteurs clefs de la demande en nacelles élévatrices, du fait qu'elles représentent une alternative sûre et fonctionnelle aux moyens traditionnels (échelles et échafaudages).

o La réduction des coûts

La location évite de mobiliser les capacités de financement de l'entreprise et permet ainsi d'alléger son bilan.

o La réduction des contraintes logistiques et techniques

Ces machines nécessitent des engins spéciaux pour les transports (tracteurs et portes-chars). Elles ont besoin également d'un entretien régulier et sont soumises à un contrôle technique tous les 6 mois.

o La disponibilité d'un produit adapté

Le besoin de nacelle pour un utilisateur varie tout le temps en fonction de la nature du chantier : hauteur de travail, chantier intérieur ou extérieur, nature du sol, etc...

La location permet d'avoir toujours un matériel adapté et même de changer de type de machine au cours de l'évolution du chantier.

Une clientèle fidèle et récurrente

Le portefeuille de clients enregistre une croissance continue avec environ 120 clients nouveaux par mois.

Fort d'une offre de services unique et d'une stratégie de forte proximité avec ses clients, le groupe bénéficie d'un taux élevé de fidélisation contribuant ainsi à une très grande récurrence dans l'activité : 86% environ des contrats (soit 86% du chiffre d'affaires) sont réalisés avec des clients ayant déjà travaillé avec Accès Industrie dans les années précédentes.

La forte implantation d'ACCES INDUSTRIE est un facteur majeur dans cette fidélisation : en France, en 2013, 32 % des clients ont travaillé avec au moins 2 agences différentes, réalisant plus de 73 % du chiffre d'affaires.



NOS IMPLANTATIONS

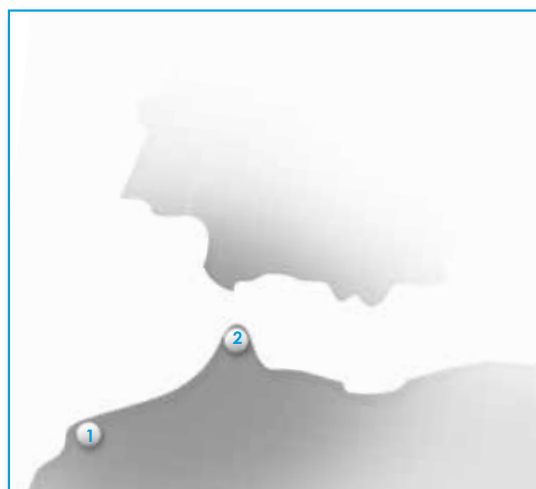
Un maillage **progressif** du territoire

Un réseau de
32 agences



France

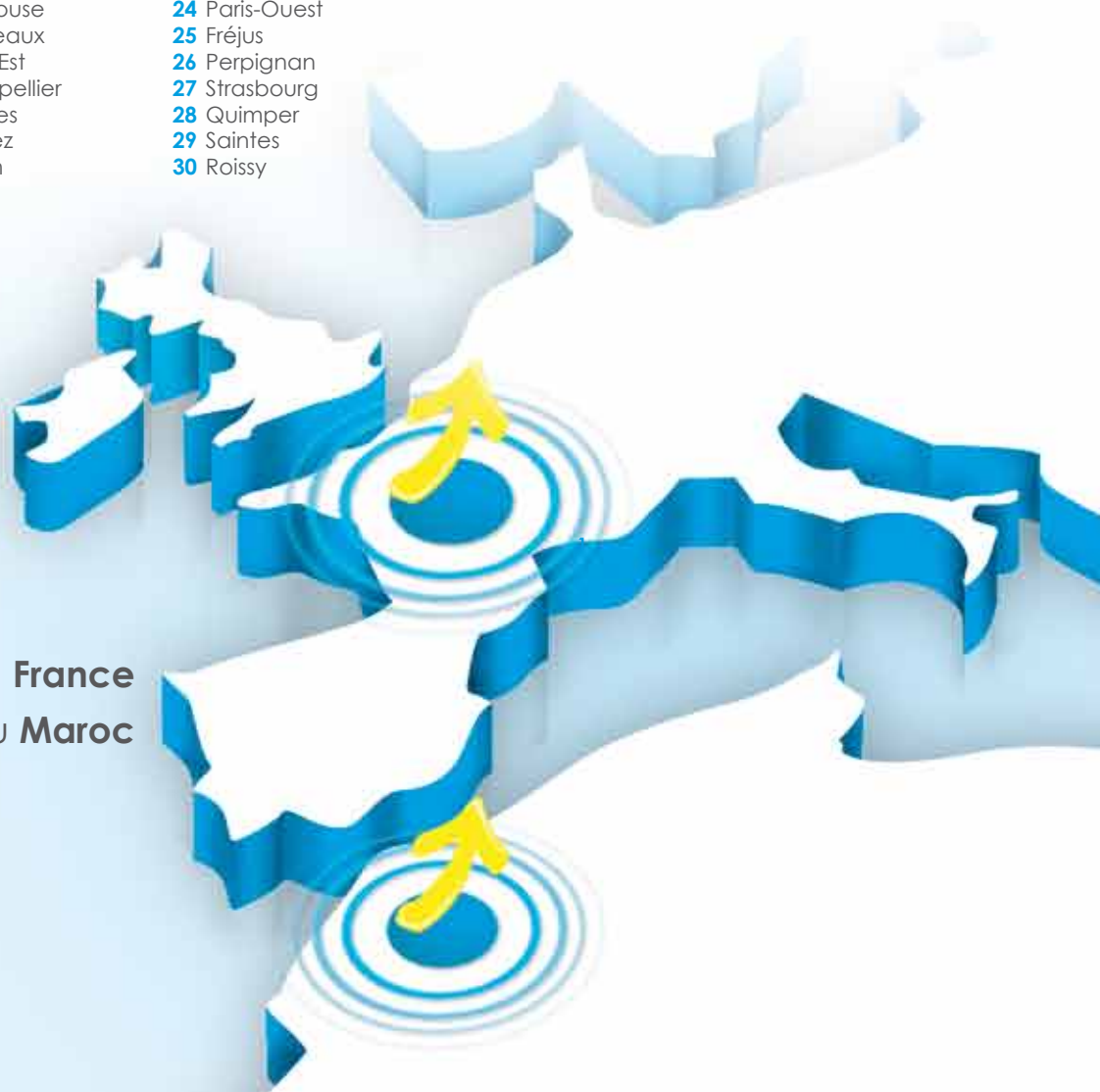
Maroc



- | | |
|-------------------|---------------------|
| 1 Paris-Nord | 16 Chambéry |
| 2 Lyon | 17 Valenciennes |
| 3 Aix-en-Provence | 18 Metz |
| 4 Tonneins | 19 Le Mans |
| 5 Rennes | 20 Clermont-Ferrand |
| 6 Poitiers | 21 Valence |
| 7 Artenay | 22 Rouen |
| 8 Toulouse | 23 Reims |
| 9 Mulhouse | 24 Paris-Ouest |
| 10 Bordeaux | 25 Fréjus |
| 11 Paris-Est | 26 Perpignan |
| 12 Montpellier | 27 Strasbourg |
| 13 Nantes | 28 Quimper |
| 14 Orthez | 29 Saintes |
| 15 Caen | 30 Roissy |

- | |
|--------------|
| 1 Casablanca |
| 2 Tanger |

30 en **France**
et **2** au **Maroc**



FRANCE

30 Agences

En 2013, l'activité en France est à nouveau divisée en 2 périodes bien distinctes :

- Un premier semestre avec une baisse de l'activité due principalement à une météo mauvaise et une conjoncture défavorable,
- Un second semestre avec une nette reprise et un résultat en hausse de 6,8% par rapport au second semestre 2012.

Cela permet de réaliser sur l'année un résultat en hausse de 1,8%.

L'année 2013 a révélé des taux d'utilisation records (61% en juillet) avec une moyenne à 53,6% contre 52,6% en 2012.

Nous avons également amorcé cette année une légère remontée des prix, notamment au second semestre, mais ne permettant pas encore d'atteindre le niveau de 2012.

Par ailleurs, suite à la décision de dissolution des filiales espagnole et portugaise en février 2013, la France a absorbé dans son parc machine 50% des parcs espagnol et portugais.

L'impact sur le chiffre d'Affaires sera constaté en 2014 compte tenu de l'intégration tardive en 2013.

L'année 2013, dans la lignée de 2012, a vu nos efforts se concentrer sur notre politique de prix et une présence commerciale plus forte auprès de nos clients notamment avec le renouvellement des équipes commerciales en 2012.



MAROC

2 Agences

2013 a été une année où Maroc Elévation a récolté ses fruits en matière de développement commercial dans la région de Casablanca.

En effet, en plus de certains chantiers emblématiques de la zone, nous avons accentué notre présence dans la région du Jorf près de El Jadida. L'Etat et l'OCP vont investir beaucoup d'argent à cet endroit sur plusieurs années pour optimiser l'extraction de phosphate.

Sur la région nord du Pays (Tanger), nous ciblons de très près les futures zones franches qui sont vouées à se développer entre autre notamment dans l'industrie de l'automotion.

Tout ceci a été possible grâce à l'investissement que l'entreprise avait fait l'année antérieure dans son Capital Humain. Celui-ci entièrement fidélisé et motivé s'est vu à la hauteur pour s'approprier une bonne part du marché.

Nous savons que pour réussir dans ce métier et au Maroc l'élément technique du business est indispensable. C'est pour cela que nous continuons à former sans cesse nos techniciens pour qu'ils puissent répondre aux attentes de nos clients les plus exigeants.

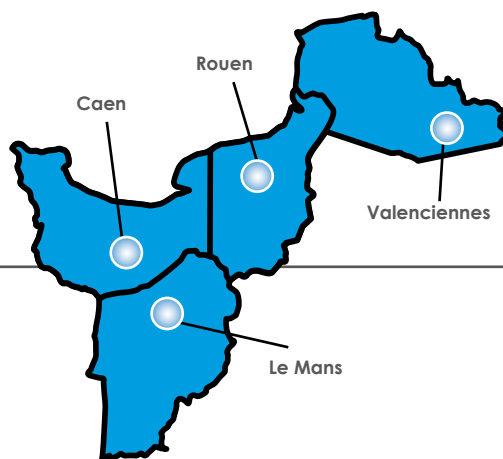
Nous avons renforcé notre département financier par l'incorporation d'une personne au Crédit Client car les retards de paiements de certains clients continuent de nous affecter.

Maroc Elévation est aujourd'hui incontestablement associé à une référence sur le marché de l'élévation et qui de plus jouit d'une notoriété reconnue.

Nous sommes confiants pour 2014 et convaincus que nous saurons tirer le meilleur profit des opportunités de marché qui se présenteront à nous.

ZOOM

sur la région Nord Ouest



Une équipe au service du client :

Des interlocuteurs commerciaux réactifs :

- 1 Responsable de Région
- 4 chefs d'agences
- 4 Assistantes commerciales
- 1 Technico-commercial

Des experts techniques :

- 1 Responsable technique régional
- 4 chefs d'atelier
- 9 techniciens

Une équipe logistique réactive :

- 4 chauffeurs
- 1 agent de parc

Une région « jeune » menée par des équipes soudées

Les agences de Caen, Le Mans, Rouen et Valenciennes ont été ouvertes entre 2006 et 2007 et constituent la région Nord-Ouest, une des plus récentes régions d'Acces Industrie. A sa tête depuis lors, Jean-Yves Renault, Responsable de Région et véritable pivot au sein des équipes commerciales, techniques et logistiques.

Ces quatre sites sont menés par des chefs d'agences impliqués et dont la diversité de parcours apporte richesse et cohésion à cette « jeune région ».

Ils mettent ainsi à profit une expérience indéniable dans le métier, à l'image de Pascal Granger, chef d'agence de Caen depuis son ouverture, ou de Nicolas Langevin (Valenciennes), anciennement chef d'agence sur la région parisienne. Ces managers font preuve d'une expertise pointue, comme le démontre Thomas Foulon (Rouen), qui assure un suivi rapproché sur le terrain et une réponse technique et commerciale adaptée à chaque type de chantier.

2013, une année prometteuse

Fort de ses équipes engagées et d'un état d'esprit plein de motivation et de dynamisme, le Nord-Ouest a su faire de 2013 une année prometteuse, et ce, malgré un contexte économique délicat. En se basant sur des « valeurs sûres » d'Acces Industrie, un service client de qualité, un accompagnement sur le terrain et une réactivité à tous niveaux,

la région a développé son portefeuille clients, en hausse de 10% par rapport à l'année précédente (plus de 1700 clients actifs) et généré un chiffre d'affaires de 5.4M€.

Grâce à plus de 200 nouveaux clients et un parc machines varié, en croissance depuis 2012 (+15%), la région assure un maillage territorial optimal et une importante présence sur chantiers.

Une présence sur chantier assurée

Les quatre agences Acces Industrie de la région ont participé à divers chantiers d'envergure durant l'année 2013 ...

Parmi eux, le chantier AMAZON à Lauvin-Planque ou OXYLANE à Rouvignies qui ont mobilisé chacun plus d'une cinquantaine de machines sur des durées allant d'un à quatre mois. Au cours de ces chantiers, les besoins en matériel de levage ont été multiples et ont varié selon le corps de métier des intervenants et l'évolution des travaux. Ainsi, ce sont tant des nacelles électriques, flèches télescopiques, que des chariots au gaz, diesel ou rotatif, que l'on a pu voir à l'œuvre au cours de la réalisation de ces projets.

Plus d'une dizaine de machines Acces Industrie, principalement des ciseaux électriques, interviennent également sur le chantier de la LGV entre le Mans et Laval. Ce chantier durera 3 à 4 ans.

La diversité du parc Acces Industrie permet ainsi de mettre à disposition des machines adaptées aux spécificités et contraintes de différents types de chantiers, quelle que soit l'ampleur du projet.

Une année 2014 prometteuse

La région Nord-Ouest espère ainsi poursuivre son développement en 2014 en continuant de garantir une présence sur le terrain, une relation de proximité et un réel partenariat avec ses clients.



Jean-Yves Renault

Responsable de Région Nord-Ouest

« Les perspectives pour 2014 sont encourageantes ; bien que la conjoncture soit difficile, notre organisation et la force de notre réseau nous laissent confiants sur le prévisionnel 2014. Toute la région Nord-Ouest est mobilisée pour appréhender l'année 2014 dans les meilleures conditions possibles. Notre enthousiasme et notre détermination nous permettront d'atteindre nos objectifs de croissance. »

Jean-Yves Renault, Responsable de Région

OUTILS METIERS TRANSPORT

OTD (Ortec) :

ACCES Industrie a souhaité mettre en place une solution logicielle pour gérer son activité transport plus précisément une solution de Transport Management System (TMS).

ACCES Industrie a mis en place des exploitants transports régionaux. Le but étant d'organiser et harmoniser le transport au niveau régional et national et par conséquent d'optimiser les coûts, la flotte ainsi que les mouvements de machines (optimisation du parc locatif).

Ce logiciel permet à la société ACCES Industrie de:

- o Analyser et aider à la décision pour la planification des tournées : aider à la définition des schémas les plus efficaces qui permettront de tenir les délais et de réduire les coûts dans le respect de la qualité
- o Réaliser le Suivi Opérationnel des tournées de transport : permettre d'assurer le suivi opérationnel et administratif du transport
- o Réaliser du Reporting : permettre de générer automatiquement des indicateurs de performance
- o Apporter de la visibilité de l'activité transport à l'activité commerce



GEONAUT/ECONAUT (Masternaut) :

ACCES Industrie a souhaité mettre en place une solution logicielle pour géo localiser ses véhicules et principalement sa flotte de poids lourd.

Cette solution permet à la société ACCES Industrie de:

- o Suivre la flotte des véhicules Accès Industrie en temps réel.
- o Communiquer et échanger des informations avec les conducteurs rapidement et efficacement.
- o Améliorer l'organisation et le suivi des tournées : transmettre les informations des tournées en temps réel autant pour la planification que la réalisation.
- o Réduire les coûts : diminution des temps de gestion des tournées et de la consommation des carburants.
- o Améliorer les conditions de travail et valoriser les équipes terrain : sensibilisation à l'éco-conduite, contrôle d'efficacité sur des critères objectifs.
- o Récupérer facilement et automatiquement les données sociales du chauffeur et des véhicules.
- o Réaliser du Reporting : permettre de générer automatiquement des indicateurs de performance.



Organisation Technique

Des Éléments différenciateur dans la Technique

Acces industrie est conscient que pour réussir dans ce métier il faut posséder un Capital Humain à la hauteur pour répondre aux attentes de ses clients et fournir le meilleur service du marché.

C'est pour cela que dans la Technique, l'entreprise a délibérément fait des choix stratégiques dans l'Organisation des départements qui supervise l'aspect technique de l'activité ainsi que sur les profils et la compétence des professionnels qui vont lui permettre d'assurer des machines sûres et en parfait état de marche.

Pour cela Acces industrie a su créer de la valeur dans chaque maillon de sa chaîne technique afin de faire bénéficier ses clients de toutes les synergies possibles de l'entreprise. Tout cela en ayant comme toile de fond : la Satisfaction du Client.



On peut distinguer entre autre 3 pôles majeurs de cette Organisation :

o Le Réseau.

Il représente la partie du service technique qui est localisé à proximité des clients dans chaque agence.

Celui-ci est composé de personnes qui assurent la sécurité et fiabilité des machines mises à la disposition des clients. Ce service est généralement composé de plusieurs techniciens supervisé par un Chef d'atelier.

Acces industrie met également l'accent sur la qualité de ce service technique par le biais d'un expert Responsable Technique Régional. Son rôle est de superviser l'ensemble de l'activité technique de la région et de faire également le lien avec le commerce et le siège.



o L'Atelier Central.

Outil stratégique au service de la sécurité, la rentabilité et la qualité de notre parc de machines.

Unique en son genre dans la profession, sa mission est de « redonner une nouvelle jeunesse » à certaines machines après quelques années de service. Celles-ci sont démontées et passées au peigne fin. Les organes principaux et de sécurité sont changés si nécessaire. Elles sont ensuite repeintes et entièrement testées avant de repartir dans les agences. Ces machines reconditionnées sont « comme neuves » et ce passage par l'Atelier Central permet d'augmenter leur durée de vie.

Sis à Tonneins près du siège de l'entreprise sur un site de 25.000 m².



o La Plateforme Support Technique National.

Ce service apporte son expertise technique à chaque client où qu'il se trouve sur le territoire national. Six experts répondent en direct et sans délai à tous les appels, qu'il s'agisse d'un conseil, d'une assistance technique dans l'utilisation de la machine ou d'une demande de dépannage.

Plus d'une demande sur cinq est résolue immédiatement par téléphone grâce à la compétence des experts aidés par un système documentaire en ligne développé pour diagnostiquer et solutionner les pannes complexes à distance.

Les techniciens de la PSTN déclenchent au besoin l'intervention en dépannage des services techniques « du réseau » situé dans la région.

Le temps moyen de remise en route de la machine est de 2h30 depuis le moment de l'appel.

La PSTN est un élément incontestable différenciateur dans la profession et qui en font une référence dans le secteur de la location de matériel de chantier.

Bien entendu ces 3 pôles d'activités sont épaulés par des services complémentaires qui sont intégrés dans cette Organisation tel que l'approvisionnement et le transport.

UNE GAMME ÉTENDUE de machines !

Acces Industrie possède un parc important de nacelles élévatrices et de chariots afin de répondre aux multiples besoins spécifiques de ses clients.

Ses nacelles élévatrices qui sont conçues pour élever des personnes jusqu'à une hauteur de 43 mètres de travail, sont des machines automotrices à bras ou à ciseaux. Elles peuvent être commandées du sol ou du poste de commandes intégré au panier.

Pour compléter sa gamme de machines et pour mieux répondre aux attentes de ses clientes, Acces industrie continue à investir dans des machines qui viennent étoffer celle-ci et qui permet à l'entreprise de rester en première ligne de son secteur :

- Des chariots télescopiques, conçus pour soulever de lourdes charges (jusqu'à 5 tonnes) à hauteur de travail (jusqu'à 21 mètres).
- Des chariots industriels pour décharger ou déplacer des palettes sur le chantier.
- Des nacelles « araignées » conçues pour travailler en hauteur (jusqu'à 23 mètres) sur des sites encombrés ou difficiles d'accès et des surfaces irrégulières.

La diversification de ses machines ainsi que le positionnement de ses agences sur le marché national, permet de créer des synergies dans beaucoup de domaines qui tout en faisant bénéficier ses clients positionne Acces Industrie comme un partenaire privilégié.

Le parc d'Acces Industrie comprend 5 374 machines

Acces Industrie continue à faire confiance à ses fournisseurs de nacelles avec lesquels l'entreprise a développé tout au long des années une relation de partenariat. Ceux-ci font partie des plus grands constructeurs mondiaux : JLG (US) Génie (US) ATN (France). En ce qui concerne les chariots télescopiques, ceux-ci proviennent des spécialistes du secteur : Manitou (France), Caterpillar (US), JCB (UK) et JLG (US).



DONNÉES BOURSIÈRES

Relations avec les actionnaires et investisseurs

L'information financière relative à la société ACCES INDUSTRIE est transmise au travers :

- o du rapport financier annuel
- o des communiqués de presse et avis financiers
- o du site Internet du groupe : www.acces-industrie.com

Code ISIN	FR 0010567032
Mnémonique	ACI
Nombre d'actions au 31 décembre 2013	5 794 081
Dernier cours de bourse au 31 décembre 2013	2,41 €
Capitalisation boursière au 31 décembre 2013	13,96 M€
Secteur d'activité	Services d'appui professionnels
Marché	Alternext Paris
Place de cotation	Alternext Paris (France)

Cours de l'action Acces Industrie

du 1er janvier 2013 au 25 mars 2014



Calendrier prévisionnel 2014

Chiffre d'Affaires 2013	14 février 2014
Rapport financier annuel	30 avril 2014
Chiffre d'Affaires du 1 ^{er} Trimestre 2014	05 mai 2014
Assemblée générale	23 mai 2014
Chiffre d'Affaires 1 ^{er} Semestre 2014	05 septembre 2014
Chiffre d'Affaires 3 ^{ème} Trimestre 2014	27 octobre 2014
Chiffre d'Affaires 4 ^{ème} Trimestre 2014	27 février 2015

Contacts ACCES INDUSTRIE

Relation analyste et
investisseur institutionnel

Eric LACOMBE

Directeur Financier

ACCES INDUSTRIE

2, rue du Pont de Garonne 47400 Tonneins

Tél. +33 (0) 5 53 88 27 98

Fax +33 (0) 5 53 88 30 90

finances@acces-industrie.com

Actionariat au 31 décembre 2013



Vous voulez une information financière ou recevoir notre dernier rapport alors n'hésitez pas à prendre contact avec nous sur notre site <http://www.acces-industrie.com> - rubrique Finance – Contact





Sommaire

Rapport Financier Annuel

- Page 23** Attestation de l'émetteur
- Page 25** Rapport de gestion
- Page 57** Comptes et annexe consolidés au 31 décembre 2013
- Page 93** Comptes et annexe sociaux au 31 décembre 2013
- Page 122** Rapports des Commissaires aux Comptes
- Page 126** Modalités de mise à disposition du rapport financier annuel





Attestation de l'Emetteur

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes clos le 31 décembre 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés. »

Fait à Tonneins, le 31 mars 2014

Daniel Duclos
Président du Directoire







Rapport

de Gestion du Directoire

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte, conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société, à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.



1 RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

Le périmètre de consolidation est constitué des sociétés suivantes :

- ACCES INDUSTRIE,
- ACCES INDUSTRIE ESPAÑA,
- ACCES INDUSTRIE PORTUGAL, S.A.
- MAROC ELEVATION.

1.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Fermeture des filiales en Espagne et au Portugal

- o Le principal fait marquant de l'exercice est la fermeture des filiales espagnole et portugaise. Leur fermeture a été décidée en février 2013 et, durant les mois de mars et avril 2013, la presque totalité de leur parc de machines destinées à la location a été vendue ou transférée en France. Dès le mois de mai, l'activité a été complètement arrêtée.

Au 31 décembre 2013, il n'y a plus de machine en Espagne et au Portugal.

Concernant les effectifs, sur le second semestre, il restait 2 salariés en Espagne et un salarié au Portugal qui a quitté l'entreprise le 31/12/2013 ; ils ont pour principale mission de procéder à la finalisation des opérations de liquidation (recouvrement des créances clients).

L'intégralité des coûts de fermeture des deux filiales a été constatée dans les comptes consolidés 2013 :

- coûts de licenciement des salariés des filiales.
- coûts de résiliation des contrats, de restitution des locaux, de mise au rebut ou de cession des immobilisations ;
- pertes constatées sur la cession de la partie du parc de machines destinées à la location qui a été vendue ;
- coûts de rapatriement des machines vers les agences d'ACCES INDUSTRIE pour la partie des machines conservées par le Groupe ;
- coûts de remise en état des machines (une partie de celles qui ont été vendues et la totalité de celles qui ont été conservées).
- o Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe sur l'exercice, a évolué de la manière suivante par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent :
 - Pour la France, après une baisse au 1er trimestre due à une météo et une conjoncture défavorables, puis une stabilité au second trimestre, le chiffre d'affaires a progressé de 9% sur le troisième trimestre 2013 et de 5% sur le quatrième trimestre. Pour l'exercice, la progression du chiffre d'affaires d'ACCES INDUSTRIE a été de 1,8%. La bonne performance du second semestre n'est pas liée seulement à l'augmentation du parc de machines suite au rapatriement des machines des filiales fermées. En effet, compte tenu des délais de préparation, de transport et de révision, de ces machines, elles n'ont produit que peu de chiffre d'affaires en France sur l'exercice.

- Pour le Maroc, la progression du chiffre d'affaires a été de 4,7% grâce aux efforts commerciaux réalisés.
- L'Espagne et le Portugal n'ont eu une activité pleine que durant les deux premiers mois de 2013.
- Au niveau du Groupe, le chiffre d'affaires a donc diminué de 6,9% en 2013 par rapport à 2012. La réduction due à la fermeture d'ACCES INDUSTRIE ESPAÑA et d'ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A. vient masquer les bons résultats de ACCES INDUSTRIE et de MAROC ELEVATION (cf. note 1.2).

Endettement

- o Au cours de l'exercice 2013, le Groupe ACCES INDUSTRIE a remboursé 10 369 K€ d'emprunts existants (hors obligations) tout en utilisant la totalité de la tranche revolving du crédit syndiqué ; le montant de la partie revolving restant dû au 31/12/2013 s'élève à 10 000 K€. Par ailleurs, des crédits-baux destinés au financement de l'acquisition de machines destinées à la location ont été mis en place durant l'exercice 2013 pour un montant de 4 248 K€.

En accord avec le souscripteur des obligations, une partie du paiement de l'échéance de remboursement de 2013 (3 100 K€), s'élevant à 1 000 K€ a été réglée le 4 janvier 2014. Sur l'année 2013, 2 100 K€ ont été remboursés.

- o Les ratios liés au crédit syndiqué n'ont pas été respectés au 30 juin et au 31 décembre 2013. Des demandes de waiver portant sur l'aménagement des ratios ont donc été présentées aux organismes financiers prêteurs. Ces demandes de waiver ont été acceptées respectivement le 26 septembre 2013 et le 25 mars 2014. Les ratios aménagés sont respectés au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2013.

Synthèse des résultats 2013 et principaux indicateurs

Le chiffre d'affaires s'élève à 56,2 M€ au 31 décembre 2013 contre 60,4 M€ au 31 décembre 2012.

Le résultat d'exploitation s'élève à 1,0 M€ au 31 décembre 2013 contre 3,6 M€ au 31 décembre 2012.

Le résultat net part du Groupe s'élève à - 4,8 M€ au 31 décembre 2013 contre - 0,7 M€ au 31 décembre 2012.

Financement des investissements corporels :

En renégociant les principaux éléments de son endettement, ACCES INDUSTRIE a bénéficié d'un crédit d'investissement d'un montant de 5,5 M€. En 2013, ACCES INDUSTRIE a utilisé la part restante d'un montant de 1,6 M€. Les investissements réalisés en 2013 ont été modérés. Leur montant (immobilisations corporelles) s'est élevé à 7 766 K€.

1.2 Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 56,2 M€ en baisse de 6,9 % par rapport à l'exercice 2012.

ACCES INDUSTRIE tire son chiffre d'affaires principalement des montants facturés aux clients pour la location de nacelles élévatrices et de chariots télescopiques, incluant la refacturation de services accessoires (assurance, transport, carburant) et la facturation de réparations imputables au client.

1.2.1 Chiffre d'affaires par zone géographique

Valeurs en K€	31.12.2013		31.12.2012		Evolution du CA
	CA 99-02	CA en %	CA 99-02	CA en %	
France	53 395	94,96%	52 449	86,87%	1,8%
Espagne	574	1,02%	3 862	6,40%	-85,1%
Portugal	458	0,81%	2 343	3,88%	-80,5%
Maroc	1 801	3,20%	1 720	2,85%	4,7%
TOTAL GROUPE	56 228	100,00%	60 374	100,00%	-6,9%

1.2.2 Localisation des agences

En France, l'agence d'Artenay – Artenay(45) sis ZI de St Jory, chemin de casselèvres a été transférée à Saran (45) 243 rue Francis Perrin, Pôle 45, dans une nouvelle agence plus adaptée aux contraintes d'ACCES INDUSTRIE.

Les 3 agences d'Espagne et 2 du Portugal ont été fermées.

Au 31 décembre 2013, le Groupe compte ainsi 32 agences dont 30 en France et 2 au Maroc contre 37 au 31 décembre 2012.

1.3 Résultats consolidés 2013

1.3.1 Compte de résultat consolidé

Le compte de résultat est présenté sous le référentiel 99-02 pour 2013 et 2012.

en milliers d'euros	31.12.2013	En % du CA	31.12.2012	En % du CA	Evolution en %
Ventes de marchandises / Produits	22	0,04%	50	0,08%	-56,00%
Prestations de services	56 206	99,96%	60 324	99,92%	-6,83%
Chiffre d'affaires	56 228	100,00%	60 374	100,00%	-6,87%
Reprises amort et prov d'exploitation	2 144	3,81%	1 590	2,63%	34,84%
Achats consommés	-3 882	-6,90%	-3 473	-5,75%	11,78%
Charges externes	-20 975	-37,30%	-20 341	-33,69%	3,12%
Charges de personnel	-15 646	-27,83%	-16 902	-28,00%	-7,43%
Impôts et taxes	-1 235	-2,20%	-1 031	-1,71%	19,79%
Dotations aux amortissements et aux provisions	-14 344	-25,51%	-15 604	-25,85%	-8,07%
Autres produits	143	0,25%	118	0,20%	21,19%
Autres charges	-1 417	-2,52%	-861	-1,43%	64,58%
Résultat d'exploitation	1 016	1,81%	3 600	5,96%	-71,78%
Produits financiers	19	0,03%	50	0,08%	-62,00%
Charges financières	-3 306	-5,88%	-2 809	-4,65%	17,69%
Résultat financier	-3 287	-5,85%	-2 759	-4,57%	19,14%
Résultat courant avant impôt	-2 271	-4,04%	841	1,39%	NS
Produits exceptionnels	96	0,17%	39	0,06%	146,15%
Charges exceptionnelles	-3 783	-6,73%	-968	-1,60%	290,81%
Résultat exceptionnel	-3 687	-6,56%	-929	-1,54%	296,88%
Impôts	1 149	2,04%	-659	-1,09%	NS
RESULTAT DE L'EXERCICE	-4 809	-8,55%	-747	-1,24%	543,78%

1.3.2 Analyse du résultat

1.3.2.1 – Chiffre d'affaires

La part du chiffre d'affaires « Location et services associés » est passée de 60 374 K€ en 2012 à 56 228 K€ en 2013, soit une baisse de - 6,8 %.

Les 736 machines localisées au 31/12/2012 en Espagne et au Portugal sont réparties de la manière suivante au 31/12/2013 :

- o Machines sorties, vendues localement, ou vendues en France ou rebutées = 347
- o Machines restant à remettre en état pour être utilisées par les agences France = 50
- o Machines à vendre = 19
- o Machines utilisées par les agences France = 308
- o Machines utilisées par les agences Maroc = 12

Au final, 50 % des machines auront été sorties du parc du Groupe et 50 % sont restées dans le parc du Groupe.

Au niveau du groupe, le nombre de machines destinées à la location sorties du parc a été particulièrement important puisque 670 machines ont été vendues, rebutées ou transférées en outillage. Ces sorties d'actifs ont concerné des machines inadaptées au marché ou trop anciennes ou appartenant à un segment de marché abandonné (mini-pelles).

Durant l'exercice 2013, le nombre de jours loués a diminué de 6,3 % entre 2012 et 2013 suite à l'arrêt de l'activité de l'Espagne et du Portugal début 2013 ; le prix moyen est en baisse (-1,2%) ; néanmoins la diminution du parc machine a conduit à une hausse du taux d'utilisation de 2,5% :

Nombre de jours loués en 2009 = 659 425
 Nombre de jours loués en 2010 = 729 670
 Nombre de jours loués en 2011 = 745 482
 Nombre de jours loués en 2012 = 711 346
 Nombre de jours loués en 2013 = 666 368

1.3.2.2 - Achats consommés

Achats consommés : ce poste comprend les coûts liés aux pièces et fournitures utilisées pour la réparation et la rénovation des machines louées, ainsi que pour le matériel de transport.

A l'intérieur de ce poste les charges s'expliquent notamment par :

- o les pièces de rechange,
- o les lubrifiants machines,
- o le carburant machines,
- o la peinture pour machines.

Soit toutes les charges directement liées à l'utilisation des machines.

La hausse de la consommation de pièces et fournitures machines provient du vieillissement du parc de machines qui nécessite plus de maintenance.

1.3.2.3 - Charges externes

Ces charges se décomposent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2013	% CA	2012	% CA	Evolution des charges externes en %
Achats sous-traitance	556	0,99%	476	0,79%	16,81%
Achats non stockés - Matériels et Fournitures	2 462	4,38%	2 803	4,64%	-12,17%
Sous traitance	122	0,22%	135	0,22%	-9,63%
Redevances et charges locatives	7 205	12,81%	6 916	11,46%	4,18%
Entretien et réparations	1 757	3,12%	1 376	2,28%	27,69%
Primes d'assurance	842	1,50%	922	1,53%	-8,68%
Services extérieurs - Divers	88	0,16%	65	0,11%	35,38%
Personnel extérieur	56	0,10%	70	0,12%	-20,00%
Honoraires	913	1,62%	958	1,59%	-4,70%
Publicité	239	0,43%	292	0,48%	-18,15%
Transports	4 132	7,35%	3 479	5,76%	18,77%
Déplacements, missions & réceptions	1 281	2,28%	1 376	2,28%	-6,90%
Frais postaux & télécommunications	541	0,96%	587	0,97%	-7,84%
Services bancaires	117	0,21%	149	0,25%	-21,48%
Autres services	664	1,18%	737	1,22%	-9,91%
TOTAL DES CHARGES EXTERNES	20 975	37,30%	20 341	33,69%	3,12%

Ces charges comprennent les coûts directs, tels que les locations de nacelles en « Operating Lease », les coûts de carburant, de transport, d'assurance, de maintenance et d'entretien, réparation des machines ainsi que les coûts administratifs. Les coûts directs sont soit facturés au client, soit compris dans les tarifs de location à la journée, en fonction des accords passés avec les clients.

Les postes significatifs ont connu les évolutions suivantes :

- o **Achats sous-traitance** : dans ce poste figurent les visites périodiques, en France, de certification des machines. L'augmentation de ce poste s'explique par l'utilisation en France des machines revenues d'Espagne et du Portugal pour lesquelles il a fallu effectuer les visites périodiques avant mise sur chantier.
- o **Achats non stockés de matières et fournitures** : ce poste comprend les frais de carburant machines et transport ainsi que les fournitures (eau, électricité, gaz) liés aux agences. La baisse est due à la fermeture des filiales espagnole et portugaise entraînant une disparition de ces coûts dans ces filiales.
- o **Redevances et charges locatives** :
 - Les locations mobilières augmentent :
 - Du fait de la location par ACCES INDUSTRIE, d'un nombre plus important de machines destinées à la location.
 - Les locations immobilières augmentent :
 - Du fait de la charge de loyer pour une année complète de l'entrepôt SEITA (lieu de stockage machines + magasin central)
 - Du fait d'une double charge de loyer sur une période de 4 mois de l'agence d'Artenay déménagée en septembre 2013 ;
 - Du fait d'une forte indexation des loyers au mois de janvier 2013.
- o **Entretien et réparations** : Ce poste augmente en raison du vieillissement du parc (cf point 1.3.2.2).
- o **Assurances** : les primes d'assurance diminuent légèrement en raison de la fermeture des filiales et de la réduction du parc.
- o **Services extérieurs** : ce poste augmente principalement en raison d'une augmentation des frais de la Coface qui s'explique par un suivi plus important des clients.
- o **Personnels extérieurs** : ce poste est principalement composé des frais d'intérim. La baisse s'explique par un recours moins important en 2013 à l'intérim.
- o **Honoraires** : Il apparaît que la diminution des honoraires est le résultat des honoraires de refinancement payés en 2012 compensés par la hausse des commissions sur ventes suite aux ventes de machines par mises aux enchères.
- o **Publicité** : les coûts publicitaires et de communication diminuent:
 - la suppression des opérations de « portes ouvertes » remplacées par des opérations « Party » financées intégralement par sponsors,
 - et la réduction des achats d'objets publicitaires.

o **Transports** : ce poste ne concerne que le transport externe ; celui-ci est utilisé en partie pour absorber les fortes périodes d'activité durant lesquelles notre propre flotte se révèle insuffisante.

L'augmentation du poste se justifie :

- Par un recours accru à la sous-traitance,
- Par des mouvements de machines inter-agences plus importants,
- Par la baisse du nombre de chauffeurs en interne due :
 - à la suppression du deuxième chauffeur dans certaines agences
 - au choix de certaines agences de sous-traiter intégralement le transport

o **Déplacements, missions et réceptions** : ce poste diminue légèrement.

o **Frais postaux et télécommunications** : Le poste diminue légèrement.

o **Services bancaires** : la baisse de ce poste s'explique par la fermeture de l'Espagne qui supportait de forts coûts bancaires.

o **Autres services** : ce poste diminue en raison de la baisse des refacturations de prestations de service par la société ATJ, holding du groupe, et de la fermeture des filiales diminuant ainsi les refacturations.

1.3.2.4 - Charges de personnel

Ces charges se décomposent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2013	% CA	2012	% CA	Evolution des charges de personnel en %
Rémunérations du personnel (hors intéressement)	12 037	21,41%	12 651	20,95%	-4,85%
Charges sociales	4 551	8,09%	5 017	8,31%	-9,29%
Production immobilisée	-586	-1,04%	-609	-1,01%	-3,78%
Remboursements de frais de formation	-356	-0,63%	-157	-0,26%	126,75%
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	15 646	27,83%	16 902	28,00%	-7,43%

La production immobilisée reprend les coûts du personnel interne affecté au développement des logiciels immobilisés et à la rénovation des nacelles.

Les transferts de charges correspondent principalement à des remboursements de frais de formation de la part de l'organisme de suivi des formations.

La baisse des charges de personnel est principalement imputable à :

- o L'absence de charge d'intéressement et de participation au vue des résultats dégagés sur l'exercice.
- o La diminution de l'effectif moyen du Groupe.

1.3.2.5 Impôts et taxes

Ce poste comprend principalement la contribution économique territoriale (CET), composée de :

- o La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E.) assise sur les valeurs locatives foncières;
- o La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

La diminution sur ce poste s'explique par le fait que la C.V.A.E. est basée sur la valeur ajoutée en baisse sur l'exercice.

1.3.2.6 Dotations aux amortissements et aux provisions (nettes de reprises)

Les dotations aux amortissements concernent l'amortissement du parc machines d'ACCES INDUSTRIE, y compris les machines financées par des crédits-baux. Les machines sont amorties selon la méthode linéaire sur 10 ans à 18 ans selon le type de machines, sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction d'une valeur résiduelle évaluée à 10 % ou 15 % ; ceci reflète au mieux la durée de vie économique de ses machines.

Les amortissements comprennent par ailleurs l'amortissement des actifs incorporels, à savoir les logiciels. Les provisions comprennent les provisions pour stocks et créances douteuses ainsi que les provisions pour risques et charges.

La baisse de 1 260 K€ constatée sur cette ligne du compte de résultat a pour origine les principales variations suivantes :

- o Immobilisations incorporelles : Les principaux développements internes de logiciels, en cours depuis plusieurs années, ont été mis en exploitation en 2011 et 2012 et 2013, déclenchant ainsi des dotations aux amortissements plus importantes.
- o Les dotations aux amortissements sur les comptes clients ont subi une nette baisse qui s'explique :
 - Par une diminution du parc
 - Par un vieillissement du parc induisant que certaines machines arrivent en fin d'amortissement
 - Par le reclassement en charge exceptionnelle de l'amortissement des machines revenues d'Espagne et du Portugal pendant leur période d'indisponibilité
- o Les provisions des charges à répartir :
 - La charge induite par le refinancement de l'endettement intervenu en 2012 qui a eu pour effet l'amortissement de la totalité des coûts d'emprunt 2007 qui restaient à amortir, n'a pas lieu d'être cette année.

1.3.2.7 - Autres charges / produits d'exploitation

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Résultat sur cession d'immobilisations	0	20
Remboursement d'assurance sur machines sorties	15	33
Subventions d'exploitation	0	16
Récupération sur clients irrécouvrables	43	33
Divers	85	16
Autres produits d'exploitation	143	118
Résultat sur cession d'immobilisations	-523	-246
Pertes sur créances irrécouvrables	-889	-604
Divers	-5	-11
Autres charges d'exploitation	-1 417	-861

L'augmentation du poste Autres charges est liée :

- A la hausse des créances clients perdues (ces créances avaient été provisionnées et ont fait l'objet d'importantes reprises de provision).
- A des pertes sur les ventes de machines

1.3.2.8 - Résultat financier

Le détail du résultat financier net est le suivant :

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Autres produits financiers		
Revenu des créances	12	28
Gains de change	0	6
Autres produits financiers	7	16
TOTAL	19	50
Coût de l'endettement financier net		
Emprunts bancaires	-2 416	-2 010
Intérêts sur emprunt obligataire	-546	-494
Intérêts sur crédit-bail	-209	-137
Autres charges financières		
Intérêts d'affacturage et d'escompte	-107	-139
Variation des provisions	0	0
Pertes de chance	-12	-12
Autres charges financières	-16	-17
TOTAL	-3 306	-2 809
RESULTAT FINANCIER	-3 287	-2 759

L'augmentation du résultat financier est essentiellement due à l'augmentation des frais financiers sur emprunts bancaires :

- Augmentation des emprunts bancaires liée à des conditions financières moins favorables (hausse de la marge de 3% à 4,5%)
- Augmentation des intérêts sur emprunt obligataire liée à la révision à la hausse du taux d'intérêt lors de la souscription des nouvelles Obligations en 2012 (de 3% à 4%).
- Augmentation des intérêts sur crédit-baux dus à un nombre plus important de crédit-baux mis en place en 2012 et 2013.

1.3.2.9 - Autres charges et produits exceptionnels

Compte tenu de leur montant, ainsi que de leur caractère anormal, inhabituel et peu fréquent, certaines charges ont été classées en « autres produits et charges exceptionnels » :

Les autres produits et charges exceptionnels sont :

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Produits exceptionnels		
Produits de contentieux	0	37
Régularisation de TVA au Portugal	33	0
Rentrées sur créances amorties	0	0
Régularisation de soldes chez les filiales (apurement des comptes)	61	0
Divers	2	2
TOTAL	96	39
Charges exceptionnelles		
Résultat sur cession des immobilisations sorties - immobilier	-246	0
Résultat sur cession des immobilisations sorties - autres	-563	0
Commissions sur ventes des machines des filiales fermées	-138	0
Dotation aux provisions exceptionnelles - perte caution	-8	0
Dotation aux amortissements exceptionnelles - machines inactives	-304	0
Restructuration Espagne - transport des machines des agences Espagne aux agences France	-198	-37
Restructuration Espagne - remise en état des machines revenues d'Espagne en France	-234	-22
Restructuration Portugal - transport des machines des agences Portugal aux agences France	-104	-56
Restructuration Portugal - remise en état des machines revenues du Portugal en France	-239	-75
Amendes fiscales et pénales	-3	0
Autres pénalités	0	-16
Condamnation prud'homale	0	-15
Dotation aux provisions/ risque prud'homal	0	-5
Indemnités de licenciement	-1 016	-471
Charges sur projet immobilier abandonné	0	-190
Charges des filiales liées à la fermeture	-639	-79
Divers	-91	-2
TOTAL	-3 783	-968
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 687	-929

Les résultats sur cessions d'immobilisations liées à l'exploitation (machines et véhicules) sont inscrits en « Autres produits et charges d'exploitation » pour leur montant net. Pour l'exercice 2013, ont été considérées comme du résultat exceptionnel les ventes des machines utilisées par l'Espagne et le Portugal. En effet, la fermeture de ces filiales a conduit le Groupe à céder des machines qui ne l'auraient pas été si ces sociétés avaient poursuivi leur activité.

Les résultats sur sorties d'immeubles quant à eux, sont inscrits en résultat exceptionnel.

L'augmentation des charges exceptionnelles s'expliquent par les mesures de fermeture des filiales espagnole et portugaise sur l'exercice. Sur l'exercice 2013, les charges exceptionnelles dues aux coûts de fermeture des filiales espagnole et portugaise représente 3 064K€ sur 3 783K€ de charges exceptionnelles.

Les charges exceptionnelles liées à la fermeture de l'Espagne et du Portugal sont constituées :

- des coûts de licenciement,
- des coûts liés aux résiliations des contrats, de restitution des locaux,
- des coûts liés aux machines : transports vers la France, amortissement pendant leur indisponibilité (cf point 1.3.2.6), frais de vente et moins-value de cession, frais de remise en état et acheminement en agences

1.3.2.10 – Impôts sur les résultats

Situation fiscale du Groupe et de chaque société le composant

Au 31/12/2013, la situation de chaque entité du Groupe au regard des déficits reportables est la suivante :

- ACCES INDUSTRIE : l'impôt différé sur les déficits reportables a été entièrement activé. Le résultat fiscal négatif constaté en 2013 génère un produit d'impôt différé dans la mesure où il est probable selon le business plan prévisionnel que des bénéfices futurs imposables permettront de recouvrer cet impôt.
- ACCES INDUSTRIE ESPAÑA : les déficits fiscaux reportables cumulés s'élèvent à 8 400 K€ au 31/12/2013. Compte tenu de la fermeture de la société, l'impôt différé actif correspondant n'a pas été activé.
- ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A. : les déficits fiscaux reportables cumulés s'élèvent à 1 359 K€ au 31/12/2013. Compte tenu de la fermeture de la société, l'impôt différé actif correspondant n'a pas été activé.
- MAROC ELEVATION : la société a des déficits fiscaux reportables antérieurs à l'exercice pour lesquels un actif d'impôt différé a été constaté. Le résultat fiscal de l'exercice est un bénéfice de 45 K€ ; il a donc donné lieu à la reprise de l'actif d'impôt différé.

1.4 Gestion des risques

1.4.1 Risques liés à l'endettement d'Accès Industrie

Le taux moyen de financement par emprunt en 2013 s'élève à 4,44% contre 3,61% en 2012. La maturité moyenne des financements était de 5 ans à l'origine. Les montants restant dus à la clôture 2013 seront échus dans les 4 prochaines années.

Le Groupe a levé la totalité des tranches de refinancement, de revolving et d'investissement du crédit syndiqué mis en place en 2012. L'endettement financier net du Groupe s'élève à 68 901 K€ au 31/12/2013. Ce crédit syndiqué contient divers engagements limitant les capacités pour le Groupe à émettre de nouveaux emprunts et à procéder à de nouveaux investissements. L'endettement du Groupe va donc continuer à décroître durant les prochains exercices.

1.4.2 Dépendance à l'égard des taux de financement

Le crédit syndiqué Natixis mis en place en octobre 2012 a permis le refinancement d'une partie importante du parc existant à taux variable. Les investissements réalisés depuis sont financés en partie par cet emprunt et en partie en crédit-bail. Le montant en principal restant dû au titre des crédits syndiqués s'élève à 46 400 K€ au 31/12/2013.

Durant l'exercice, plusieurs contrats de garantie de taux ont été appliqués :

- Un contrat en rapport avec le crédit syndiqué 2007 portant sur les montants de 32 000 K€ du 07/11/2011 au 07/01/2013 au taux de 1,25 %.

- Un contrat en rapport avec le crédit syndiqué 2012 portant sur les montants de 50 000 K€ du 15/12/2013 au 15/06/2013 de 45 000 K€ du 17/06/2013 au 15/12/2013 Au taux de 0,16 %.

- Un contrat en rapport avec le crédit syndiqué 2012 portant sur les montants de 41 000 K€ du 15/12/2013 au 16/06/2014 de 36 000 K€ du 16/06/2014 au 15/12/2014 Au taux de 0,40 %.

- Un contrat en rapport avec le crédit syndiqué 2012 portant sur les montants de 32 000 K€ du 15/12/2014 au 15/06/2015 de 27 000 K€ du 15/06/2015 au 15/12/2015 Au taux de 0,74 %.

La société n'est donc soumise à un risque de taux que :

- sur la partie non couverte de son crédit syndiqué, soit 5 400 K€,
- sur sa trésorerie passive d'un montant de 5 604 K€,
- sur une partie des dettes de contrats de location-financement, soit 1 551 K€

Soit 18,22 % de son endettement financier net.

1.4.3 Exposition au risque de change

ACCES INDUSTRIE est légèrement exposée au risque de change :

- au titre de ses coûts d'approvisionnement en machines : une évolution brutale des taux de change de l'euro contre dollar US pourrait entraîner des changements dans ces coûts d'approvisionnement. Cependant, ce risque est encore plus limité par le fait que le nombre de machines acquises en devises sur l'exercice 2013 est nul.
- au titre de sa filiale marocaine : la facturation établie par MAROC ELEVATION est libellée en Dirhams. Le poids de cette facturation dans le chiffre d'affaires du Groupe est marginal (3,2 % du CA consolidé en 2013) et le risque est donc limité.

Il n'existe pas d'opération de couverture du risque de change.

1.4.4 Exposition au risque de liquidité

Dans le cadre de sa politique de financement à court terme, le Groupe dispose de contrat d'affacturage (société ACCES INDUSTRIE MAROC), et d'une ligne de crédit réutilisable dans le cadre du crédit syndiqué Natixis. Ces lignes d'affacturage et de crédit bancaire sont donc suffisantes pour faire face aux passifs courants du Groupe et le risque que celui-ci ait des difficultés à honorer ses dettes à leur échéance est donc minime. Les politiques mises en œuvre pour limiter le risque de liquidité portent sur les axes suivants :

- o limitation des investissements
 - minimisation des acquisitions de machines, achat de machines d'occasion ;
 - achat de matériel de transport d'occasion ou utilisation de matériel neuf en location ;
 - pas d'ouverture d'agence.
- o optimisation des prix de location
 - poursuite de la politique tarifaire de « Yield management »
 - poursuite d'un contrôle, de la part des services centraux, des prix de location appliqués par les agences
- o réduction des charges
 - limiter le recours à la sous-traitance transport

Ces objectifs sont définis et leur réalisation est suivie au moyen de plans d'affaires revus régulièrement.

1.4.5 Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients.

L'exposition du groupe aux créances irrécouvrables est limitée du fait de la politique crédit mise en place :

- o la clientèle est diluée : le client le plus important ne représentant que 0,36 % du chiffre d'affaires et le solde du client hors groupe le plus élevé au 31/12/2013 s'élève à 201 K€.
- o le paiement d'avance pour les clients nouveaux ou de faible importance
- o un service crédit-management performant composé de dix personnes
- o le recours systématique à l'information financière pour tous les autres clients
- o la couverture de ce risque par une assurance-crédit
- o pour les clients non couverts, la demande de garanties aux clients (chèques de caution, garantie de paiement de la part de la maison mère du client...)
- o la sensibilisation de l'équipe commerciale aux aspects risque client et délais de recouvrement

Le risque est mesuré mensuellement au moyen de tableaux de bord faisant apparaître le DSO, le montant des dossiers contentieux, le coût de la gestion du poste client ; des objectifs annuels sont fixés pour ce niveau de coût.

Les actifs financiers, quant à eux, sont peu élevés ; ils sont essentiellement constitués de dépôts et cautionnements versés en garantie des locations immobilières des locaux des agences ou des locations de matériel de transport. Ces dépôts et cautionnements sont nombreux et d'un montant unitaire peu élevé. Le risque portant sur ces éléments est donc dilué et très faible.

Les actifs financiers ont une valeur comptable qui correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur du fait de leur échéance à court terme et le Groupe ne détient aucun autre actif financier échoué, impayé et non déprécié.

1.4.6 Activité en matière de recherche et de développement

Néant.

1.5 Principes comptables

Les états financiers consolidés sont présentés en millier d'Euros sauf indication contraire.

Les règles et méthodes comptables appliqués par la société ACCES INDUSTRIE sont conformes au règlement du Comité de Règlementation Comptable n° 99-02.

Les comptes ne seront définitifs qu'après l'approbation par l'Assemblée générale mixte des actionnaires qui se tiendra le 23 mai 2014.

1.6 Événements importants survenus depuis le début de l'exercice 2014

La demande de waiver présentée aux organismes financiers prêteurs a été acceptée le 25 mars 2014. Les ratios aménagés sont respectés au 31 décembre 2013.

Aucun autre fait postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe n'a été relevé.

L'intégralité des coûts de fermeture des filiales a été prise en compte sur l'exercice 2013 et aucun effet de ces fermetures ne devrait affecter les comptes de 2014, à l'exception des coûts de remise en état des quelques machines restantes au SAV.

1.7 Evolution prévisible du groupe et perspectives d'avenir

Du point de vue financier, la priorité des actions du Groupe sera le respect de ses engagements relatifs au crédit syndiqué : respect des ratios semestriels, remboursement des échéances de 9 100 K€ et remboursement de l'échéance de 4 000K€ d'obligations. Dans cette optique, les investissements seront encore limités durant l'exercice 2014.

La filiale marocaine a pour objectif, en 2014, de réduire sa dette financière envers ACCES INDUSTRIE et de se concentrer sur les encaissements clients.

Les machines espagnoles et portugaises rapatriées produiront leurs effets sur les résultats 2014.

2 RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIETE ACCES INDUSTRIE

2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève pour l'année 2013 à 54 734 K€ contre 53 836 K€ pour l'année 2012, soit une hausse de 1,67 %.

Il se décompose de la façon suivante :

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Ventes de marchandises	1 076	205
Production vendue de biens	0	0
Production vendue de services	53 658	53 632
Chiffre d'affaires nets	54 734	53 836

Le chiffre d'affaires location est stable par rapport à l'exercice 2012, 53 658 K€ en 2013 contre 53 632 K€ en 2012. L'augmentation du chiffre d'affaires global s'explique par le produit de la revente de machines en provenance des filiales (négoce).

2.2 Bilan et compte de résultat

Principes, règles et normes comptables :

Les comptes annuels sont établis conformément au plan comptable général et aux principes comptables généralement admis en France.

L'exercice 2013 ne fait pas l'objet de changement comptable.

2.3 Résultat de l'activité – Proposition d'affectation du résultat

L'exercice se solde par une perte de - 1 951 745,73 €. Il est proposé d'affecter cette perte de la manière suivante :

Origine :

- o Perte de l'exercice - 1 951 745,73 €

Affectation :

- o En totalité au poste Report à nouveau - 1 951 745,73 €, dont le montant créditeur sera ramené de 472 901,49 euros à un montant débiteur de 1 478 844,24 euros.

2.4 Dividendes

Il n'y a pas eu de distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

2.5 Montant des charges non déductibles

Le montant des dépenses et charges visé à l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élève à la clôture de l'exercice à 69 108 €. Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la Société.

2.6 Délais de paiement

En application de la loi, ACCES INDUSTRIE a mis en place les procédures nécessaires pour assurer le paiement de ses fournisseurs à 45 jours fin de mois.

La décomposition des dettes fournisseurs par échéance au 31 décembre 2013 est la suivante, en € :

En €	Non échu	Echu de 1 à 30 jours	Echu de 30 à 60 jours	Echu de 60 à 90 jours	Echu à plus de 90 jours
Fournisseurs	11 915	1 252 273	270 366	165 007	108 311
Fournisseurs - effets à payer		260 447	8 237	593	
Fournisseurs d'immobilisations	776 514	526 202	34 706		3 587
TOTAL GROUPE	788 429	2 038 923	313 310	165 600	111 898

Cette décomposition était la suivante au 31/12/2012 :

En €	Non échu	Echu de 1 à 30 jours	Echu de 30 à 60 jours	Echu de 60 à 90 jours	Echu à plus de 90 jours
Fournisseurs	56 552	1 003 927	196 016	90 413	97 693
Fournisseurs - effets à payer		266 892	47 628		
Fournisseurs d'immobilisations	9 628	68 312	522 518	3 656	5 740
TOTAL GROUPE	66 180	1 339 131	766 162	94 069	103 433

2.7 Activité de la société en matière de recherche et de développement

Néant.

2.8 Evolution prévisible de la société et perspectives d'avenir

Selon point 1.7

2.9 Situation de la société au regard de l'endettement

Au cours de l'exercice 2013, ACCES INDUSTRIE a remboursé un montant de 9 100 K€ au titre du crédit syndiqué conformément aux engagements contractuels, tout en utilisant la totalité de la tranche revolving ; le montant de la partie revolving restant dû au 31/12/2013 s'élève à 10 000 K€.

En accord avec le souscripteur des obligations, une partie du paiement de l'échéance de remboursement de 2013 (3 100 K€), s'élevant à 1 000 K€ a été réglée le 4 janvier 2014. Sur l'année 2013, 2 100 K€ ont été remboursés.

2.10 Progrès réalisés et difficultés rencontrées

En 2013, la société affiche une légère augmentation de son chiffre d'affaires avec des taux d'utilisation en hausse et un parc machines en augmentation. Cette augmentation du parc se justifie par les machines espagnoles et portugaises intégrées en France. Nous constatons, par ailleurs, une baisse des tarifs.

Il a été passé, sur l'exercice 2013, de nouvelles provisions pour dépréciation sur titres et créances. Le résultat net de la société s'établit à - 1 952K€.

2.11 Gestion des risques

Cf. paragraphe 1.4 du rapport de gestion de Groupe.

2.12 Filiales et participations

Les résultats des filiales d'ACCES INDUSTRIE sont présentés ci-dessous :

2.12.1 Accès Industrie España et Accès Industrie Portugal, S.A.

ACCES INDUSTRIE ESPAÑA est une société anonyme de droit espagnol en liquidation au capital de 408 948,00€ créée en mars 1998. ACCES INDUSTRIE détient 99,99% du capital social de la société ACCES INDUSTRIE ESPAÑA au 31 décembre 2013.

ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A est une société anonyme de droit portugais en liquidation au capital de 900 000,00 € créée en 2001. ACCES INDUSTRIE détient 99,92% du capital social d'ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A au 31 décembre 2013.

L'Espagne et le Portugal n'ont eu une activité normale que durant les deux premiers mois de 2013.

2.12.2 Maroc Elévation

MAROC ELEVATION est une société anonyme de droit marocain au capital de 11 000 000 dirhams créée en 2008. Elle a pour activité la location d'équipements élévateurs pour le bâtiment et l'industrie.

Le capital de MAROC ELEVATION est détenu à hauteur de 100 % par ACCES INDUSTRIE.

La société MAROC ELEVATION a débuté son exploitation en octobre 2008.

En 2010, la société MAROC ELEVATION a poursuivi son développement grâce à l'ouverture d'une seconde agence à Tanger.

En 2013, le parc de machines destinées à la location de MAROC ELEVATION est resté relativement stable avec l'entrée de 19 machines et la cession de 13 machines.

Entre le 31/12/2012 et le 31/12/2013, l'effectif de clôture de MAROC ELEVATION est passé de 16 à 14 salariés et son parc de machines destinées à la location de 214 à 220 machines (dont 4 machines inactives).

Le taux d'utilisation des machines s'est amélioré par rapport à 2012, passant de 42,2 % à 49,0 %.

Au cours de l'exercice 2013, 596 contrats ont permis de réaliser un chiffre d'affaires de 20 112 KDhs, alors que le chiffre d'affaires 2012 était de 19 171 KDhs pour 768 contrats.

La durée moyenne du contrat s'est encore allongée et est de plus de 60,2 jours (53 jours en 2012).

Le prix moyen de location a légèrement diminué à 835 Dirhams par jour en 2013 (804 Dhs en 2012), avec une valeur du contrat moyen d'environ 34 000 Dirhams (25 000 Dhs en 2012).

La réduction d'activité de MAROC ELEVATION constatée en 2012 a été stoppée et le chiffre d'affaires est en légère augmentation. La concurrence reste active mais notre équipe commerciale s'est stabilisée.

Cependant, les provisions pour clients douteux sont en hausse. L'exercice 2013 a permis d'enrayer la baisse d'activité des mois précédents et de mettre en place les procédures et les personnes qui vont permettre à MAROC ELEVATION d'être en situation favorable pour profiter du dynamisme de l'économie nationale.

2.13 Evénements importants survenus depuis le début de l'exercice 2014

Au 31/12/2013, l'intégralité des coûts de fermeture des filiales a été prise en compte. Aucun effet de ces fermetures ne devrait affecter les comptes de 2014, à l'exception des coûts de remise en état des quelques machines restantes au SAV.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat l'activité de la société ACCES INDUSTRIE.

3 RESSOURCES HUMAINES

3.1 Informations sociales ACCES INDUSTRIE

3.1.1 Effectif et embauches

3.1.1.1 Effectif total au 31 décembre 2013

L'effectif total du Groupe ACCES INDUSTRIE était de 405 personnes au 31 décembre 2013 dont 387 en France.

3.1.1.2 Nouvelles initiatives de recrutement

ACCES INDUSTRIE a effectué 133 embauches dont 8 étaient des cadres.

Sur les 133 embauches, 94 ont été faites pour des remplacements et 39 sont liées à des créations de postes.

ACCES INDUSTRIE poursuit et renforce ses initiatives auprès des jeunes diplômés de gestion et d'universités, et ceux issus d'autres formations (techniques...) en leur proposant des stages en entreprise afin de leur permettre de découvrir les diverses facettes des métiers et de réfléchir sur le sens du travail, de se trouver en situation d'autonomie, en dehors de l'établissement scolaire. Les valeurs recensées lors de ces stages peuvent faire l'objet de futurs recrutements.

ACCES INDUSTRIE continue à développer son partenariat avec les différents CFAI. Cette collaboration permet à ACCES INDUSTRIE d'employer, au 31 décembre 2013, 11 contrats d'apprentissage et 4 contrats de professionnalisation.

3.1.1.3 Sorties chez ACCES INDUSTRIE

Sur l'année 2013, 93 personnes ont quitté l'entreprise; les motifs des sorties sont les suivants:

Motifs	Nombre de sorties 2013
Décès	0
Démission	16
Mutation (autre société groupe)	2
Fin Contrat Apprentissage	4
Fin CDD	8
Licenciement	18
Licenciement économique	0
Licenciement faute grave	2
Licenciement pour inaptitude non professionnelle	1
Fin période essai salarié	5
Fin période essai employeur	13
Rupture contrat apprentissage/ CDD employeur	2
Rupture anticipé CDD ou apprenti / salarié	3
Rupture commun accord CDD ou apprenti	3
Rupture conventionnelle	15
Retraite	1
Total	93

3.1.1.4 Recours aux heures supplémentaires

Hormis les heures supplémentaires effectuées entre les 36 et 39^{ème} heures avec l'application du repos compensateur de 25 % suite à la loi des 35 heures, il n'y a pas d'heures supplémentaires effectuées au sein d'ACCES INDUSTRIE au-delà de la 39^{ème} heure.

3.1.1.5 Recours à l'intérim

En 2013, ACCES INDUSTRIE a eu recours à 2 922 heures d'intérim soit l'équivalent d'environ 1.44 salarié à temps complet.

3.1.2 Informations relatives aux plans de réductions des effectifs et de sauvegarde de l'emploi, aux efforts de reclassement, aux réembauches et aux mesures d'accompagnement

Il n'y a pas eu chez ACCES INDUSTRIE de plan de réduction des effectifs en 2013.

3.1.3 Organisation du travail en France

ACCES INDUSTRIE applique les conventions collectives départementales et nationales de la Métallurgie.

3.1.3.1 Horaires

L'horaire hebdomadaire moyen affiché pour les salariés ETAM à temps plein est de 39 heures.

Les cadres ont des contrats de travail en forfait jours (soit 218 jours de travail par an).

Pour répondre à la demande de certains clients travaillant le soir ou les fins de semaine, ACCES INDUSTRIE a mis en place un régime d'astreintes validé par le comité d'entreprise en octobre 2009.

3.1.3.2 Durée du travail des salariés à temps partiel

Les collaborateurs qui ont fait le choix de travailler à temps partiel se retrouvent dans les catégories Employés, ouvriers et Agents de maîtrise.

Sur un effectif de 7 collaborateurs à temps partiel, la grande majorité travaille à 4/5^{ème}, principalement dans le cadre de congés parentaux ou d'absences le mercredi.

La répartition des salariés à temps partiel est la suivante :

France	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Techniciens	Total
Homme	0	0	0	0	0	0
Femme	0	2	5	0	0	7
Total	0	2	5	0	0	7

3.1.3.3 Absentéisme par motif – France

	Total en % de la masse salariale
Maladie	1,53%
Accident de travail - trajet	1,07%
Maternité/Paternité	0,52%
Autres absences	0,23%
Total	3,35%

3.1.4 Evolution de l'emploi, des qualifications et de la formation en 2013 en France

3.1.4.1 Evolutions des carrières

o Les promotions effectuées sur l'année 2013 sont au nombre de 11 :

- 1 Technicien => Chef d'Equipe
- 1 Technicien => Chef d'Atelier Itinérant
- 1 Chauffeur => Exploitant Transport
- 2 Assistantes Commerciales => Technico-Commerciales
- 1 Chef d'atelier PSTN => Responsable PSTN
- 2 Techniciens => Chefs d'atelier
- 2 Agents de Parc => Techniciens
- 1 Magasinier => Responsable Magasin

o Mutations

La mobilité interne concerne 21 personnes :

12 mutations sont liées à des modifications de fonction :

- 4 Techniciens => Techniciens itinérants
- 1 Assistante Commerciale Siège => Assistante Commerciale Agence
- 1 technicien support réseau/ télécom => Administrateur Réseau
- 2 Techniciens => Techniciens SAV
- 1 Assistante Commerciale Siège => Gestionnaire Crédit Clients
- 1 Assistante Pricing => 1 Gestionnaire Crédit Clients et Contentieux
- 1 Technicien => Technicien PSTN
- 1 technicien PSTN => 1 Assistant Technique

9 mutations correspondent à de la mobilité géographique (même poste mais sur un autre établissement)

3.1.4.2 Les contrats de travail

France	Cadre	Maîtrise	Technicien	Employé	Ouvrier	Contrat pro	Apprenti	Total
Contrat à durée indéterminée	66	66	80	97	58			367
Contrat à durée déterminée			1	4				5
Contrat d'apprentissage							11	11
Contrat de professionnalisation								4
TOTAL	66	66	81	101	58	4	11	387

ACCES INDUSTRIE a eu recours aux contrats à durée déterminée pour accroissement d'activité ou remplacement de salariés en congés maternité, parental ou maladie.

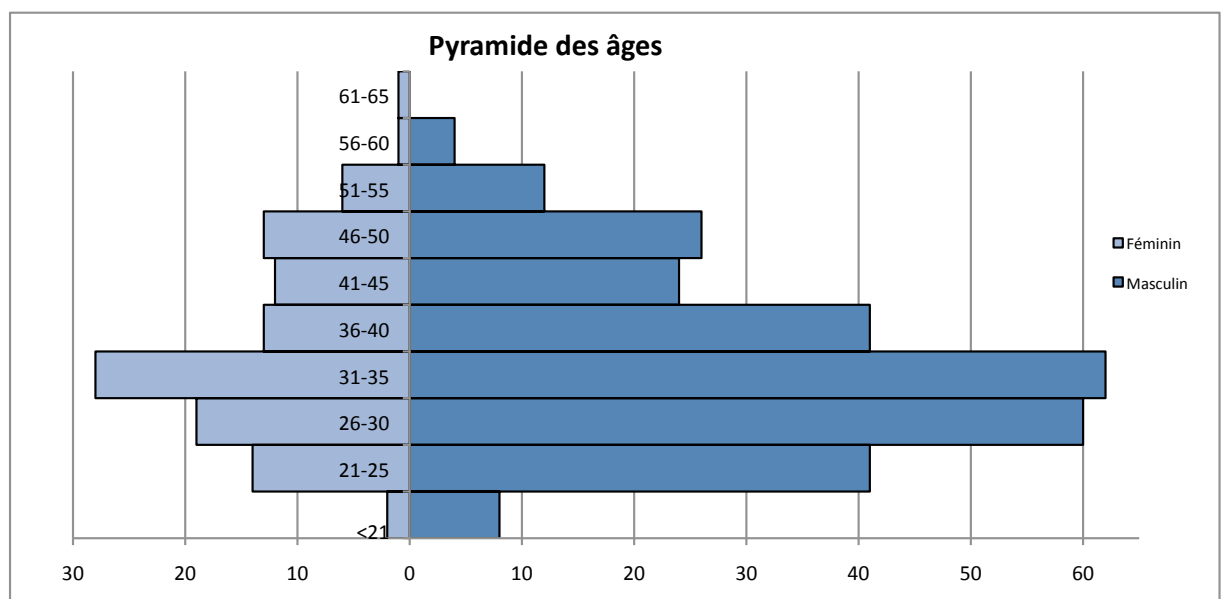
3.1.4.3 Situation comparée des Hommes et des Femmes

o Effectif

France	Cadres		Maîtrise		Techniciens		Employés		Ouvriers		Contrat Pro		Apprentis		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
Contrat à durée indéterminée	55	11	53	13	79	1	27	70	52	6	0	0	0	0	367
Contrat à durée déterminée	0	0	0	0	1	0	0	4	0	0	0	0	0	0	5
Contrat d'apprentissage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	2	11
Contrat de professionnalisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	4
TOTAL	55	11	53	13	80	1	27	74	52	6	2	2	9	2	387

o Pyramide des âges

France	Cadres		Maîtrises		Techniciens		Employés		Ouvriers		Contrats Pro		Apprentis		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
- 21 ans	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	6	2	10
De 21 à 25 ans	2	0	1	1	26	0	7	11	1	0	1	2	3	0	55
De 26 à 30 ans	4	0	16	2	22	0	9	17	9	0	0	0	0	0	79
De 31 à 35 ans	18	2	19	2	10	1	6	22	9	1	0	0	0	0	90
De 36 à 40 ans	13	3	9	3	8	0	2	6	9	1	0	0	0	0	54
De 41 à 45 ans	10	2	2	2	2	0	2	7	8	1	0	0	0	0	36
De 46 à 50 ans	5	3	4	2	7	0	0	6	10	2	0	0	0	0	39
De 51 à 55 ans	3	0	2	1	3	0	1	4	3	1	0	0	0	0	18
De 56 à 60 ans	0	0	0	0	1	0	0	1	3	0	0	0	0	0	5
De 61 à 65 ans	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL	55	11	53	13	80	1	27	74	52	6	2	2	9	2	387



o Durée et organisation du travail

France	Hommes	Femmes	TOTAL
Contrat à durée déterminée	1	4	5
Contrat à durée indéterminée	266	101	367
Contrat d'apprentissage	9	2	11
Contrat de Professionnalisation	2	2	4
TOTAL	278	109	387

3.1.5 Politique de rémunération

3.1.5.1 Charges salariales

La masse des salaires bruts d'ACCES INDUSTRIE est de 11 002 K€ au 31 décembre 2013.

3.1.5.2 Charges patronales

Le montant annuel des charges patronales 2013 était de 4 156 K€ ce qui représente une hausse de 6.11 % par rapport à l'année précédente. L'évolution des charges est principalement due à l'augmentation de la masse salariale liée notamment à une augmentation de nos effectifs de 11.5% et également à une hausse injustifiée du taux AT sur 3 de nos sites. Les démarches sont en cours afin de retrouver à un taux acceptable.

3.1.5.3 Application du titre IV du livre IV du Code du Travail

o Intéressement

L'intéressement est un dispositif encadré par la loi mais à caractère facultatif. Il a été mis en place dans le cadre d'un accord d'entreprise pour la France. Accès Industrie a signé un accord d'intéressement le 8 Juin 2006, modifié par l'avenant du 29 Juin 2006.

ACCES INDUSTRIE a signé un nouvel accord d'intéressement le 23 avril 2012 pour les années 2012, 2013 et 2014.

Les résultats de la société en 2013 ne permettent pas de dégager de prime d'intéressement.

Les versements des années précédentes étaient de 599 480,70 euros brut en 2011 et 175 700,15 euros brut en 2010.

o Participation

Conformément à l'Article L.3322-9 du Code du Travail, visant les entreprises employant habituellement au moins cinquante salariés, la société est tenue de faire participer ses salariés aux résultats de l'entreprise. La participation est liée aux résultats de l'entreprise, elle existe en conséquence dans la mesure où ces derniers permettent de dégager une réserve de participation positive. Un accord de participation a été signé au mois de Juin 2006. Un avenant à cet accord a été signé le 30 avril 2010 donnant la possibilité à chaque bénéficiaire de disposer directement de sa participation, ou de la placer sur le Plan Epargne Entreprise.

ACCES INDUSTRIE ne versera pas en 2014 de réserve spéciale de participation au titre de l'année 2013. Le montant versé en Avril 2012 au titre de 2011 était de 94 408,00 euros brut.

o Plan Epargne d'Entreprise

Un avenant au plan d'épargne entreprise ouvert auprès d'une organisation bancaire le 16 avril 2007, a été conclu le 19 mai 2008 avec pour objet de modifier les modalités de gestion des sommes provenant de l'intéressement et de la participation.

Un second avenant a été signé le 30 Avril 2010 afin de rajouter dans les choix de placement, un Fond Commun de Placement Entreprise « Solidaire ». De ce fait, le PEE est constitué de quatre Fonds Communs de Placement Entreprise (FCPE).

3.1.6 Relations professionnelles

Au 31 décembre 2013, la composition est la suivante :

o Composition du Comité d'Entreprise en 2013

Cadres, Agents de maîtrise et techniciens (Titulaires)	3
Employés / Ouvriers (Titulaires)	2
Nombre de représentants titulaires	5
Nombre de représentants suppléants	5

o Nombre de réunions du Comité d'entreprise

Le Comité d'Entreprise chez ACCES INDUSTRIE s'est réuni 9 fois courant 2013.

3.1.6.1 Conditions d'hygiène et de sécurité

La démarche Santé/Sécurité s'inscrit dans une démarche d'ensemble, conduite en étroite collaboration avec les médecins du travail et le CHSCT. Dans cette optique, Accès Industrie se réunit avec le CHSCT une fois tous les trimestres pour faire une étude sur les accidents du travail du trimestre écoulé, établir un programme de travail pour le trimestre à venir et de ce fait, faire évoluer le document unique.

Les principaux axes de travail de l'année 2013 ont été les suivants :

- o Sensibiliser l'ensemble des salariés au respect des procédures de sécurité dans l'entreprise afin que certains accidents puissent être évités
- o Insérer un encart « Sécurité » dans chaque journal interne afin de diffuser quelques « règles » et informations importantes en fonction des accidents du trimestre précédents et des obligations en matière d'hygiène, de sécurité et de condition de travail

- o Démarrer le diagnostic en vue de l'établissement du plan d'action sur la pénibilité au travail
- o Contrôler les cliquets mis à disposition des chauffeurs
- o Analyser les démarches à effectuer dans les agences pour être en conformité avec la sécurité.
- o Elaborer pour chaque accident du travail un arbre des causes afin de mettre en place des actions correctives.

La somme investie au titre des équipements de protections individuelles, les pharmacies, chaussures, combinaisons, gants, protections auditives et autres, est de 36 000 euros (contre 40 000 euros en 2012).

Dans notre plan de formation 2013, nous avons également intégré des formations liées à la sécurité au travail telles que la sureté aéroportuaire, les permis pistes pour pouvoir accéder aux aéroports de Paris, FCO (Formation Continue Obligatoire), GSI Niveau 1 et 2 qui permettent à nos salariés d'intervenir sur des sites chimiques et industriels, la délégation fonction sécurité pour les nouveaux chefs d'agence et des formations initiales Sauveteurs Secouristes du travail ainsi que les recyclages SST.

Ces formations ont concernée 87 personnes (contre 74 en 2012) pour un montant de 21 490 euros (9492 euros en 2012).

3.1.7 Formation

3.1.7.1 Pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue en 2013

Montant consacré à la formation (en €)	377 984
% de la masse salariale	3,44

3.1.7.2 Nombre de personnes formées

En 2013, le nombre de personnes formées s'élève à 357 personnes, ce qui représente 92 %.

3.1.7.3 Nombre d'actions de formation

En 2013, le nombre d'actions de formation est au nombre de 196.

3.1.7.4 Nombre d'heures de formation

En 2013, le nombre d'heures de formation s'élève à 17 433 heures.

3.1.8 Emploi des travailleurs handicapés

ACCES INDUSTRIE s'inscrit depuis longtemps dans une démarche d'intégration des personnes handicapées dans l'entreprise. Relativement à l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L.5212-2 du code du travail, elle a employé en 2013, 11 personnes déclarées « travailleur handicapé » (idem en 2012).

L'entreprise a par ailleurs participé, comme les autres années, au Forum Cap Emploi, permettant une rencontre avec des personnes handicapées en recherche d'emploi et de mieux appréhender le problème de réinsertion tout en leur permettant de passer des entretiens avec des professionnels. La société Accès Industrie a la volonté, à chaque besoin de recrutement, de considérer la possibilité d'engager une personne handicapée. Elle reçoit sur le SIEGE, régulièrement des stagiaires de l'ADAPT de VIRAZEIL et travaille également avec l'ESAT de CASTILLE à CLAIRAC (47400).

4 INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

4.1 Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par les mandataires

o Monsieur Daniel DUCLOS

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES FINANCE	SA	Président Directeur Général Administrateur <i>Radiée le 31.12.2013</i>
ACCES INDUSTRIE	SA	Président du Directoire Membre du Directoire
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	SA étrangère	Administrateur <i>Révoqué le 07.02.2013</i>
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL s.a.	SA étrangère	Administrateur <i>Révoqué le 15.02.2013</i>
A.T.J.	SAS	Président
A.T.N.	SA	Président du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance
MAROC ELEVATION	Société étrangère	Administrateur
SCI DE PESSSELSSIS	SCI	Gérant
EURL IMMO AD	SARL	Gérant
EURL IMMO TD	SARL	Gérant

o Monsieur Pascal MEYNARD

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Directeur Général Membre du Directoire
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	Société étrangère	Administrateur <i>Révoqué le 07.02.2013</i>
MAROC ELEVATION	Société étrangère	Administrateur
SCI SOLANI	SCI	Gérant
SCI THARI	SCI	Gérant
SCI MIRHA	SCI	Gérant
SCI PARIZ	SCI	Gérant
SCI PICTUR	SCI	Gérant

o Monsieur Eric LACOMBE

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES FINANCE	SA	Administrateur <i>Radiée le 31.12.2013</i>
ACCES INDUSTRIE	SA	Directeur Général Membre du Directoire
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	Société étrangère	Liquidateur
ACCES INDUSTRIE Portugal SA	Société étrangère	Liquidateur
A.T.N.	SA	Vice-Président du Conseil de surveillance Membre du conseil de surveillance
MAROC ELEVATION	Société étrangère	Représentant permanent de la société ACCES INDUSTRIE, membre du Conseil d'administration
ROUABOUL	SARL	Gérant
SCI D'ARQUES	SCI	Gérant

o **Monsieur Marc CHEMINEAU**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Directeur Général Membre du Directoire

o **Monsieur Juan Francisco AGREDANO HERERRA**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Directeur Général Membre du Directoire
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	Société étrangère	Président du Conseil d'Administration <i>Révoqué le 07.02.2013</i>
ACCES INDUSTRIE Portugal SA	Société étrangère	Président du Conseil d'Administration <i>Révoqué le 15.02.2013</i>
MAROC ELEVATION	Société étrangère	Président du Conseil d'Administration
GOING UP	Société étrangère	Administrateur

o **Monsieur Lionel MESTRE**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
FINANCIERE SERNAM	SAS	Membre du Conseil de Surveillance
ACCES INDUSTRIE	SA	Membre du Conseil de Surveillance
ADIT	SA	représentant de BCP

o **Monsieur Pierre COSTES**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Président du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance
VSSA HOLDING	SAS	Vice-président du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance
FINANCIERE GIRAUD	SA	Administrateur
VIRGIN STORES	SA	Vice-Président du Conseil de surveillance
ADIT	SA	Administrateur
ANOV France	SAS	Administrateur
CHRISTIAN BERNARD	SAS	Représentant BCP

o **Madame Françoise DUCLOS**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Vice-Présidente du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance
ACCES FINANCE	SA	Administrateur <i>Radiée le 31.12.2013</i>
QUAI 36	SARL	Gérante
EURL IMMO FD	SARL	Gérante

o BUTLER CAPITAL PARTNERS

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Membre du Conseil de surveillance
ACCES INVESTISSEMENT	SAS	Président
COLFILM	SAS	Membre du Comité de Surveillance
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	SAS	Président
FINANCIERE sernam	SAS	Membre du Conseil de surveillance
Holding sports & evenements	SA	Administrateur
VIRGIN STORES	SA	Membre du Conseil de Surveillance
VSSA Holding	SAS	Membre du Conseil de Surveillance
GROUPE PARTOUCHE	SA	Membre du Conseil de Surveillance
ADIT	SA	Administrateur
ANOV France	SAS	Administrateur
ANOV EXPANSION	SAS	Administrateur
CHRISTIAN BERNARD	SAS	Membre du Conseil de Surveillance

o Monsieur Walter BUTLER

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Représentant permanent de BCP
ACCES INVESTISSEMENT	SAS	Représentant permanent de BCP
AMSTAR ENTREPRISES	SARL	Gérant
BULTER CAPITAL PARTNERS	SA	Président-Directeur général
ADIT	SA	Administrateur
COLFILM	SAS	Représentant permanent de BCP
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	SAS	Représentant permanent de BCP
HOLDING SPORTS & EVENEMENTS	SA	Représentant permanent de BCP au Conseil d'administration
ECONOCOM	SA BELGE	Administrateur
NEXIS FIBERS HOLDING	SOCIETE SUISSE	Président
Societe civile immobiliere 30 ALBERT 1er	SCI	Gérant
VIRGIN STORES	SA	Représentant permanent de BCP au Conseil de surveillance
VSSA HOLDING	SAS	Représentant permanent de BCP au Conseil de surveillance
GROUPE PARTOUCHE	SA	Membre du Conseil de Surveillance
ANOV EXPANSION	SAS	Président-Directeur général Président du Conseil d'Administration
ANOV FRANCE	SAS	Représentant permanent de BCP
WB FINANCE ET PARTENAIRES	SA	Président-Directeur général
BUTLER INVESTMENT MANAGERS LIMITED	UK LIMITED COMPANY	Director
BUTLER MANAGEMENT LIMITED	UK LIMITED COMPANY	Director
BML BELGIUM		Administrateur
WB DEBT PARTNERS	SA	PDG
CORUM ASSET MANAGEMENT	SAS	Membre du Conseil de Surveillance
EDEN INNOVATIONS	SAS	Président de SAS
DOC	SASU	Président de SAS
BST BUTLER TECHNOLOGIES	UK LIMITED COMPANY	Director
BUTLER SAFE TECHNOLOGIES UK	UK LIMITED COMPANY	Director
BUTLER SAFE TECHNOLOGIES (suisse)	SA SUISSE	Président du Conseil d'Administration
SAFETIC AG	SA ALLEMANDE	Président du Supervisory Board

o **IRDI – INSTITUT REGIONAL DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE MIDI-PYRENEES**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Membre du Conseil de surveillance
FAM	SA	Administrateur
INTELLAGRI	SA	Administrateur
MP croissance	SA	Administrateur
PALUMED	SA	Administrateur
Financière GLC	SAS	Membre du Conseil de surveillance
IRDINOV	SAS	Membre du Conseil de surveillance
MIDI PYRENEES EXPANSION	Association	Administrateur

o **Mademoiselle Dorothée WATINE**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Représentant permanent de la société IRDI Membre du Conseil de surveillance

4.2 Rémunération et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément à l'article 225-102-1 du Code de commerce, nous vous communiquons le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice clos le 31 décembre 2013, aux mandataires sociaux par la société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L 233-16 du Code de Commerce.

4.2.1 Directoire

Tableau 1

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et des actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social :

Mandataire social	Exercice 2013	Exercice 2012
Daniel DUCLOS Président du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	318 750 €	300 900 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Pascal MEYNARD Membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	162 500 €	156 000 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Eric LACOMBE Membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	162 500 €	156 000 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Marc CHEMINEAU Membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	156 250 €	150 000 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		

Tableau 2

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social :

Daniel Duclos	Exercice 2013	Exercice 2012
Président du Directoire		
Rémunération fixe	255 000 €	249 900 €
Rémunération variable	63 750 €	51 000 €
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	318 750 €	300 900 €
Pascal Meynard		
Membre du directoire		
Rémunération fixe	130 000 €	130 000 €
Rémunération variable	32 500 €	26 000 €
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	162 500 €	156 000 €
Eric Lacombe		
Membre du directoire		
Rémunération fixe	130 000 €	130 000 €
Rémunération variable	32 500 €	26 000 €
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	162 500 €	156 000 €
Marc CHEMINEAU		
Membre du directoire		
Rémunération fixe	125 000 €	125 000 €
Rémunération variable	31 250 €	25 000 €
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	156 250 €	150 000 €

Tableau 3 : Jetons de Présence

Les dirigeants mandataires sociaux n'ont pas perçu de jetons de présence au cours de l'exercice.

Tableau 4 :

Options de souscription ou achat d'actions attribuées durant l'exercice

Sur l'année 2013, il n'a pas été procédé à l'attribution d'actions gratuites de la société.

Tableau 5 :

Actions de performance et

Tableau 6 :

Actions de performance disponibles

La société n'a pas attribué d'actions de performance au cours de l'exercice écoulé, ainsi qu'au cours des exercices précédents.

Informations sur les rémunérations versées aux dirigeants mandataires en application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération fixe	Rémunération variable	Avantage en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages
Daniel DUCLOS	Président du Directoire	Président	255 000 €	63 750 €	Néant	15 219,73 €
Pascal MEYNARD	Membre du Directoire	Directeur développement commercial	130 000 €	32 500 €	Néant	8 268,72 €
Eric LACOMBE	Membre du Directoire	Directeur financier	130 000 €	32 500 €	Néant	8 268,72 €
Marc CHEMINEAU	Membre du Directoire	Directeur des Opérations	125 000 €	31 250 €	Néant	7 893,72 €
Total			640 000 €	160 000 €	Néant	39 650,89 €

En cas de révocation de sa fonction de Président du Directoire, Monsieur Daniel DUCLOS percevra le versement d'une indemnité forfaitaire égale à la somme des rémunérations brutes perçues par lui au titre des vingt-quatre derniers mois précédant sa révocation sans que cette indemnité puisse être inférieure à cinq cent dix mille euros.

En cas de licenciement par la société, Messieurs Pascal MEYNARD, Eric LACOMBE et Marc CHEMINEAU percevront le versement d'une indemnité de départ d'un montant égal à la somme des rémunérations brutes perçues par eux au titre des douze derniers mois précédant leur licenciement sans que cette indemnité ne puisse

être inférieure à cent trente mille euros pour Messieurs Pascal MEYNARD et Eric LACOMBE et à cent vingt-cinq mille euros pour Monsieur Marc CHEMINEAU.

En cas de révocation de leurs fonctions de Directeurs Généraux, Messieurs Pascal MEYNARD, Eric LACOMBE et Marc CHEMINEAU percevront également une indemnité de départ d'un montant égal à la somme des rémunérations brutes perçues par eux au titre de leur contrat de travail et au cours des douze derniers mois précédant leur révocation en qualité de Directeurs généraux sans que cette indemnité ne puisse être inférieure à cent trente mille euros pour Messieurs Pascal MEYNARD et Eric LACOMBE et à cent vingt-cinq mille euros pour Monsieur Marc CHEMINEAU.

Sur fin 2013 et début 2014, un membre du Directoire a été révoqué aux dates suivantes :

- le 17/10/2013 : révocation du mandat de Directeur Général
- le 14/01/2014 : révocation du mandat de membre du Directoire

Les indemnités liées à la rupture du contrat de travail ont été constatées dans les comptes 2013 ; de ce fait aucune indemnité n'est due au titre de la révocation des mandats sociaux.

4.2.2 Le Conseil de surveillance

Mandataires	Rémunérations fixe brute en €	Rémunérations variables en €	Jetons de présence en €	Avantages en nature en €
Pierre COSTES	- €	- €	- €	- €
Françoise DUCLOS	- €	- €	- €	- €
Walter BUTLER (BCP)	- €	- €	- €	- €
Maël DE LA LANDE DE CALAN	- €	- €	- €	- €
Dorothee WATINE (IRDI)	- €	- €	- €	- €

Nous vous précisons qu'aucun membre du conseil de surveillance n'est attributaire de stock-option.

4.3 Operations réalisées par les dirigeants sur les titres de la société

Conformément à l'article 223-26 du règlement général de l'AMF, nous vous présentons un état récapitulatif des opérations mentionnées à l'article L. 621.18-2 du code monétaire et financier réalisées au cours du dernier exercice :

Néant

5 INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL ET A L'ACTIONNARIAT

5.1 Capital social

Le capital social, au 31 décembre 2013, s'élève à 1 738 224,30 €, divisé en 5 794 081 actions d'un nominal de 0,30 €.

5.2 Historique des variations du capital social

Date	Opération	Variations de capital	Capital après opération	Nb actions après opération	Nominal de l'action
15/12/98	Création de la Société	F 250 000	F 250 000	2 500	F 100
12/10/99	Augmentation de capital suite à apport partiel d'actif	F 29 750 000	F 30 000 000	300 000	F 100
23/12/99	Augmentation de capital en numéraire	F 5 928 800	F 35 928 800	359 288	F 100
29/12/00	Augmentation de capital suite à exercice de bons en numéraire	F 4 071 200	F 40 000 000	400 000	F 100
	Augmentation de capital en numéraire	F 2 000 000	F 42 000 000	420 000	F 100
	Augmentation de capital par incorporation de prime d'émission et augmentation de valeur nominale	F 2 080 310	F 44 080 310	420 000	F 104,95
29/12/00	Conversion de la valeur nominale en euros	NA	€ 6 720 000,00	420 000	€ 16,00
06/04/01	Division de la valeur nominale par 16	NA	€ 6 720 000,00	6 720 000	€ 1,00
03/05/01	Emission de 1 300 000 actions mises à la disposition du public dans le cadre de l'introduction au second marché	€ 1 300 000	€ 8 020 000,00	8 020 000	€ 1,00
05/06/01	Exercice par le Crédit Lyonnais de bons de souscription d'actions	€ 222 750	€ 8 242 750,00	8 242 750	€ 1,00
29/03/06	Réduction du capital social par annulation d'actions acquises dans le cadre de rachats d'actions	-509 382	€ 7 733 368,00	7 733 368	€ 1,00
07/04/06	Réduction du capital social par réduction de la valeur nominale des actions	-7 578 700,64	€ 154 667,36	7 733 368	€ 0,02
07/04/06	Augmentation de capital en numéraire (réservée à FAI)	€ 748 000	€ 902 667,36	45 133 368	€ 0,02
07/04/06	Augmentation de capital en numéraire (réservée à BCP)	€ 587 383,12	€ 1 490 050,48	74 502 524	€ 0,02
10/07/06	Augmentation de capital suite à exercice des BSA	€ 42 083,30	€ 1 532 133,78	76 606 689	€ 0,02
04/01/07	Augmentation de capital suite à exercice des BSA	€ 21 883,16	€ 1 554 016,94	77 700 847	€ 0,02
21/05/07	Augmentation de capital suite à exercice des BSA	€ 67 385,34	€ 1 621 402,28	81 070 114	€ 0,02
23/07/07	Augmentation de capital suite à exercice des BSA	€ 113 185,14	€ 1 734 587,42	86 729 371	€ 0,02
18/12/07	Augmentation du capital en numéraire (réservée à BCP)	€ 0,58	€ 1 734 588,00	86 729 400	€ 0,02
18/12/07	Regroupement des actions	NA	€ 1 754 704,80	5 781 960	€ 0,30
25/07/08	Augmentation du capital par attribution d'actions gratuites	€ 20 116,80	€ 1 754 704,80	5 849 016	€ 0,30
25/08/10	Annulation d'actions dont l'affectation initiale est devenue caduque	€ 16 480,50	€ 1 738 224,30	5 794 081	€ 0,30

5.3 Attribution d'actions gratuites

Plan d'attribution 2006

Dans le cadre de l'opération de restructuration du 7 avril 2006, sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 29 mars 2006, le Directoire a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 4 023 323 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants. A la suite du regroupement d'actions réalisé en début d'exercice 2008, le nombre d'actions gratuites a été divisé par 15 et arrondi au nombre d'actions inférieur, soit 268 221 actions.

Les actions attribuées gratuitement seront définitivement acquises par leurs bénéficiaires à l'issue d'une Période d'Acquisition (telle que définie ci-dessous) et sous réserve de la réalisation de conditions de performances de la Société et de la présence du bénéficiaire au sein du Groupe à l'Echéance (telle que définie ci-dessous) concernée de la Période d'Acquisition.

PERIODE D'ACQUISITION

Les actions attribuées gratuitement par le Directoire de la Société le 16 juin 2006 pourront être acquises à l'une des quatre échéances de la période d'acquisition qui a commencé à courir le jour de la décision d'attribution :

- La première échéance est fixée au deuxième anniversaire de la décision d'attribution, soit le 16 juin 2008 ;
- La deuxième échéance est fixée au troisième anniversaire de la décision d'attribution, soit le 16 juin 2009 ;
- La troisième échéance est fixée au quatrième anniversaire de la décision d'attribution, soit le 16 juin 2010.
- La quatrième échéance est fixée à la date à laquelle, postérieurement à la troisième échéance interviendrait un changement de contrôle au sein du capital de la Société dès lors que ce changement de contrôle interviendrait au plus tard au dixième anniversaire de la décision d'attribution, soit le 16 juin 2016.

CONDITIONS DE PERFORMANCE

L'acquisition des actions est soumise à la réalisation d'une condition de performance qui est l'atteinte, à l'issue de chaque échéance, d'un niveau minimum de valeur théorique de l'action.

Cette valeur théorique est calculée en fonction du cours de bourse et de la formule suivante :
(5,5 fois l'EBITDAR – la dette financière) / nombre d'actions

PRESENCE DU BENEFICIAIRE A L'ECHÉANCE CONCERNÉE DE LA PERIODE D'ACQUISITION

L'acquisition d'actions gratuites à une Echéance donnée suppose qu'à cette Echéance le bénéficiaire ait la qualité de salarié de la Société (ou de l'une des sociétés liées à la Société dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2 du Code de commerce) ou la qualité de mandataire social de la Société.

Les bénéficiaires ont ainsi acquis définitivement 50% des actions gratuites de la première échéance, soit 67 056 actions.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	29/03/06
Date d'attribution des actions	16/06/06
Période d'attribution	16/06/2006 - 16/06/2016
Nombre maximum d'actions attribuables (avant regroupement)	5 532 070
Nombre maximum d'actions attribuées (avant regroupement)	4 023 323
Nombre maximum d'actions attribuées (après regroupement)	268 221
Nombre d'actions émises le 25/07/08 pour acquisition de la 1 ^{ère} échéance	67 056
Nombre d'actions ne remplissant plus les conditions d'émission	50 291
Nombre maximal d'actions restant à acquérir (après regroupement)	150 874

La dilution potentielle à provenir de l'acquisition des actions est de 2,61 % (sur la base du nombre d'actions existantes à la date du 31 décembre 2013 et dans l'hypothèse d'une acquisition à 100 %), et hors incidence des attributions d'actions gratuites (note 11.3 des comptes de l'annexe consolidée).

Il n'a pas été tenu compte de la cotisation patronale de 10% car ces actions ont été attribuées antérieurement à sa date d'application (16/10/2007).

Il y a 50 291 actions qui ne remplissent plus les conditions car le bénéficiaire n'est plus présent dans le Groupe.

Plan d'attribution 2010

Sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 25 mai 2010, le Directoire, lors de sa séance du 16 juin 2010, a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 114 783 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants.

Les actions attribuées gratuitement seront définitivement acquises par leurs bénéficiaires à l'issue d'une Période d'Acquisition (telle que définie ci-dessous) et sous réserve de la réalisation de conditions de performances de la Société concernée de la Période d'Acquisition.

PERIODE D'ACQUISITION

Les actions attribuées gratuitement par le Directoire de la Société le 16 juin 2010 pourront être acquises à l'une des quatre échéances de la période d'acquisition qui a commencé à courir le jour de la décision d'attribution :

- o La première échéance est fixée au deuxième anniversaire de la décision d'attribution, soit le 16 juin 2012 ;
- o La deuxième échéance est fixée au troisième anniversaire de la décision d'attribution, soit le 16 juin 2013 ;
- o La troisième échéance est fixée au quatrième anniversaire de la décision d'attribution, soit le 16 juin 2014.
- o La quatrième échéance est fixée à la date à laquelle, postérieurement à la troisième échéance interviendrait un changement de contrôle au sein du capital de la Société dès lors que ce changement de contrôle interviendrait au plus tard au dixième anniversaire de la décision d'attribution, soit le 16 juin 2020.

CONDITIONS DE PERFORMANCE

L'acquisition des actions est soumise à la réalisation d'une condition de performance qui est l'atteinte, à l'issue de chaque échéance, d'un niveau minimum de valeur théorique de l'action.

Cette valeur théorique est calculée en fonction de la formule suivante :

$(5,5 \text{ fois l'EBITDAR} - \text{la dette financière}) / \text{nombre d'actions}$

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	25/05/2010
Date d'attribution des actions	16/06/2010
Période d'attribution	16/06/2010 - 16/06/2020
Nombre maximum d'actions attribuables	114 783
Nombre maximum d'actions attribuées	114 783
Nombre maximal d'actions restant à acquérir	114 783

La dilution potentielle à provenir de l'acquisition des actions est de 1,99 % (sur la base du nombre d'actions existantes à la date du 31 décembre 2013 et dans l'hypothèse d'une acquisition à 100 %), et hors incidence des attributions d'actions gratuites (note 11.4 des comptes de l'annexe consolidée).

La contribution patronale de 10 % sur la valeur d'attribution de ces actions a été constatée.

5.4 Conditions statutaires auxquelles sont soumises les modifications du capital et des droits sociaux

Outre les déclarations de franchissements de seuils prévus par l'article L. 233-7 du Code de Commerce, toute personne, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir, directement ou indirectement au sens des articles L. 233-9 et L. 233-10 du Code de commerce, un nombre de titres représentant une fraction égale à 2,5 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la société, dans un délai de quinze jours à compter du jour où chacun des seuils est atteint, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à son siège social, en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus.

L'obligation déclarative ci-dessus s'entend pour toute fraction de 2,5 % du capital à compter du premier seuil de 2,5 % et cesse d'être exigée au-delà d'une participation de 33 1/3 % du capital.

A défaut d'avoir été régulièrement déclaré dans les conditions qui précèdent, et si la demande en est faite (et consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale) par un ou plusieurs actionnaires détenant 2,5 % au moins du capital social ou des droits de vote, les actions dont la détention aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions fixées par la loi.

5.5 Identité des principaux actionnaires de la société

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, il est précisé l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote.

Principaux actionnaires au 31/12/2013	% du capital	% des droits de vote
Financière Accès Industrie	80,89%	87,20%
IRDI	2,98%	3,22%

6 INFORMATIONS DIVERSES

6.1 Etat de la participation des salariés au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte que l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2013, est inférieure à 3 %.

6.2 Opérations effectuées par la société sur ses propres actions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-211 du Code de commerce et dans le cadre de l'autorisation donnée lors de la précédente assemblée générale ordinaire du 24 mai 2013 d'intervenir sur le marché des actions de la Société, en vue des objectifs décrits dans notre plan de rachat d'actions, il est précisé que 14 588 (0,25 %) actions de la société étaient détenues par notre société au 31 décembre 2013.

Bilan du programme de rachat d'actions au 31 décembre 2013

Informations	Montants
Pourcentage de capital auto détenu :	0,25%
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	0
Nombre de titres détenus en portefeuille :	14 588

6.3 Renouvellement d'autorisations diverses

Il est proposé à l'assemblée générale de renouveler les diverses autorisations préalablement données.

6.4 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de Commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices figure en Annexe 1 du présent rapport.

6.5 Délégations en cours de validité consenties par l'assemblée des actionnaires au directoire

Le tableau figure en Annexe 2 du présent rapport.

Fait à Tonneins,
le 31 mars 2014

Le Directoire





Comptes

et Annexe Consolidés

au 31 décembre 2013



BILAN CONSOLIDE ACTIF

En milliers d'euros	Notes	31.12.2013	31.12.2012
Actifs immobilisé - actifs non courants			
Ecart d'acquisition		0	0
Immobilisations incorporelles	5	2 457	2 440
Immobilisations financées par crédit bail	6	7 226	3 573
Autres Immobilisations corporelles	7	84 277	95 995
Immobilisations financières	8	1 086	1 237
Créances d'impôt sur les résultats			
Total immobilisé - Actifs non courants		95 046	103 245
Créances diverses - actifs courants			
Stocks et en-cours	9.1	1 531	1 867
Clients et autres débiteurs	9.2	16 164	18 088
Créances d'impôt sur les résultats	14	5 409	4 690
Comptes de régularisation		2 169	2 656
Trésorerie	10	2 211	2 991
Actifs circulants - actifs courants		27 484	30 292
TOTAL DES ACTIFS		122 530	133 537

BILAN CONSOLIDE PASSIF

En milliers d'euros	Notes	31.12.2013	31.12.2012
Capitaux propres			
Capital	11	1 738	1 738
Primes d'émission	11	14 809	14 809
Actions propres	11	-32	-32
Réserves consolidées	11	28 291	28 999
Ecart de conversion		26	24
Résultat de l'exercice	11	-4 808	-746
Intérêts minoritaires	11	0	1
Total capitaux propres	11	40 024	44 793
Dettes - Passifs courants			
Provisions	12	307	306
Dettes financières	13	71 112	78 055
Fournisseurs et autres créditeurs	14	11 004	10 207
Dettes d'impôt sur les résultats	15	83	176
Total passifs non courants			
Total dettes		82 506	88 744
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		122 530	133 537

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	31.12.2013	31.12.2012
Ventes de marchandises / Produits		22	50
Prestations de services		56 206	60 324
Chiffre d'affaires		56 228	60 374
Reprises amort.et prov.d'exploitation		2 144	1 590
Autres produits		143	118
Achats consommés		-3 882	-3 473
Autres achats et charges externes	16	-20 975	-20 341
Charges de personnel	17	-15 646	-16 902
Impôts et taxes		-1 235	-1 301
Dotations aux amortissements et aux provisions	18	-14 344	-15 604
Autres charges	19	-1417	-861
Résultat d'exploitation		1 016	3 600
Produits financiers	21	19	50
Charges financières	21	-3 306	-2 809
Résultat financier	21	-3 287	-2 759
Résultat courant avant impôt		-2 271	841
Produits exceptionnels	22	96	39
Charges exceptionnelles	22	-3 783	-968
Résultat exceptionnel	22	-3 687	-929
Résultat avant impôt		-5 958	-88
Impôts	15	1 149	-659
RESULTAT DE L'EXERCICE		-4 809	-747
Dont attribuable au Groupe		-4 808	-746
Dont Intérêts minoritaires		-1	-1
Résultat net par action en euros	23	-0,832	-0,129
Résultat net par action dilué en euros	23	-0,832	-0,129

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Capital émis	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 31/12/2011	1 738	14 809	-45	25 080	3 956	45 538	1	45 539
Affectation du résultat 2011				3 956	-3 956	0		0
Résultat 2012					-746	-746	-1	-747
Acquisition/cession d'actions propres			13	-13		0		0
Divers						0	1	1
Au 31/12/2012	1 738	14 809	-32	29 023	-746	44 792	1	44 793
Affectation du résultat 2012				-746	746	0		0
Résultat 2013					-4 808	-4 808	-1	-4 809
Acquisition/cession d'actions propres						0		0
Divers				40		40		40
Au 31/12/2013	1 738	14 809	-32	28 317	-4 808	40 024	0	40 024

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	31.12.2013	31.12.2012
Résultat net des sociétés intégrées		-4 757	-746
+/- dotations nettes aux amortissements et provisions	18	13 110	13 813
+/- plus ou moins values de cession, nettes d'impôt		1 310	194
+/- variation des impôts différés	15	-812	-470
<i>Marge brute d'autofinancement</i>		8 851	12 791
+/- variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		2 207	-2 573
Flux net de trésorerie généré par l'activité		11 058	10 218
- décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (1)	5 et 6	-8 133	-9 347
+ encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5 et 6	3 064	469
- décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	8.1	-73	-104
+ encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	8.1	216	56
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-4 926	-8 926
+ augmentation de capital		0	0
+/- rachat et revente d'actions propres	11.1	0	0
+ encaissements liés aux nouveaux emprunts (1)	13.1	5 845	74 647
- remboursements d'emprunts	13.1	-12 466	-77 007
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-6 621	-2 360
+/- incidence des variations des cours des devises			
Variation de trésorerie		-489	-1 068
Trésorerie d'ouverture		-2 904	-1 836
Trésorerie de clôture (2)		-3 393	-2 904

(1) Dont acquisitions d'immobilisations financées par crédit-bail : 4 248 K€

(2) cf. note 10 sur la composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

NOTE 1

Informations relatives au Groupe

1.1 Faits marquants de l'exercice

Fermeture des filiales en Espagne et au Portugal

- Le principal fait marquant de l'exercice est la fermeture des filiales espagnole et portugaise. Leur fermeture a été décidée en février 2013 et, durant les mois de mars et avril 2013, la presque totalité de leur parc de machines destinées à la location a été vendue ou transférée en France. Dès le mois de mai, l'activité a été complètement arrêtée.

Au 31 décembre 2013, il n'y a plus de machine en Espagne et au Portugal.

Concernant les effectifs, sur le second semestre, il restait 2 salariés en Espagne et un salarié au Portugal qui a quitté l'entreprise le 31/12/2013 ; ils ont pour principale mission de procéder à la finalisation des opérations de liquidation (recouvrement des créances clients).

L'intégralité des coûts de fermeture des deux filiales a été constatée dans les comptes consolidés 2013 :

- coûts de licenciement des salariés des filiales.
- coûts de résiliation des contrats, de restitution des locaux, de mise au rebut ou de cession des immobilisations ;
- pertes constatées sur la cession de la partie du parc de machines destinées à la location qui a été vendue ;
- coûts de rapatriement des machines vers les agences d'ACCES INDUSTRIE pour la partie des machines conservées par le Groupe ;
- coûts de remise en état des machines (une partie de celles qui ont été vendues et la totalité de celles qui ont été conservées).

- Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe sur l'exercice, a évolué de la manière suivante par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent :

- Pour la France, après une baisse au 1er trimestre due à une météo et une conjoncture défavorables, puis une stabilité au second trimestre, le chiffre d'affaires a progressé de 9% sur le troisième trimestre 2013 et de 5 % sur le quatrième trimestre. Pour l'exercice, la progression du chiffre d'affaires d'ACCES INDUSTRIE a été de 1,8 %. La bonne performance du second semestre n'est pas liée seulement à l'augmentation du parc de machines suite au rapatriement des machines des filiales fermées. En effet, compte tenu des délais de préparation, de transport et de révision, de ces machines, elles n'ont produit que peu de chiffre d'affaires en France sur l'exercice.
- Pour le Maroc, la progression du chiffre d'affaires a été de 4,7 % grâce aux efforts commerciaux réalisés.
- L'Espagne et le Portugal n'ont eu une activité pleine que durant les deux premiers mois de 2013.
- Au niveau du Groupe, le chiffre d'affaires a donc diminué de 6,9 % en 2013 par rapport à 2012. La réduction due à la fermeture d'ACCES INDUSTRIE ESPAÑA et d'ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A. vient masquer les bons résultats de ACCES INDUSTRIE et de MAROC ELEVATION (cf. note 1.2).

Endettement

- Au cours de l'exercice 2013, le Groupe ACCES INDUSTRIE a remboursé 10 369 K€ d'emprunts existants (hors obligations) tout en utilisant la totalité de la tranche revolving du crédit syndiqué ; le montant de la partie revolving restant dû au 31/12/2013 s'élève à 10 000 K€. Par ailleurs, des crédits-baux destinés au financement de l'acquisition de machines destinées à la location ont été mis en place durant l'exercice 2013 pour un montant de 4 248 K€.

En accord avec le souscripteur des obligations, une partie du paiement de l'échéance de remboursement de 2013 (3 100 K€), s'élevant à 1 000 K€ a été réglée le 4 janvier 2014. Sur l'année 2013, 2 100 K€ ont été remboursés.

- Les ratios liés au crédit syndiqué n'ont pas été respectés au 30 juin et au 31 décembre 2013. Des demandes de waiver portant sur l'aménagement des ratios ont donc été présentées aux organismes financiers prêteurs. Ces demandes de waiver ont été acceptées respectivement le 26 septembre 2013 et le 25 mars 2014.

Les ratios aménagés sont respectés au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2013.

1.2 Evolution du résultat semestriel

Ainsi que nous l'avons précisé ci-dessus, l'activité et les résultats du Groupe ont été défavorablement impactés durant le premier semestre 2013 et l'exercice 2013 pâtit de cette situation. La présentation des résultats 2012 et 2013 selon une périodicité semestrielle permet de mieux appréhender l'évolution de l'activité du Groupe.

En milliers d'euros	2è semestre 2013	1er semestre 2013	2è semestre 2012	1er semestre 2012
Chiffre d'affaires	29 491	26 737	30 517	29 857
Reprises amort.et prov. d'exploitation	1 131	1 013	899	691
Autres produits	119	24	86	32
Achats consommés	-1 964	-1 918	-1 816	-1 657
Autres achats et charges externes	-10 255	-10 720	-10 332	-10 009
Charges de personnel	-7 363	-8 283	-7 996	-8 906
Impôts et taxes	-621	-614	-630	-671
Dotations aux amortissements et aux provisions	-6 595	-7 749	-8 499	-7 105
Autres charges	-902	-515	-575	-286
Résultat d'exploitation	3 041	-2 025	1 654	1 946
Résultat financier	-1 620	-1 667	-1 595	-1 164
Résultat courant avant impôt	1 421	-3 692	59	782
Résultat exceptionnel	-1 705	-1 982	-557	-372
Impôts	35	1 114	-293	-366
RESULTAT DE LA PERIODE	-249	-4 560	-791	44

Ces chiffres intègrent les comptes des filiales espagnole et portugaise. Ces deux sociétés n'ont réalisé aucun chiffre d'affaires sur le second semestre 2013. Malgré cela, le chiffre d'affaires réalisé au second semestre 2013 redevient comparable aux chiffres d'affaires semestriels réalisés en 2012.

Concernant le résultat d'exploitation et le résultat courant avant impôt, après un premier semestre 2013 négatif, le second semestre se révèle nettement supérieur aux chiffres de 2012.

Enfin, le résultat exceptionnel du second semestre a continué à être affecté par les coûts de fermeture des filiales et est resté fortement négatif.

1.3 Evénements postérieurs à la date de clôture

La demande de waiver présentée aux organismes financiers prêteurs a été acceptée le 25 mars 2014. Les ratios aménagés sont respectés au 31 décembre 2013.

Aucun autre fait postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe n'a été relevé.

L'intégralité des coûts de fermeture des filiales a été prise en compte sur l'exercice 2013 et aucun effet de ces fermetures ne devrait affecter les comptes de 2014, à l'exception des coûts de remise en état des quelques machines restantes au SAV.

NOTE 2

Principes et méthodes comptables

2.1 Principes de préparation des comptes consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en millier d'Euros sauf indication contraire.

Les règles et méthodes comptables appliqués par la société ACCES INDUSTRIE sont conformes au règlement du Comité de Règlementation Comptable n° 99-02.

2.2 Principes comptables

2.2.1 Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Concernant MAROC ELEVATION, la filiale marocaine du Groupe, celle-ci dispose d'une autonomie économique et financière et est donc considérée comme étant autonome du point de vue des critères généraux de conversion. Sa monnaie fonctionnelle est donc celle dans laquelle elle tient ses comptes localement : le Dirham (MAD).

2.2.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

2.2.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût d'achat. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements.

Les immobilisations incorporelles générées en interne (coûts de développement de logiciels et de refonte du site internet du Groupe), sont capitalisées et les dépenses engagées sont comptabilisées en immobilisation. Les amortissements sont pratiqués en fonction de la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations dont les principales sont les suivantes :

- Logiciels et progiciels 3 à 5 ans
- Marque non amortie (durée de vie indéfinie)

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

2.2.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Ces coûts d'acquisition incluent le coût de remplacement d'une partie de l'actif lorsqu'ils sont encourus, si les critères de comptabilisation à l'actif sont satisfaits. Les amortissements sont pratiqués en fonction de la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les durées d'amortissement en fonction des catégories de biens sont les suivantes :

Nature de biens	Durée d'amortissement	Prise en compte valeur résiduelle
- Constructions et ouvrages assimilés	30 ans	Non
- Menuiseries extérieures	25 ans	Non
- Chauffages collectifs	25 ans	Non
- Chauffages individuels	15 ans	Non
- Etanchéités	15 ans	Non
- Ravalements avec amélioration	15 ans	Non
- Electricités	25 ans	Non
- Plomberies sanitaires	25 ans	Non
- Ascenseurs	15 ans	Non
- Matériels destinés à la location	10 à 18 ans	Oui (10% ou 15% Valeur Brute)
- Autres matériels et outillages	5 ans	Non
- Matériels de transport – automobiles	4 ans	Non
- Matériel de transport – tracteurs routiers, remorques, VU	7 ans	Non
- Matériels de bureau, informatique et mobilier	3 - 5 ans	Non

Les durées d'utilisation des constructions et agencements sont conformes à la réglementation applicable au secteur HLM.

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire. Les amortissements sont calculés sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers des machines (catégorie « Matériels destinés à la location »), les valeurs résiduelles sont nulles.

Les durées d'utilité initiales et résiduelles des actifs sont revues à chaque clôture et ajustées si nécessaire.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est inclus dans le compte de résultat l'année de la décomptabilisation de l'actif ; le résultat de cette décomptabilisation est inscrit aux postes « Autres produits » ou « Autres charges » du compte de résultat consolidé selon que ce résultat se traduit par un gain ou par une perte.

L'ensemble du matériel destiné à la location (nacelles et chariots) est amorti sur une durée de 10 ans à 18 ans et sur 85% ou 90 % de sa valeur brute (après prise en compte d'une valeur résiduelle de 15% ou 10 % de la valeur brute en fin de période d'amortissement).

Les coûts de rénovation engagés sur du matériel destiné à la location arrivant en fin de durée d'amortissement et permettant une augmentation probable de sa durée de vie sont inscrits en immobilisation.

Les acquisitions d'immobilisations effectuées sous forme de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif lorsque ces contrats ont pour effet de transférer substantiellement ou preneur tous les risques et avantages inhérents à la propriété du bien. La dette résultant de ce type d'acquisition est constatée en dettes financières.

2.2.2.3 Perte de valeur

Le Groupe apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif a perdu de la valeur. Si une telle indication existe, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le Groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une Unité Génératrice de Trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et de sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée selon un plan d'affaires ne comprenant pas d'augmentation de capacités ni de restructurations futures.

La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs.

Si la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme ayant perdu de sa valeur et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable.

Appréciation de la marque :

Une appréciation est effectuée, à chaque date de clôture, pour vérifier s'il existe une indication de perte de valeur des actifs d'exploitation, déterminée lorsque la valeur actuelle est devenue inférieure à la valeur comptable. La valeur d'usage des actifs, est déterminée par les flux nets futurs de trésorerie, établis pour refléter la meilleure estimation de nos réalisations attendues de façon cohérente avec les budgets et les plans, qui sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les dépréciations constatées sur des activités qui se poursuivent sont comptabilisées en résultat dans la catégorie des charges appropriée compte tenu de la fonction de l'actif déprécié.

Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. La valeur comptable augmentée suite à une reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée sur cet actif au cours des exercices antérieurs.

2.2.3 Actifs financiers

Sont considérés comme étant des éléments financiers :

- o les immeubles de placement et les fonds sur contrats de liquidités, regroupés dans le poste « créances financières »,
- o les prêts accordés,
- o les dépôts et cautionnements.

2.2.4 Actions propres

Les actions propres sont déduites des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du Groupe.

2.2.5 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Une provision est constatée lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur nette comptable.

2.2.6 Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur historique.

Une provision pour dépréciation des créances clients est constatée lorsqu'il devient probable qu'une créance ne pourra pas être encaissée en totalité. La dépréciation est constatée en perte au compte de résultat.

2.2.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme (ayant une échéance de moins de trois mois), liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité.

La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan correspond à la trésorerie telle que définie ci-dessus.

2.2.8 Impôts

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidées ainsi que certains reports d'imposition existant dans les comptes sociaux peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable fiscalement et le résultat retraité.

Ces différences temporaires donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Les impôts différés actifs ne sont généralement constatés qu'à hauteur des passifs, sauf lorsqu'il existe une forte probabilité de pouvoir récupérer cet impôt. Ainsi, ne sont comptabilisés des impôts différés actifs, notamment sur le report en avant des pertes fiscales non utilisées où il est probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de le recouvrer.

En application de la méthode du report variable, l'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement, est enregistré en compte de résultat au cours de l'exercice où ces changements deviennent certains.

2.2.9 Avantages au personnel

Les seuls avantages au personnel du Groupe ACCES INDUSTRIE portent sur les engagements de retraites. Ces derniers sont d'un montant peu significatif et le Groupe ne dispose pas d'actifs en couverture de ces engagements.

2.2.9.1 Indemnités de fin de carrière :

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe accorde à ses salariés des régimes de retraite, prévoyance et frais médicaux. En France, chaque employé bénéficie d'une indemnité de fin de carrière. Pour les autres pays, les régimes dépendent de la législation locale du pays, de l'activité et des pratiques historiques de la filiale concernée.

Au-delà des régimes de bases, les régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce dernier cas totalement ou partiellement couverts par des placements dédiés (actions, obligations, contrats d'assurance ou autres formes de placements dédiés...).

Les engagements de départ en retraite sont calculés annuellement conformément aux dispositions de la convention collective de la métallurgie. La méthode utilisée est celle des unités de crédits projetées ; elle prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié.

Les hypothèses d'évaluation sont :

- Départ à l'initiative du salarié.
- Âge de départ à la retraite : selon l'année de naissance de chaque salarié conformément à la législation (67 ans).
- Rémunération en fin de carrière calculée à partir des rémunérations actuelles en intégrant une réévaluation annuelle de 2,5 % pour les cadres et de 2 % pour les non cadres.
- Taux de charges sociales : 45 % pour les Etam et 47 % pour les cadres
- Turn-over : moyen pour les cadres et fort pour les non cadres.
- Table de mortalité : Insee 2010.
- Taux actualisation : taux des OAT sur 10 ans, soit 2,43 % au 31/12/2013.
- Convention collective : métallurgie.

2.2.9.2 Indemnités en cas de révocation et/ou de rupture du contrat de travail des membres du Directoire, à l'initiative de l'employeur :

La révocation d'un dirigeant, membre du Directoire est en cours au 31/12/2013 ; les effets sur les comptes 2013 sont exposés en note 24.

2.2.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cette obligation et que le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsque le Groupe attend le remboursement partiel ou total du montant provisionné, le remboursement est comptabilisé en produit uniquement si le remboursement est quasi-certain.

2.2.11 Prêts et emprunts

Tous les prêts et emprunts sont initialement enregistrés à la valeur du montant reçu. Les coûts de transaction directement attribuables sont inscrits en compte de charge à répartir.

Ces coûts sont étalés en fonction des caractéristiques de l'emprunt.

2.2.12 Produits des activités ordinaires

L'activité du Groupe ACCES INDUSTRIE consiste en la location de machines élévatoires. Les produits d'activité sont constitués des loyers perçus, ainsi que de la facturation de prestations complémentaires (transport, assurance, entretien et réparation, carburant).

2.2.13 Résultat par action

Le résultat net de base par action présenté en pied de compte de résultat est issu du rapport entre le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de ce même exercice, hors actions propres.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté afin de prendre en compte l'effet dilutif des instruments financiers émis par ACCES INDUSTRIE.

Le détail du calcul du résultat par action est exposé en note 23.

2.3 Changement d'estimation

Aucun changement d'estimation n'est intervenu en 2013.

2.4 Méthodes de consolidation

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse. Les sociétés contrôlées exclusivement sont consolidées par intégration globale. Toutes les transactions internes significatives sont éliminées en consolidation. Les pertes internes ne sont éliminées qu'à condition que la valeur des éléments d'actifs cédés ne soit pas supérieure à la valeur recouvrable de ces éléments.

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part de résultat et d'actif net. Ils sont présentés séparément au compte de résultat et séparément de la part revenant au Groupe au sein des capitaux propres, au bilan consolidé.

NOTE 3

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Sociétés	31.12.2013			31.12.2012		
	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
Acces Industrie (AI)			Mère			Mère
AI España	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
AI Portugal	99,92%	99,92%	IG	99,92%	99,92%	IG
Maroc Elévation	100,00%	100,00%	IG	99,99%	99,99%	IG

IG : Intégration Globale

La société MAROC ELEVATION a augmenté son capital fin 2013 de 5 millions de dirhams à 11 millions de dirhams par conversion de compte courant. La participation d'ACCES INDUSTRIE qui était de 99,992 % au 31/12/2012 s'établit à 99,996 % au 31/12/2013.

NOTE 4

Information sectorielle

Le Groupe considère n'exercer qu'une seule activité et par conséquent le premier et unique niveau d'information sectorielle du Groupe est le secteur géographique : France / Espagne / Maroc / Portugal.

Indicateurs sectoriels	France	Espagne	Maroc	Portugal	Nacelles entrées au cours du dernier mois	Nacelles inactives	TOTAL
Au 31 décembre 2012							
Nombre d'agences	30	3	2	2	-	-	37
Nombre de nacelles	4 406	409	214	265	109	321	5 724
Effectif salarié	347	35	16	24			422
Chiffre d'affaires	52 449	3 862	1 720	2 343			60 374
Au 31 décembre 2013							
Nombre d'agences	30	0	2	0	-	-	32
Nombre de nacelles	4 675	0	216	0	139	277	5 307
Effectif salarié	387	4	14	0			405
Chiffre d'affaires	53 395	574	1 801	458			56 228

Le nombre d'agences en France et au Maroc est resté stable ; les agences d'Espagne et du Portugal ont été fermées.

Les 736 machines localisées au 31/12/2012 en Espagne et au Portugal sont réparties de la manière suivante au 31/12/2013 :

- Machines sorties, vendues localement, ou vendues en France ou rebutées =	347
- Machines restant à remettre en état pour être utilisées par les agences France =	50
- Machines à vendre =	19
- Machines utilisées par les agences France =	308
- Machines utilisées par les agences Maroc =	12

Au final, 50 % des machines auront été sorties du parc du Groupe et 50 % sont restées dans le parc du Groupe.

Au niveau du groupe, le nombre de machines destinées à la location sorties du parc a été particulièrement important puisque 670 machines ont été vendues, rebutées ou transférées en outillage. Ces sorties d'actifs ont concerné des machines inadaptées au marché ou trop anciennes ou appartenant à un segment de marché abandonné (mini-pelles).

NOTE 5

Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Brevets et licences	Marque	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Coût au 1er janvier 2012, net des amortissements et dépréciation cumulés	704	1 524	58	2 286
Augmentations	207		257	464
Sorties de l'actif				0
Amortissements cumulés des cessions				0
Dotations aux amortissements de l'exercice	-310			-310
Transfert (montants nets)	251		-251	0
Coût au 1er janvier 2013, net des amortissements et dépréciation cumulés	852	1 524	64	2 440
Augmentations	185		181	366
Sorties de l'actif	-29			-29
Amortissements cumulés des cessions	25			25
Dotations aux amortissements de l'exercice	-345			-345
Transfert (montants nets)	24		-24	0
Valeur nette au 31 décembre 2013	712	1 524	221	2 457
Au 1er janvier 2013				
Valeur d'origine	2 221	1 524	64	3 809
Amortissement cumulés et dépréciation	-1 369		0	-1 369
Valeur nette comptable	852	1 524	64	2 440
Au 31 décembre 2013				
Valeur d'origine	2 402	1 524	221	4 147
Amortissement cumulés et dépréciation	-1 690		0	-1 690
Valeur nette comptable	712	1 524	221	2 457

Description des immobilisations incorporelles

- La marque « ACCES INDUSTRIE » a été acquise pour 1 524 K€ en mars 2001.
- les développements informatiques : les coûts internes de production des logiciels sont immobilisés.

Le montant de ces coûts internes s'est élevé à 211 K€ en 2013.

NOTE 6

Immobilisations financées par crédit-bail

En milliers d'euros	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Avances et acomptes	TOTAL
Au 1er janvier 2012, net des amortissements cumulés et dépréciation	364	1 695	420	0	2 479
Acquisitions		1 549			1 549
Cessions			-271		-271
Amortissements cumulés des cessions			256		256
Dotations aux amortissements de l'exercice	-9	-241	-188		-438
Ecart de change et divers (montants nets)		-2			-2
Au 1er janvier 2013, net des amortissements cumulés et dépréciation	355	3 001	217	0	3 573
Acquisitions		4 248			4 248
Dotations aux amortissements de l'exercice	-9	-364			-373
Ecart de change et divers (montants nets)					0
Transfert de compte à compte		-5	-217		-222
Au 31 décembre 2013, net des amortissements cumulés et dépréciations	346	6 880	0	0	7 226
Au 1er janvier 2013, net des amortissements cumulés et dépréciation					
Valeur d'origine	381	3 652	1 667		5 700
Amortissements cumulés et dépréciations	-26	-651	-1 450		-2 127
Valeur nette comptable	355	3 001	217	0	3 573
Au 31 décembre 2013, net des amortissements cumulés et dépréciations					
Valeur d'origine	381	7 892			8 273
Amortissements cumulés et dépréciations	-35	-1 012			-1 047
Valeur nette comptable	346	6 880	0	0	7 226

Description des immobilisations corporelles financées par crédit-bail ou location financière

Les immobilisations corporelles inscrites en « constructions » correspondent à un bâtiment utilisé pour les besoins de l'activité d'ACCES INDUSTRIE.

Au cours de l'exercice 2013, plusieurs contrats de crédit-bail mobilier ont été mis en place afin d'assurer le financement de machines neuves.

Les immobilisations corporelles financées par crédit-bail ou location financière inscrites en « autres immobilisations corporelles » sont constituées de matériels de transports.

Principaux mouvements des immobilisations corporelles financées par crédit-bail ou location financière

- Les acquisitions :

Les investissements de 4 248 K€ portent sur 39 machines neuves.

- Les reclassements :

Les contrats de crédit-bail relatifs à ces matériels de transport étant tous terminés, ceux-ci ont été reclassés en « immobilisations corporelles hors crédit-bail », note suivante n° 7.

NOTE 7

Immobilisations corporelles nettes (hors crédit-bail)

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours - Avances et acomptes	TOTAL
Au 1er janvier 2012, net des amortissements cumulés et dépréciation	3 669	90 994	4 382	249	99 294
Acquisitions	414	6 909	423	2	7 748
Sorties d'actifs	0	-1 717	-158		-1 875
Amortissements cumulés des cessions	0	1 128	107		1 235
Dotations aux amortissements de l'exercice	-167	-9 389	-823		-10 379
Dotations/Reprises de provisions de l'exercice		54			54
Ecart de change et divers (montants nets)		-3			-3
Transfert de compte à compte	81	15	-4	-171	-79
Au 1er janvier 2013, net des amortissements cumulés et dépréciation	3 997	87 991	3 927	80	95 995
Acquisitions	158	2 104	359	1 606	4 227
Sorties d'actifs	-16	-17 117	-1 734		-18 867
Amortissements cumulés des cessions	3	12 079	1 330		13 412
Dotations aux amortissements de l'exercice	-182	-9 404	-898		-10 484
Dotations/Reprises de provisions de l'exercice		-217			-217
Ecart de change et divers (montants nets)		-5	0		-5
Transfert de compte à compte	3	0	247	-34	216
Au 31 décembre 2013, net des amortissements cumulés et dépréciations	3 963	75 431	3 231	1 652	84 277
Au 1er janvier 2013, net des amortissements cumulés et dépréciations					
Valeur d'origine	4 608	182 402	8 930	80	196 020
Amortissements cumulés et dépréciation	-611	-94 411	-5 003		-100 025
Valeur nette comptable	3 997	87 991	3 927	80	95 995
Au 31 décembre 2013, net des amortissements cumulés et dépréciations					
Valeur d'origine	4 754	167 370	9 252	1 652	183 028
Amortissement cumulés et dépréciation	-791	-91 939	-6 021		-98 751
Valeur nette comptable	3 963	75 431	3 231	1 652	84 277

Principaux mouvements des immobilisations corporelles (hors crédit-bail)

- Les acquisitions :

- Terrains et constructions : 158 K€ correspondant à :

- divers aménagements des agences 158 K€

- Installations techniques, matériels et outillages : 2 104 K€ décomposant en :

- des acquisitions de 26 machines neuves destinées à la location 989 K€
- l'acquisition de divers accessoires et outillages 147 K€
- l'inscription à l'actif des coûts de rénovation de machines 967 K€

Les coûts de rénovation sont immobilisés lorsqu'ils ont pour effet de prolonger la durée de vie économique des machines.

- Autres immobilisations corporelles : 359 K€ s'analysant ainsi :

- réalisation d'agencements pour les agences 214 K€
- achat de matériels de transports 8 K€
- achat de matériels informatiques et de bureau 137 K€
- achat de mobilier et divers 0 K€

- Immobilisations corporelles en cours : 1 606 K€ s'analysant

- Acquisition en décembre 2013 de 42 machines 1 577 K€
- Des accessoires à installer sur les machines 29 K€

- Les sorties de l'actif :

- Installations techniques, matériels et outillages : les sorties d'actif pour 17 117 K€ portent sur des machines obsolètes cédées ou mises au rebut (cf. note 4).

- Autres immobilisations corporelles : les sorties d'un montant de 1 734 K€ se répartissent en :

- sortie d'agencement et installation pour 406 K€
- sortie de matériels de transports pour 527 K€
- sortie de matériels informatiques et de bureau pour 16 K€
- sorties de diverses immobilisations Espagne et Portugal 785 K€

- Les dépréciations :

Les dépréciations sont constatées lorsque la diminution de la valeur de marché des actifs ou leur dégradation physique excède les seuls effets attendus du passage du temps ou de leur utilisation normale.

Le montant important d'amortissement cumulé des cessions d'installations techniques, matériels et outillages de 12 079 K€ est dû au fait que les nombreuses machines sorties de l'actif étaient anciennes et avaient donc un amortissement important.

NOTE 8

Actifs financiers

8.1 Analyse de la variation des actifs financiers

En milliers d'euros	Créances financières	Prêts au personnel	Dépôts et cautionnements	TOTAL
Montant au 1er janvier 2012, net des dépréciation cumulées	8	27	1 154	1 189
Augmentations		23	80	103
Diminutions	-3	-32	-20	-55
Variation des dépréciations				0
Transferts et divers (montants nets)				0
Montant au 1er janvier 2013, net des dépréciation cumulées	5	18	1 214	1 237
Augmentations	16	30	27	73
Diminutions		-20	-196	-216
Variation des dépréciations			-8	-8
Transferts et divers (montants nets)				0
Valeur nette au 31 décembre 2013	21	28	1 037	1 086
Valeur nette au 1er janvier 2013				
Valeur comptable brute	5	18	1 214	1 237
Dépréciation	0	0	0	0
Valeur nette comptable	5	18	1 214	1 237
Valeur nette au 31 décembre 2013				
Valeur comptable brute	21	28	1 045	1 094
Dépréciation	0	0	-8	-8
Valeur nette comptable	21	28	1 037	1 086

Les diminutions de dépôts et cautionnements de 196 K€ proviennent principalement de la restitution des cautions des locaux restitués par les filiales fermées.

8.2 Analyse des actifs financiers par échéance

En milliers d'euros	Total	A moins d'un an	A plus d'un an
Au 31/12/2012			
Dépôts et cautionnements versés	1 214	180	1 034
Prêts au personnel	18	9	9
Créance financière	5	5	0
Total immobilisations financières	1 237	194	1 043
Au 31/12/2013			
Dépôts et cautionnements versés	1 037	84	953
Prêts au personnel	28	19	9
Créance financière	21	21	0
Total immobilisations financières	1 086	124	962

NOTE 9

Actifs circulants

9.1 Stocks

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Valeur brute du stock de pièces détachées	1 621	1 737
Dépréciation du stock de pièces détachées	-295	-151
Autres stocks (carburants, lubrifiants, fournitures...)	205	281
Stocks de négoce		
TOTAL DES STOCKS NETS	1 531	1 867

Le stock est essentiellement composé de pièces de rechange destinées à la maintenance et à la réparation du parc de machines destinées à la location.

9.2 Clients et autres débiteurs

Analyse des créances par nature

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Valeur brute des créances clients	17 835	17 927
Dépréciation des créances clients	-4 084	-3 032
Avances et acomptes	81	2 035
Créances sociales	108	25
Créances fiscales (hors IS)	915	804
Compte courant	127	102
Créances sur cession d'immobilisations	1 070	0
Débiteurs divers	138	227
TOTAL DES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	16 190	18 088

La progression des provisions sur créances clients provient des filiales.

La créance sur cession d'immobilisations provient du fait qu'une partie des machines cédées a donné lieu à un crédit client sur 48 mois.

NOTE 10

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Banques	2 211	2 666
Valeurs mobilières de placement	0	325
Total Trésorerie Active	2 211	2 991
Affacturation	-5 566	-5 200
Effets escomptés	0	-528
Concours bancaires	-38	-167
Total Trésorerie Passive	-5 604	-5 895
TOTAL TRESORERIE	-3 393	-2 904

Les éléments constitutifs de la trésorerie passive (affacturation et concours bancaires) font partie du poste de bilan « Dettes financières ».

NOTE 11

Capital émis

11.1 Montant du capital au 31/12/2013

	31.12.2013	31.12.2012
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	5 794 081	5 794 081
Valeur nominale des actions (en euro)	0,30 €	0,30 €
Capital (en euros)	1 738 224	1 738 224

	31.12.2013	31.12.2012
Actions d'autocontrôle (en nombre)	14 588	12 196
Pourcentage d'autocontrôle	0,25%	0,21%

11.2 Analyse de la variation du nombre d'actions

	Date - période	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital (en €)
Situation initiale	31/12/12	5 794 081	0,30 €	1 738 224
Situation de clôture	31/12/13	5 794 081	0,30 €	1 738 224

11.3 Attribution d'actions gratuites en 2006

Dans le cadre de l'opération de restructuration du 7 avril 2006, sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 29 mars 2006, le Directoire a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 4 023 323 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants. A la suite du regroupement d'actions réalisé en début d'exercice 2008, le nombre d'actions gratuites a été divisé par 15 et arrondi au nombre d'actions inférieur, soit 268 221 actions.

Compte tenu du fait que les conditions de performance n'ont pas été atteintes à l'issue de la troisième échéance du 16 juin 2010, aucune action gratuite n'a été attribuée au titre de cette échéance. Les actions attribuables au titre de la seconde et de la troisième échéance ont donc été reportées.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	29/03/2006
Date d'attribution des actions	16/06/2006
Période d'attribution	16/06/2006 - 16/06/2016
Nombre maximum d'actions attribuables (avant regroupement)	5 532 070
Nombre maximum d'actions attribuées (avant regroupement)	4 023 323
Nombre maximum d'actions attribuées (après regroupement)	268 221
Nombre d'actions émises le 25/07/08 pour acquisition de la 1 ^{ère} échéance	67 056
Nombre d'actions ne remplissant plus les conditions d'émission	50 291
Nombre maximal d'actions restant à acquérir (après regroupement)	150 874

Le plan d'attribution gratuite d'actions prévoit des conditions de performance jusqu'au 16/06/2010 qui n'ont pas été atteintes, puis des conditions de changement de contrôle jusqu'au 16/06/2016 qui ne sont pas réalisées. La dilution potentielle à provenir de l'acquisition des actions est de 2,61 % (sur la base du nombre d'actions existantes à la date du 31 décembre 2013 et dans l'hypothèse d'une acquisition à 100 %), et hors incidence des attributions d'actions gratuites 2010 (note 11.4).

11.4 Attribution d'actions gratuites en 2010

Sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 25 mai 2010, le Directoire, lors de sa séance du 16 juin 2010, a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 114 783 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	25/05/2010
Date d'attribution des actions	16/06/2010
Période d'attribution	16/06/2010 - 16/06/2020
Nombre maximum d'actions attribuables	114 783
Nombre maximum d'actions attribuées	114 783
Nombre maximal d'actions restant à acquérir	114 783

Le plan d'attribution gratuite d'actions prévoit des conditions de performance jusqu'au 16/06/2014 qui n'ont pas été atteintes, puis des conditions de changement de contrôle jusqu'au 16/06/2020.

La dilution potentielle à provenir de l'acquisition des actions est de 1,99 % (sur la base du nombre d'actions existantes à la date du 31 décembre 2013 et dans l'hypothèse d'une acquisition à 100 %), et hors incidence des attributions d'actions gratuites (note 11.3).

NOTE 12

Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	Litiges sociaux	Indemnités de départ à la retraite	TOTAL
Provisions au 1er janvier 2012	90	140	230
Dotations	48	71	119
Reprises - provisions utilisées	-29		-29
Reprises - provisions non utilisées	-14		-14
Provisions au 31 décembre 2012	95	211	306
Dotations	32	2	34
Reprises - provisions utilisées	-20		-20
Reprises - provisions non utilisées	-13		-13
Provisions au 31 décembre 2013	94	213	307

NOTE 13

Dettes financières

Le crédit syndiqué est pour ACCES INDUSTRIE la principale dette financière.

13.1 Analyse de la variation de la dette

En milliers d'euros	Emprunts Obligataires	Contrats de crédit bail immobilier et mobiliers	Crédits syndiqués	Autres dettes auprès des établissements de crédit	Découverts et concours bancaires	Autres (intérêts courus, cautions versées...)	TOTAUX
Dette au 31 décembre 2011	15 550	1 757	57 000	14	6 252	154	80 727
Augmentations - souscriptions	15 200	1 548	58 900			1	75 649
Diminutions - remboursements	-15 208	-777	-62 000	-14		-10	-78 009
Variation des intérêts courus	38					9	47
Autres variations		-2			-357		-359
Transferts - reclassements							0
Dette au 31 décembre 2012	15 580	2 526	53 900	0	5 895	154	78 055
Augmentations - souscriptions		4 248	1 600				5 848
Diminutions - remboursements	-2 100	-1 269	-9 100				-12 469
Variation des intérêts courus	14					-42	-28
Autres variations		-3			-291		-294
Transferts - reclassements							0
Dette au 31 décembre 2013	13 494	5 502	46 400	0	5 604	112	71 112

13.2 Analyse des dettes par échéance de remboursement

En milliers d'euros	TOTAL	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire	13 494	4 394	9 100	
Dettes sur contrats de location-financement	5 502	1 456	4 046	
Crédit syndiqué	46 400	9 100	37 300	
Autres dettes auprès des établissements de crédit	0	0		
Concours Bancaires et découverts	5 604	5 604		
Autres (intérêts courrus, cautions versées...)	112	112		
TOTAL	71 112	20 666	50 446	0

Les échéances indiquées prennent en compte l'acceptation, reçue le 25/03/2014, de la demande de waiver relative au respect des ratios (cf. événements post-clôture).

13.3 Emprunts obligataires

Les obligations convertibles en actions mises en place en 2006 ont été intégralement remboursées en octobre 2012 pour leur montant nominal de 15 208 K€. Parallèlement, des obligations ont été émises selon les modalités suivantes :

Nombre d'obligations	152
Prix unitaire (K€)	100
Montant des obligations souscrites (K€)	15 200
Montant des obligations remboursées durant l'exercice (K€)	2 100
Montant total des obligations remboursées (K€)	2 100
Montant des obligations restant à rembourser (K€)	13 100
Taux de rémunération des obligations	4,00%

13.4 Crédits syndiqués

Le crédit syndiqué mis en place en 2007 a été intégralement remboursé grâce à la mise en place d'un nouveau crédit syndiqué en octobre 2012. Les mouvements suivants ont été effectués :

En milliers d'euros	Crédit syndiqué 2012 - Refinancement	Crédit syndiqué 2012 - Investissement	Crédit syndiqué 2012 - Revolving	TOTAUX
Dettes au 31 décembre 2011	0	0	0	0
Augmentations - souscriptions		3 900		3 900
Diminutions - remboursements	-4 000			-4 000
Mise en place du crédit de refinancement	44 000			44 000
Mise en place du crédit revolving			10 000	10 000
Dettes au 31 décembre 2012	40 000	3 900	10 000	53 900
Augmentations - souscriptions		1 600		1 600
Diminutions - remboursements	-8 000	-1 100		-9 100
Dettes au 31 décembre 2013	32 000	4 400	10 000	46 400

Le crédit d'investissement d'un montant de 5 500 K€, à échéance de décembre 2017, a été obtenu. Ce crédit a été tiré à hauteur de 3 900 K€ en 2012 et de 1 600 K€ en 2013.

13.5 Gestion du risque de taux

Compte tenu de son exposition au risque de taux d'intérêt, le Groupe a mis en place depuis l'exercice 2008 des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à ce risque. Il provient de son endettement financier à taux variable.

La répartition de la dette du Groupe entre taux fixe et taux variable en tenant compte des instruments financiers de couverture est la suivante :

31.12.2012					
En milliers d'euros	Taux variable	Taux variable plafonné	Taux fixe	Intérêts courus et divers	Total
Emprunt obligataire convertible			15 200	380	15 580
Dettes sur contrats de location-financement			2 526		2 526
Crédit syndiqué	3 900	50 000			53 900
Autres dettes auprès des établs de crédit					0
Concours Bancaires et découverts	5 895				5 895
Autres (intérêts courus, cautions versées...)			8	146	154
TOTAL	9 795	50 000	17 734	526	78 055

31.12.2013					
En milliers d'euros	Taux variable	Taux variable plafonné	Taux fixe	Intérêts courus et divers	Total
Emprunt obligataire			13 100	394	13 494
Dettes sur contrats de location-financement	1 551		3 951		5 502
Crédit syndiqué	5 400	41 000			46 400
Autres dettes auprès des établs de crédit					0
Concours Bancaires et découverts	5 604				5 604
Autres (intérêts courus, cautions versées...)			8	104	112
TOTAL	12 555	41 000	17 059	498	71 112

NOTE 14

Fournisseurs et autres créditeurs

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Fournisseurs et autres créditeurs		
Fournisseurs	2 972	3 114
Avances et acomptes reçus	315	205
Dettes sociales	3 365	3 029
Dettes fiscales (hors IS)	2 929	3 170
Fournisseurs d'immobilisations	1 344	645
Autres dettes	105	44
TOTAL DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS	11 030	10 207

NOTE 15

Impôts sur les résultats

15.1 Situation fiscale de chacune des sociétés du Groupe :

- **ACCES INDUSTRIE** : l'impôt différé sur les déficits reportables a été entièrement activé. Le résultat fiscal négatif constaté en 2013 génère un produit d'impôt différé dans la mesure où il est probable selon le business plan prévisionnel que des bénéfices futurs imposables permettront de recouvrer cet impôt.
- **ACCES INDUSTRIE ESPAÑA** : les déficits fiscaux reportables cumulés s'élèvent à 8 400 K€ au 31/12/2013. Compte tenu de la fermeture de la société, l'impôt différé actif correspondant n'a pas été activé.
- **ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.** : les déficits fiscaux reportables cumulés s'élèvent à 1 359 K€ au 31/12/2013. Compte tenu de la fermeture de la société, l'impôt différé actif correspondant n'a pas été activé.
- **MAROC ELEVATION** : la société a des déficits fiscaux reportables antérieurs à l'exercice pour lesquels un actif d'impôt différé a été constaté. Le résultat fiscal de l'exercice est un bénéfice 45 K€ ; il a donc donné lieu à la reprise de l'actif d'impôt différé.

15.2 Détail des créances et dettes d'impôt :

Les créances et dettes d'impôt sont les suivantes :

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Créances d'impôt	410	763
Impôt différé actif	4 999	3 927
Total des créances d'impôt sur le résultat	5 409	4 690
Dettes d'impôt	4	12
Impôt différé passif	79	164
Total des dettes d'impôt sur le résultat	83	176

L'impôt différé actif trouve essentiellement son origine dans les déficits fiscaux reportables d'ACCES INDUSTRIE.

15.3 Détail des charges et produits d'impôt :

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Produits d'impôt - comptes sociaux	6	18
Charges d'impôt - comptes sociaux	-14	-277
Produits d'impôt différé	1 768	949
Charges d'impôt différé	-611	-1 349
Charges/Produits d'impôt de la période	1 149	-659

15.4 Crédits d'impôt non utilisés :

en milliers d'euros	Accès Industrie	Accès Industrie España	Accès Industrie Portugal	Maroc Elevation	Totaux
Résultats fiscaux de l'exercice	-1 582	-1 709	-941	45	-4 187
Imputation sur les bénéfices fiscaux antérieurs (carry-back)					0
Déficits fiscaux antérieurs activés		0	0		0
Déficits fiscaux antérieurs non activés		-6 691	-418		-7 109
Résultat fiscal taxable	-1 582	0	0	45	-1 537
Solde des déficits fiscaux n'ayant pas donné lieu à comptabilisation d'un impôt différé	0	-8 400	-1 359	0	-9 759
Taux d'imposition	33,33%	30,00%	26,50%	30,00%	
Crédits d'impôt non utilisés	0	-2 520	-360	0	-2 880

15.5 Preuve d'impôt :

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Résultat net consolidé de l'exercice	-4 809	-747
Impôt sur les sociétés (produits)	1 149	
Impôt sur les sociétés (charges)		-659
Résultat consolidé avant impôt	-5 958	-88
Taux d'impôt de la société mère	33,33%	33,33%
Charges (-) ou produits (+) d'impôt sociétés théorique Reclassement de la CVAE en impôt sur le résultat	1 986	29
Charges (-) ou produits (+) d'impôt sur le résultat théorique	1 986	29
Absorption des déficits fiscaux n'ayant pas donné lieu à comptabilisation d'impôt différé actif	0	0
Déficits de l'exercice ne donnant pas lieu à activation d'impôt	-761	-311
Déficits antérieurs désactivés	0	-269
Bénéfices fiscaux constatés sans impôt	0	0
CICE	142	0
Variations et différences des taux d'impôts	-124	-74
Différences permanentes	-63	-40
Produits sans impôt	0	0
Charges sans impôt	-23	-1
Autres	-8	7
Charges/Produits d'impôt de la période	1 149	-659

NOTE 16

Autres achats et charges externes

16.1 Détail des achats et charges externes :

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Achats sous-traitance	556	476
Achats non stockés-matériels et fournitures	2 462	2 803
Sous traitance	122	135
Redevances et charges locatives	7 205	6 916
Entretien et réparations	1 757	1 376
Primes d'assurance	842	922
Services extérieurs - Divers	88	65
Personnel extérieur	56	70
Honoraires	913	958
Publicité	239	292
Transport	4 132	3 479
Déplacements, missions & réceptions	1 281	1 376
Frais postaux & télécommunications	541	587
Services bancaires	117	149
Autres services	664	737
Total des charges externes de la période	20 975	20 341

16.2 Montant des honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes, au titre du contrôle légal des comptes, figure en charge pour un montant de 257 K€.

NOTE 17

Charges de personnel et effectifs

17.1 Ventilation de l'effectif

Effectif moyen des périodes :

	2013	2012
Cadres	65,8	55,3
Non cadres	350,0	384,3
Effectif moyen	415,7	439,5

Effectif de clôture :

	31.12.2013	31.12.2012
Cadres	67	63
Non cadres	338	359
Effectif de clôture	405	422

17.2 Frais de personnel

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Rémunérations du personnel	12 037	12 651
Charges sociales	4 551	5 017
Production immobilisée (logiciels internes et rénov. machines)	-586	-609
Transfert de charges	-356	-157
Total des charges de personnel de la période	15 646	16 902

Les transferts de charges correspondent principalement à des remboursements de frais de formation de la part de l'organisme de suivi des formations.

NOTE 18

Dotations aux amortissements et aux provisions et reprises

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Dotation aux amortissements sur immobilisations	-10 900	-11 122
Dotation aux provisions sur immobilisations	-303	-40
Dotation aux provisions sur stocks	-144	-36
Dotations aux provisions sur actif circulant	-2 513	-2 750
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Dotation aux amortissements pour charges à répartir	-482	-1 585
Dotation aux provisions d'indemnités de départ en retraite	-2	-71
Dotations aux amortissements et aux provisions	-14 344	-15 604

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Reprises de provisions sur immobilisations	86	94
Reprise de provisions sur stocks	0	0
Reprise de provisions sur actif circulant	2058	1496
Reprise provisions d'indemnités de départ en retraite	0	0
Reprises d'amortissements et de provisions	2 144	1 590

NOTE 19

Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Résultat sur cession d'immobilisations	0	20
Rembt d'assurance sur machines sorties	15	33
Subventions d'exploitation	0	16
Récupération sur clients irrécouvrables	43	33
Divers	85	16
Autres produits	143	118
Résultat sur cession d'immobilisations	-523	-246
Pertes sur créances irrécouvrables	-889	-604
Divers	-5	-11
Autres charges	-1 417	-861

NOTE 20

EBITDA

L'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortizations) correspond au résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions, créances irrécouvrables et éléments exceptionnels.

Le Groupe utilise cet indicateur pour piloter en interne sa performance, évaluer et contrôler sa rentabilité et sa situation financière.

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Résultat d'exploitation	1 016	3 600
Variation nette des amortissements et provisions	12 200	14 014
Créances irrécouvrables	843	571
Frais de refinancement	0	49
Ebitda des filiales fermées	678	0
EBITDA	14 737	18 234

NOTE 21

Produits et charges financiers

En milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Produits financiers		
Revenu des créances	12	28
Gains de change	0	6
Autres produits financiers	7	16
Total des produits financiers	19	50
Charges financières		
Emprunts bancaires	-2 416	-2 010
Intérêts sur emprunt obligataire	-546	-494
Intérêts sur crédit-bail	-209	-137
Intérêts d'affacturage et d'escompte	-107	-139
Pertes de change	-12	-12
Variation des provisions		
Autres charges financières	-16	-17
Total des autres charges financières	-3 306	-2 809
RESULTAT FINANCIER DE LA PERIODE	-3 287	-2 759

NOTE 22

Produits et charges exceptionnels

En milliers d'euros	31.12.2013	Dont produits liés à la fermeture des filiales	Dont autres produits exceptionnels 2013	31.12.2012
Produits de contentieux	0	0	0	37
Régularisation de TVA au Portugal	33	0	33	0
Régularisation de soldes chez les filiales	61	61	0	0
Divers	2	0	2	2
Produits exceptionnels	96	61	35	39

En milliers d'euros	31.12.2013	Dont charges liées à la fermeture des filiales	Dont autres charges exceptionnelles 2013	31.12.2012
Résultat sur cession des immobilisations sorties - immobilier	-246	-36	-210	0
Résultat sur cession des immobilisations sorties - machines	-555	-555	0	0
Résultat sur cession des immobilisations sorties - autres	-8	-8	0	0
Commissions sur ventes des machines des filiales fermées	-138	-138	0	0
Dotation aux provisions exceptionnelles - perte caution	-8	-8	0	0
Dotation aux amortissements exceptionnels - machines inactives	-304	-304	0	0
Restructuration Espagne - transport des machines des agences Espagne aux agences France	-198	-198	0	-37
Restructuration Espagne - remise en état des machines revenues d'Espagne en France	-234	-234	0	-22
Restructuration Portugal - transport des machines des agences Portugal aux agences France	-104	-104	0	-56
Restructuration Portugal - remise en état des machines revenues du Portugal en France	-239	-239	0	-75
Amendes fiscales et pénales	-3	0	-3	0
Autres pénalités	0	0	0	-16
Condamnation prud'homale	0	0	0	-15
Dotation aux provisions / risque prud'homal	0	0	0	-5
Indemnités de licenciement	-1 016	-601	-415	-471
Charges sur projet immobilier abandonné	0	0	0	-190
Charges des filiales liées à la fermeture	-639	-639	0	-79
Divers	-91	0	-91	-2
Charges exceptionnelles	-3 783	-3 064	-719	-968

RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 687	-3 003	-684	-929
------------------------------	---------------	---------------	-------------	-------------

Les coûts liés à la fermeture des filiales ont été reclassés en résultat exceptionnel, ce qui explique le montant très élevé de ce poste.

Les résultats sur cessions d'immobilisations liées à l'exploitation (machines et véhicules) sont inscrits en « Autres produits et charges d'exploitation » (note 18) pour leur montant net.

Pour l'exercice 2013, ont été considérés comme du résultat exceptionnel les ventes des machines utilisées par l'Espagne et le Portugal. En effet, la fermeture de ces filiales a conduit le Groupe à céder des machines qui ne l'auraient pas été si ces sociétés avaient poursuivi leur activité.

Les résultats sur sorties d'immeubles quant à eux, sont inscrits en résultat exceptionnel.

NOTE 23

Résultats par action

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la Société.

	31.12.2013	31.12.2012
Résultat aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	-4 809	-747
Nombre d'actions (en milliers)		
- Nombre d'actions en début d'exercice	5 794	5 794
- Nombre d'actions propres en début d'exercice		
- Nombre pondéré d'actions propres détenues durant la période	-12	-11
- Nombre pondéré d'actions gratuites attribuées	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	5 782	5 783
Résultat de base par action (€ par action)	-0,832	-0,129

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

	31.12.2013	31.12.2012
Bénéfice revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	-4 809	-747
Frais financiers liés aux OCA	0	0
Effet d'impôt différé sur les frais financiers liés aux OCA	0	0
Résultat net dilué	-4 809	-747
Nombre moyen d'actions (en milliers)	5 782	5 783
Actions ordinaires potentiellement dilutives		
- actions gratuites	0	0
Nombre d'actions à retenir pour le résultat dilué par action	5 782	5 783
Résultat dilué par action (€ par action)	-0,832	-0,129

D'une part, le résultat de base par action étant une perte, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action. D'autre part, les conditions d'exercice des plans d'attributions gratuites décrits aux notes 11.3 et 11.4 ne sont pas réunies ; par conséquent, ces actions n'ont pas été considérées comme étant potentiellement dilutives.

NOTE 24

Informations relatives aux mandataires sociaux

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux au titre de l'exercice à raison de leurs fonctions dans des entreprises contrôlées s'est élevé à :

en milliers d'euros	Exercice 2013	Exercice 2012
Membres du Directoire - rémunérations dues au titre de l'exercice	800 000	762 900
Membres du Directoire - retraite supplémentaire et autres avantages	39 651	38 052
Membres du Directoire - jetons de présence	0	0
Membres du Conseil de Surveillance - rémunérations dues au titre de l'exercice	0	0

Sur fin 2013 et début 2014, un membre du Directoire a été révoqué aux dates suivantes :

- le 17/10/2013 : révocation du mandat de Directeur Général
- le 14/01/2014 : révocation du mandat de membre du Directoire

NOTE 25

Engagements hors bilan

25.1 – Sûretés réelles accordées

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Crédit syndiqué 2012		
Le nouveau contrat de crédit syndiqué de Natixis conclu pour une valeur d'origine de 59 500 K€ et présentant un capital restant dû de 46 400 K€ au 31/12/2013 fait l'objet des garanties suivantes de la part d'ACCES INDUSTRIE : Nantissement de l'ensemble des fonds de commerce exploités par ACCES INDUSTRIE incluant ceux exploités dans son principal établissement de ceux exploités dans ses établissements secondaires. Les fonds de commerce nantis incluent le mobilier commercial, le matériel et outillage attachés à l'exploitation de chacun de ces fonds ainsi que les agencements servant à leur exploitation :	120 000	120 000
Nantissement de premier rang des actions détenues par ACCES INDUSTRIE - actions ordinaires ACCES INDUSTRIE ESPAÑA - actions ordinaires ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.		68 157 actions 179 849 actions
Nantissement / délégation assurance homme clé : police d'assurance homme-clé souscrite par ACCES INDUSTRIE pour 5 ans sur M.Daniel Duclos	5 000	5 000
Obligations JLG		
Les obligations JLG de 15 200 K€ sont garanties par un gage de biens meubles non subordonné sur la valeur neuve hors taxes des machines qui seront acquises auprès de JLG Industrie Inc. à hauteur de :	10 000	10 000
Nantissement et hypothèques sur immeubles dans le cadre des emprunts bancaires et crédits-bails contractés pour les financer.		
- Capital restant dû des emprunts bancaires garantis (Atelier Européen)	152	207
Autres cautions, avals et acceptations		
Cautions données par la Banque Courtois au profit du fournisseur de carburant AS24	150	150
Lettre de confort à BMCI leasing en garantie de paiement des loyers du crédit-bail de 43 machines. Capital restant dû :	313	475
Garantie de paiement de loyer pour le siège social de Accès Industrie España	0	27
Garantie de paiement de loyer pour l'agence de Papiol accordée par Banco Sabadell	0	9
Garantie de paiement de loyer pour le siège social de Maroc Elévation	indéfinie	indéfinie
Garantie de paiement de loyer pour les véhicules de Maroc Elévation en location longue durée	indéfinie	indéfinie
Lettre de confort à BBVA en garantie de la ligne d'escompte d'ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	0	300
Lettre de confort à Banco Comercial Português (BCP) en garantie des lignes de crédit d'ACCES INDUSTRIE Portugal S.A.	0	638

25.2 – Engagements reçus

Néant

25.3 – Couvertures de taux

Les crédits syndiqués mis en place en 2007 et en 2012 ont un intérêt calculé sur la base du taux Euribor. Afin de se prémunir des risques liés à l'évolution du taux Euribor, le Groupe a mis en place des opérations de « swaps ».

Ces « swaps » ont pour effet de substituer au taux variable EURIBOR 1 mois rémunérant le crédit syndiqué, un taux fixe prédéfini. L'ensemble des contrats de SWAP sont réalisés avec Natixis. Aucun risque de contrepartie n'est identifié à la clôture de l'exercice.

Les caractéristiques de ces contrats de « swap » sont les suivantes :

référence du contrat	Date de début	Date de fin	Nominal (K€)	Taux fixe	Taux payé	Taux couvert
2594583M	07/01/11	07/01/13	32 000	1,25%	1,25%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229110M	15/12/12	17/06/13	50 000	0,16%	0,16%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229110M	17/06/13	15/12/13	45 000	0,16%	0,16%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229111M	15/12/13	16/06/14	41 000	0,40%	0,40%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229111M	16/06/14	15/12/14	36 000	0,40%	0,40%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229113M	15/12/14	15/06/15	32 000	0,74%	0,74%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229113M	15/06/15	15/12/15	27 000	0,74%	0,74%	Euribor 1, 3 ou 6 mois

NOTE 26

Litiges

26.1 – Litiges sociaux

Concernant le Groupe ACCES INDUSTRIE, des actions devant les juridictions prud'homales sont en cours au 31 décembre 2013 ; ces actions ont donné lieu à la constitution de provisions à hauteur de 94 K€.

26.2 – Litiges fiscaux

Aucun litige fiscal n'est en cours au 31/12/2013.

26.3 – Autres litiges

Aucun autre litige n'est en cours au 31/12/2013.



ACCESS

ACCESS

0 825 06 06 06

ACCESS

Comptes et Annexe Sociaux

au 31 décembre 2013



1 BILAN ACTIF

BILAN ACTIF en K€		Brut	Amortis- sements	Net (N) 31/12/13	Net (N-1) 31/12/12
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement	1 332	836	496	644
	Concession, brevets et droits similaires	2 576	836	1 740	1 726
	Fonds commercial	3 201		3 201	3 201
	Autres immobilisations incorporelles	142		142	23
	Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
	Total	7 252	1 672	5 580	5 594
	Immobilisations corporelles				
	Terrains et aménagements	2 459	472	1 987	2 083
	Constructions	2 290	317	1 973	1 899
	Installations techniques, matériel et outillage industriel	115 114	47 306	67 808	76 277
	Autres immobilisations corporelles	7 347	4 276	3 071	3 614
	Immobilisations en cours	1 790		1 790	120
	Avances et acomptes				
	Total	128 999	52 371	76 628	83 993
	Immobilisations financières				
	Autres participations	7 941	7 461	480	180
	Créances rattachées à des participations	1 784	1 528	256	1 466
	Autres titres immobilisés	33	0	33	28
Prêts	28		28	18	
Autres immobilisations financières	1 018		1 018	1 063	
Total	10 803	8 989	1 814	2 754	
Total actif immobilisé	147 055	63 032	84 023	92 341	
ACTIF CIRCULANT	Stock et en-cours				
	Matières premières et approvisionnements	1 754	295	1 459	1 653
	Stock produits intermédiaires et finis			0	0
	Stock de marchandises	26		26	0
	Total	1 780	295	1 485	1 653
	Créances				
	Avances, acomptes versés sur commandes	81		81	2 029
	Créances clients et comptes rattachés	6 791	1 120	5 672	4 637
	Autres créances	15 719	1 393	14 325	14 282
	Total	22 591	2 513	20 078	20 948
	Disponibilité et divers				
	Valeur mobilière de placement	0		0	0
	Disponibilité	2 139		2 139	2 463
	Charges constatées d'avance	448		448	228
	Total	2 587	0	2 587	2 692
	Total actif circulant	26 959	2 808	24 150	25 293
	Frais d'émission d'emprunts à étaler	1 928		1 928	2 410
Primes remboursement des obligations			0	0	
Ecart de conversion actif	8		8	5	
TOTAL GENERAL	175 950	65 841	110 109	120 048	

BILAN PASSIF

BILAN PASSIF en K€		Net (N) 31/12/13	Net (N-1) 31/12/12
CAPITAUX PROPRES	Situation nette		
	Capital social	1 738	1 738
	Primes d'émission	14 809	14 809
	Réserve légale	174	174
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées	95	95
	Autres réserves	187	187
	Report à nouveau	473	2 267
	Résultat de l'exercice	- 1 952	- 1 794
	Total	15 524	17 476
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	14 471	14 690
	Total capitaux propres	29 995	32 166
	Provisions pour risques	102	100
	Provisions pour charges	0	0
	Provisions pour risques et charges	102	100
DETTES	Dettes financières		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires	13 494	15 580
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	46 512	54 052
	Emprunts et dettes financières divers	8	8
	Total	60 014	69 640
	Dettes diverses		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 036	2 655
	Dettes fiscales et sociales	5 655	5 436
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 321	616
	Autres dettes	9 957	9 436
	Total	19 969	18 143
	Produits constatés d'avance	29	
Total dettes	80 012	87 783	
TOTAL GENERAL		110 109	120 048

2 COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (1ère partie) en K€		France	Export	Net (N) 31/12/13	Net (N-1) 31/12/12
PRODUITS EXPLOITATION	Ventes de marchandises	920	156	1 076	205
	Production vendue de biens			0	0
	Production vendue de services	51 940	1 718	53 658	53 632
	Chiffre d'affaires net	52 861	1 874	54 734	53 836
	Production stockée				
	Production immobilisée			1 167	1 371
	Subventions d'exploitation			10	17
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			2 515	5 080
	Autres produits			126	51
	Total produits d'exploitation			58 553	60 356
CHARGES EXPLOITATION	Charges externes				
	Achats de marchandises			584	28
	Variation de stock de marchandises			-26	12
	Achats de matières premières et autres approvisionnement			4 678	4 331
	Variation de stock matières premières et approvisionnement			50	29
	Autres achats et charges externes			21 521	21 348
	Total			26 806	25 747
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 171	1 232
	Charges de personnel				
	Salaires et traitements			11 624	10 901
	Charges sociales			4 369	4 479
	Total			15 993	15 380
	Dotations d'exploitation				
	Dotations aux amortissements sur immobilisations			8 834	8 504
	Dotations aux provisions charges à répartir			482	1 585
	Dotations aux provisions sur immobilisations				
	Dotations aux provisions sur actif circulant			1 173	1 307
	Dotations aux provisions pour risques et charges				
	Total			10 489	11 396
	Autres charges d'exploitation			552	618
Total charges d'exploitation			55 010	54 373	
RESULTAT D'EXPLOITATION				3 542	5 983

COMPTE DE RESULTAT 2^{ème} partie

COMPTE DE RESULTAT (2 ^{ème} partie) en K€		Net (N) 31/12/13	Net (N-1) 31/12/12
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 542	5 983
RESULTAT FINANCIER	Produits financiers		
	Produits financiers de participation	62	47
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	177	92
	Reprises sur provisions et transferts de charges	233	4
	Différences positives de change	0	0
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total	472	142
	Charges financières		
	Dotations financières aux amortissements et provisions	1 969	1 700
	Intérêts et charges assimilées	3 064	2 609
	Différences négatives de change	0	0
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total	5 033	4 310
RESULTAT FINANCIER	- 4 561	- 4 167	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		- 1 019	1 816
RESULTAT EXCEPTIONNEL	Produits exceptionnels		
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1	2
	Produits exceptionnels sur opérations de capital	3 230	421
	Reprises sur provisions et transferts de charges	2 927	682
	Total	6 159	1 104
	Charges exceptionnelles		
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	117	215
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 866	730
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 115	4 032
	Total	7 098	4 977
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 939	- 3 873	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		0	0
Impôts sur les bénéfices		- 6	- 263
BENEFICE OU PERTE		- 1 952	- 1 794

3 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

3.1 Evènements principaux de l'exercice

Les évènements principaux de l'exercice 2013 sont les suivants :

Fermeture des filiales en Espagne et au Portugal

Le principal fait marquant de l'exercice est la fermeture des filiales espagnole et portugaise. Leur dissolution a été décidée en février 2013 et, durant les mois de mars et avril 2013, la presque totalité de leur parc de machines destinées à la location a été vendue ou transférée en France. Dès le mois de mai l'activité a été complètement arrêtée.

Au 31 décembre 2013, il n'y a plus de machine en Espagne et au Portugal.

L'évolution du chiffre d'affaires

Concernant le chiffre d'affaires réalisé sur l'exercice, son évolution a été la suivante par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent : après une baisse au 1er trimestre 2013 due à une météo et une conjoncture défavorable puis une stabilité au second trimestre 2013, le chiffre d'affaires a progressé de 7% sur les deux derniers trimestres 2013. Pour l'ensemble de l'exercice 2013, la progression a été de 1,8 %. La contribution des machines revenues des filiales fermées est limitée dans la mesure où, compte tenu des délais de préparation, de transport et de révision de ces machines, ces machines n'ont produit que peu de chiffre d'affaires en France sur l'exercice.

La réduction de l'endettement

Au cours de l'exercice 2013, ACCES INDUSTRIE a remboursé un montant de 9 100 K€ au titre du crédit syndiqué conformément aux engagements contractuels, tout en utilisant la totalité de la tranche revolving ; le montant de la partie revolving restant dû au 31/12/2013 s'élève à 10 000 K€.

En accord avec le souscripteur des obligations, une partie du paiement de l'échéance de remboursement de 2013 (3 100 K€), s'élevant à 1 000 K€ a été réglée le 4 janvier 2014. Sur l'année 2013, 2 100 K€ ont été remboursés.

Les ratios liés au crédit syndiqué n'ont pas été respectés au 30 juin et au 31 décembre 2013. Des demandes de waiver portant sur l'aménagement des ratios ont donc été présentées aux organismes financiers prêteurs. Ces demandes de waiver ont été acceptées respectivement le 26 septembre 2013 et le 25 mars 2014.

Les ratios aménagés sont respectés au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2013.

Evolution du résultat semestriel

Ainsi que nous l'avons précisé ci-dessus, l'activité et les résultats de la société ont été défavorablement impactés durant le premier semestre 2013 et l'exercice 2013 pâtit de cette situation. La présentation des résultats 2012 et 2013 selon une périodicité semestrielle permet de mieux appréhender l'évolution de l'activité.

	2ème semestre 2013	1er semestre 2013	2ème semestre 2012	1er semestre 2012
Chiffre d'affaires net	28 720	26 015	27 073	26 763
Production immobilisée	613	554	708	663
Reprises sur amort et prov, transfert de charges	912	1 603	3 576	1 504
Autres produits	118	18	46	22
Total produits d'exploitation	30 363	28 190	31 404	28 952
Charges externes				
Achats et variation de stocks de marchandises	8	549	12	28
Achats et var. de stoks mat. Prem. et autres approvt	2 463	2 265	2 012	2 347
Autres achats et charges externes	10 960	10 561	12 149	9 199
Total	13 431	13 375	14 173	11 574
Impôts, taxes et versements assimilés	598	573	604	627
Charges de personnel				
Salaires et traitements	5 775	5 849	5 068	5 833
Charges sociales	2 033	2 336	2 125	2 354
Total	7 808	8 184	7 193	8 187
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations	4 397	4 437	4 363	4 141
Dotations aux provisions charges à répartir	241	241	1 356	229
Dotations aux provisions sur actif circulant	470	703	482	825
Total	5 108	5 381	6 201	5 195
Autres charges d'exploitation	259	293	329	290
Total charges d'exploitation	27 204	27 806	28 500	25 872
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 159	384	2 904	3 079
Variation des provisions financières	- 718	- 1 019	- 1 089	- 608
Autres produits et charges financiers	- 1 310	- 1 515	- 1 452	- 1 019
RESULTAT FINANCIER	- 2 027	- 2 534	- 2 541	- 1 627
Produits & charges except./ opérations de gestion	- 96	- 20	- 201	- 13
Produits & charges except./ opérations en capital	- 655	- 981	- 271	- 39
Variation des provisions et transferts de charges	295	517	- 2 698	- 652
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 455	- 484	- 3 169	- 704
Impôts sur les bénéfices	- 6	0	- 338	75
BENEFICE OU PERTE	682	- 2 634	- 2 468	674

3.2 Evénements postérieurs à la clôture

La demande de waiver présentée aux organismes financiers prêteurs a été acceptée le 25 mars 2014. Les ratios aménagés sont respectés au 31 décembre 2013. Au 31/12/2013, l'intégralité des coûts de fermeture des filiales a été prise en compte. Aucun effet de ces fermetures ne devrait affecter les comptes de 2014, à l'exception des coûts de remise en état des quelques machines restantes au SAV.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat l'activité de la société ACCES INDUSTRIE.

4 PRINCIPES, REGLES ET NORMES COMPTABLES

4.1 Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément au plan comptable général de 1999 et aux principes comptables généralement admis en France.

4.2 Changement de méthode comptable

L'exercice 2013 n'a pas fait l'objet de changement de méthode comptable.

4.3 Immobilisations

La méthode de base retenue pour l'évaluation des immobilisations est la méthode du coût historique.

o Licence de marque

La licence de marque inscrite pour 1 524 K€ a été acquise par ACCES INDUSTRIE en 2001 auprès d'ACCES FINANCE.

Le test de valorisation réalisé sur la base des cash-flows futurs actualisés confirme qu'aucune provision n'est à constater au 31 décembre 2013.

o Amortissements des immobilisations incorporelles

Type d'immobilisation	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 ans
Droit de crédit-bail	Linéaire	11 ans
Développement et logiciel interne		
Fiscal	Linéaire	Date d'utilisation - 3 ans
Economique	Linéaire	Date de mise en service - 5 ans

o Fonds de commerce : valorisation et provision

Le fonds de commerce acquis en 1999 à ACCES FINANCE ne fait pas l'objet d'un amortissement. Dans l'hypothèse où sa valeur actuelle deviendrait inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation serait enregistrée.

Le test de valorisation réalisé sur la base des cash-flows futurs actualisés confirme qu'aucune provision n'est à constater au 31 décembre 2013.

o Immobilisations corporelles : amortissements

Type d'immobilisation	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement fiscale	CRC 02-10	Amortissement dérogatoire	Valeur résiduelle
Constructions	Linéaire	20 ans	30 ans (agences) ou 50 ans	Oui	Non
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 10 ans	10 à 30 ans 50 ans	Oui	Non
Matériel de location nacelles neuves	Linéaire	10 à 18 ans	10 à 18 ans	Oui	Oui (10 % ou 15 % VO)
Matériel de location nacelles d'occasion	Linéaire	1 à 18 ans(*)	1 à 18 ans(*)	Oui	Oui (10 % ou 15 % VO)
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans	5 ans	Non	Non
Matériel de transport	Linéaire	1 à 4 ans	4 à 7 ans	Oui	Non
Matériel de bureau et immobilier	Linéaire	3 à 5 ans	3 à 5 ans	Non	Non

* la durée d'utilité restante de la machine (soit 10 ans – l'âge de la machine à la date d'achat)

Les durées d'amortissement correspondent à la durée de vie prévisionnelle des différentes catégories de biens et sont calculées sur le mode linéaire. Un amortissement dérogatoire est constaté pour la différence entre les amortissements fiscaux et comptables.

4.4 Participations

o MAROC ELEVATION

Lorsque la quote-part de la société dans la situation nette de la filiale est inférieure à la valeur d'acquisition des titres, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

La situation nette des filiales retenue pour le calcul est retraité en fonction des principes, règles et méthodes comptables, appliqués par la société mère dans les comptes statutaires.

o ACCES INDUSTRIE ESPAÑA et ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA

Ces sociétés étant en cours de liquidation, la provision pour dépréciation des divers actifs détenus par ACCES INDUSTRIE sur ces sociétés a été calculée de manière à ramener la valeur de ces actifs au niveau des cash-flows futurs estimés.

Récapitulatif des provisions :

(en K€)	Brut	Provision	Net
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA			
Titres	5 608	5 608	0
Prêt participatif	1 783	1 527	256
Compte courant	1 393	1 393	0
Client	0	0	0
Fournisseur	- 141	0	- 141
Cash Flow futurs estimés			115
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA			
Titres	899	872	27
Compte courant	157	0	157
Client	28	0	28
Cash Flow futurs estimés			212

Au 31 décembre 2008 la société a accordé un prêt participatif à ACCES INDUSTRIE ESPAÑA de 1 541 K€ correspondant aux factures échues entre les deux sociétés. Ce prêt est rémunéré au taux Euribor 1 an du 1er janvier de chaque exercice majoré d'une marge de +3%. Les intérêts capitalisés s'élèvent à 62 K€ en 2013, soit un montant cumulé d'intérêts de 243 K€.

4.5 Actif circulant

o Stocks

Les stocks de marchandises SAV destinés à la maintenance des équipements sont évalués au coût moyen pondéré, ils correspondent à un stock de dépannage situé dans les agences.

Une provision est comptabilisée correspondant aux pièces non mouvementées depuis plus de 2 ans, et le stock de pièces d'occasion fait l'objet d'une dépréciation spécifique de 50 % de la valeur brute.

En septembre 2007, la société JLG FRANCE a mis à disposition d'ACCES INDUSTRIE, gratuitement, un stock de pièces de rechange dans notre magasin central à Tonneins. Ce stock n'est pas valorisé.

o Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété des biens vendus ou lors de la réalisation de la prestation. Chaque fois que leur réalisation n'est pas certaine, leur montant est porté en créances douteuses.

o Provisions pour dépréciation des créances clients

La société utilise les services extérieurs de la SFAC pour l'assurance crédit ainsi que les services d'un cabinet de recouvrement pour les dossiers non assurés.

En octobre 2011, notre contrat SFAC a été modifié. Le nouveau contrat fonctionne en assurance de crédit « Excess ». Dans ce cadre, l'indemnisation des créances n'intervient qu'au-delà de la Franchise Annuelle Globale. Les dossiers contentieux couverts par la SFAC au 31/12/2013 sont provisionnés à 100 % du risque non couvert.

Pour les dossiers non couverts par la SFAC, les créances sont provisionnées à 85 % du montant HT dès la remise au service contentieux dès la première année et à 100 % à compter de la deuxième année.

Une provision est comptabilisée pour les clients à risque ou litigieux, afin de tenir compte des probabilités d'irrecouvrabilité pouvant exister à la date de clôture des comptes.

o Comptes courants

Les comptes courants correspondent aux avances et créances échues sur les filiales d'ACCES INDUSTRIE (Espagne, Portugal et Maroc). Ces comptes courants sont rémunérés au taux EURIBOR 6 mois majoré d'une marge. Afin de tenir compte du coût de financement de la société, cette marge a été portée de 0.8% à 3 % au 01/01/2013.

o Provisions pour dépréciation des comptes courants

Voir point 4.4

o Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

4.6 Engagements pris en matière de retraite

Les engagements de départ en retraite sont calculés annuellement conformément aux dispositions de la convention collective de la métallurgie et à la recommandation du CNC du 1er avril 2003. La méthode utilisée est celle des unités de crédits projetées ; elle prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié. Les principales hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- départ à l'initiative du salarié,
- âge départ à la retraite selon l'année de naissance de chaque salarié conformément à la législation (67 ans),
- les rémunérations futures sont calculées à partir des rémunérations actuelles en intégrant une réévaluation annuelle de 2,5 % pour le personnel cadre et de 2 % pour le personnel non cadre,
- taux de charges de 45 % pour les Etam et 47 % pour les cadres,
- turnover retenu : moyen pour les cadres et fort pour les non cadres,
- table de mortalité INSEE 2010,
- actualisation au taux des OAT sur 10 ans, soit 2.43 % au 31/12/2013,
- convention collective de la métallurgie.

Conformément à l'article L. 123-13 du Code de commerce et du caractère non significatif des engagements de retraite et avantages similaires au 31/12/2013 soit 214 K€, aucune provision n'est comptabilisée concernant les engagements de retraite.

4.7 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le montant du CICE au titre des salaires versés en 2013 s'élève à 366 K€ ; ce montant a été inscrit en moins du poste « charges sociales ».

La société ACCES INDUSTRIE a cédé sa créance en germe d'un montant provisionnel de 327 K€ détenue sur le Trésor Public au titre du CICE 2013 à la BPI.

Cette créance en germe a fait l'objet d'une demande de préfinancement auprès de la BPI pour un montant de 278 K€. Un premier montant de 210 K€ a été reçu en novembre 2013 et le complément de 68 K€ en février 2014.

Le crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi permet à ACCES INDUSTRIE de financer ses efforts en matière d'investissements.

Le montant du CICE à recevoir sur les primes et congés à payer a été évalué à 60 K€ et ce montant a été inscrit en moins du poste « charges sociales »

5 INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

5.1 Postes de l'actif

5.1.1 Actif immobilisé

5.1.1.1 Immobilisations incorporelles

o Mouvements principaux

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice figurent dans le tableau suivant :

Libellé (en K€)	Valeur brute en début exercice	Acquisitions	Transferts	Cessions ou mises hors service	Valeur brute en fin d'exercice
Développements informatiques (1)	1 241	78	13		1 332
Logiciel	944	107	11	10	1 052
Marque	1 524				1 524
Fonds commercial	3 201				3 201
Immobilisations en cours dév. logiciel (1)	22	133	- 13		142
Immobilisations en cours logiciels externes	0				0
Total	6 932	319	11	10	7 252

(1) Immobilisation des coûts du personnel interne affecté au développement des logiciels. L'amortissement fiscal est de 3 ans dès l'inscription à l'actif, l'amortissement économique est de 5 ans à compter de la date d'utilisation réelle du logiciel.

o Amortissements et provisions pour dépréciation

Les mouvements des amortissements et provisions sont présentés dans le tableau suivant :

Libellé (en K€)	Amortissements en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Transferts de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements en fin d'exercice
Développements informatiques	596	240			836
Logiciel	742	104		10	836
Licence marque	0				0
Total	1 338	344	0	10	1 672

5.1.1.2 Immobilisations corporelles

o Valeurs d'origine – principaux mouvements

Libellé (en K€)	Valeur brute en début exercice	Acquisitions	Transferts (1)	Reclassement en charges	Cessions et mises au rebut	Valeur brute en fin d'exercice
Terrains et aménagements	2 444	15				2 459
Constructions	2 145	143	4		2	2 290
Installations techniques matériel et outillage	118 602	3 077			6 565	115 114
Autres immobilisations corporelles	7 699	386	31		770	7 346
Immobilisations en cours	121	1 715	- 45	1		1 790
Total	131 011	5 336	- 10	1	7 337	128 999

(1) La colonne transfert concerne le reclassement des immobilisations en cours.

Terrains : La variation de ce poste est :
 - l'agencement de terrains existants 15 K€

Constructions : Les mouvements sur ce poste sont :
 - des aménagements de constructions existantes 143 K€

Installations techniques, matériels et outillages :

- l'augmentation de ce poste correspond à :
 - l'acquisition de nacelles neuves 989 K€
 - l'acquisition de nacelles d'occasions 945 K€
 - la rénovation de nacelles 955 K€

Les coûts de rénovation sont immobilisés lorsqu'ils ont pour effet de prolonger la durée de vie économique des machines.

- l'acquisition d'outillages divers 188 K€
 - la diminution est due aux cessions ou à la mise au rebut de nacelles :
 - cessions à des tiers 6 153 K€
 - rebuts suite à rénovation 235 K€
 - rebut suite à nacelles obsolètes 177 K€

Autres immobilisations corporelles : Les variations de ce poste sont :

- agencements de nouvelles agences 214 K€
 - matériels de transport 34 K€
 - du matériel informatique et bureau 137 K€
 - la mise au rebut des agencements lors de déménagements d'agences - 406 K€
 - la cession de matériels de transport - 348 K€
 - Cession et mise au rebut matériel informatique et bureau - 16 K€

Immobilisations en cours :

Les acquisitions correspondent principalement aux livraisons de nacelles sur le mois de décembre 2013 qui seront amorties à compter du 01/01/2014.

o **Amortissements des immobilisations corporelles**

Les mouvements des amortissements sont présentés dans le tableau suivant :

(*) Afin de prendre en compte l'état de vétusté ou la

Immobilisations amortissables (en K€)	Montant des amortissements en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Transferts de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant des amortissements en fin d'exercice
Terrains et aménagements	361	111			472
Constructions	248	70	- 1		317
Installations techniques matériels et outillage (*)	42 324	7 839	1	2 858	47 306
Autres immobilisations corporelles	4 086	656		466	4 276
Total	47 019	8 676	0	3 324	52 371

valeur de marché de certaines machines, un amortissement exceptionnel est constaté. Au 31/12/2013, le montant de cet amortissement exceptionnel s'établit à 239 K€ (dotation de 186 K€ et reprise de 69 K€ au cours de l'exercice).

5.1.1.3 Locations financières et crédits-baux

o Mouvements principaux

(en K€)	Constructions	Nacelles	Véhicules	TOTAL
Valeur en début d'exercice	793	2 550	1 667	5 010
Augmentations		4 249		4 249
Diminutions			- 185	- 185
Valeur en fin d'exercice	793	6 799	1 482	9 074

o Amortissements des locations financières et crédits-baux

(en K€)	Constructions	Nacelles	Véhicules	TOTAL
Valeur d'origine	793	6 799	1 482	9 074
Amortissements : cumul des exercices antérieurs	270	227	1 451	1 948
Dotation de l'exercice	24	286	180	490
Reprise d'amortissements	0	0	- 185	- 185
Total des amortissements en fin d'exercice	294	513	1 446	2 253

5.1.1.4 Liste des filiales et participations

Société en K€	Capital	Quote-part de Capital détenu	Titres valeurs brutes	Prêts - Avances	CA HT	Dividendes
	Réserves et report à nouveau		Titres valeurs nettes	Cautions - Avals	Résultat	Observations
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	409	99,99%	5 608	256	749	0
	- 1 220		0	0	- 1 709	Dissolution
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.	900	99,92%	899	157	642	0
	- 16		27	0	- 941	Dissolution
MAROC ELEVATION	978	100,00%	1 434	1 875	1 802	0
	- 443		453	indéfinie	- 197	-

5.1.1.5 Titres de participation

o Principaux mouvements

(en K€)	Valeur brute début d'exercice	Souscriptions (incorporation de compte courant)	Acquisitions	Cessions	Valeur brute en fin d'exercice
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	5 608				5 608
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA	899				899
MAROC ELEVATION	445	989			1 434
TOTAL	6 952	989	0	0	7 941

o Provisions pour dépréciation

(en K€)	Montant des provisions en début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant des provisions en fin d'exercice
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	5 608			5 608
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA	719	153		872
MAROC ELEVATION	445	536		981
TOTAL	6 772	689	0	7 461

Les principes de détermination des provisions pour dépréciation des titres de participation sont exposés au point 4.4.

5.1.1.6 Autres titres immobilisés

o Mouvements principaux

(en K€)	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute en fin d'exercice
Actions propres contrat de rachat d'actions	0	21		21
Actions propres contrat de liquidité	32	51	71	12
TOTAL	32	72	71	33

La société a conclu le 1er juillet 2008 avec ODDO, intermédiaire financier, un contrat pour le rachat de ses propres actions :

o Contrat de liquidité :

Dans le cadre de ce contrat, la société a déposé au crédit de son compte chez ODDO le montant de 50 K€. A la clôture le nombre d'actions inscrites dans le contrat de liquidité est de 4 815 actions valorisées :

- en comptabilité à 11 K€ (méthode FIFO)
- au cours de bourses 11 K€ (cours 2,3605 € - cours moyen de décembre 2013)

Les mouvements d'actions sur l'exercice 2013 au titre de ce contrat de liquidité se sont montés à :
23 294 actions achetées au cours moyen de 2,2090 €.
30 675 actions vendues au cours moyen de 2,1773 €.

Au 31 décembre 2013, le solde de notre compte de liquidités chez ODDO est de 21 K€.

o Mandat de rachat :

Un mandat de rachat d'action propre a été souscrit le 4 juillet 2013.

La société a déposé chez ODDO, la somme de 75 K€. A la clôture de l'exercice, le nombre d'actions rachetées est de 9 733 actions valorisées au coût d'achat unitaire (CMUP), soit un total de 21 K€.

o Provisions pour dépréciation

(en K€)	Montant des provisions en début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant des provisions en fin d'exercice
Actions propres contrat de rachat d'actions	0			0
Actions propres contrat de liquidité	5		5	0
TOTAL	5	0	5	0

5.1.1.7 Autres immobilisations financières

o Les principaux mouvements de l'exercice

(en K€)	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Créances rattachées à des participations Espagne	1 541			1 541
Intérêts courus s/ créances ratt. à des part. Espagne	180	63		243
Prêts au personnel	18	30	20	28
Dépôts et cautions immobiliers	839	19		858
Dépôts et cautions mobiliers	219	5	85	139
Fonds sur contrat de liquidité	5	76	60	21
TOTAL	2 802	193	165	2 830

o Ventilation par dates d'échéances des autres immobilisations financières

(en K€)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations Espagne	1 541	1 541		
Intérêts courus s/ créances ratt. à des part. Espagne	243	243		
Prêts au personnel	28	19	9	
Dépôts et cautions immobiliers	858	26	690	142
Dépôts et cautions mobiliers	139	55	29	55
Fonds sur contrat de liquidité	21	21		
TOTAL	2 830	1 905	728	197

o Provisions pour dépréciation

(en K€)	Montant en début d'exercice	Dotations (financières)	Reprises	Montant en fin d'exercice
Créances rattachées à des participations Espagne	256	1 272		1 528
TOTAL	256	1 272	0	1 528

Les principes de détermination des provisions pour dépréciation des créances rattachées aux participations sont exposés au point 4.4.

5.1.2 Actif circulant

5.1.2.1 Actif circulant – classement par échéance

Etat des créances (en K€)	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an
Stocks	1 780	1 780	0
Avances et acomptes	81	81	0
Clients douteux ou litigieux	1 498	1 498	0
Autres créances clients	5 293	5 293	0
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	29	29	0
Personnel avances et acomptes	19	19	0
Aide apprentis à recevoir	3	3	0
Impôts sur les bénéfiques	0	0	0
Crédit d'impôts	165	6	159
Créance d'impôt - Carry back (1)	245	0	245
Taxe sur la valeur ajoutée	404	404	0
Etat – Divers	197	137	60
Groupe et associés	3 553	3 553	0
Créances sur cessions d'immob.	1 098	304	794
Fonds sur contrat de rachat d'actions	54	54	0
Factorem	9 904	9 904	0
Produits à recevoir	48	48	0
Débiteurs divers	1	1	0
Disponibilités	2 139	2 139	0
Charges constatées d'avance	448	448	0
Charges à répartir (2)	1 928	482	1 446
Ecart conversion actif	8	8	0
TOTAL	28 895	26 191	2 704

(1) La perte fiscale de l'exercice 2012 est reportée en arrière (système du « carry back ») sur le bénéfice fiscal 2011 donnant ainsi lieu à la constatation d'une créance d'impôt de 245 K€.

(2) Les charges à répartir concernent les coûts d'émission d'emprunt Natixis, la société a décidé de les rapporter au résultat au même rythme que les échéances de remboursement.

5.1.2.2 Etat des stocks et des en-cours

Les stocks nets s'élèvent à 1 485 K€ au 31/12/2013, contre 1 653 K€ au 31/12/2012. Les stocks se composent essentiellement de pièces de rechanges destinées à l'entretien des nacelles et autres machines.

Détail des provisions :

(en K€)	Montant des provisions en début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant des provisions en fin d'exercice
Provisions sur pièces non mouvementées	151	144		295
TOTAL	151	144	0	295

Un ajustement sur la provision de (144 K€) a été comptabilisé correspondant aux pièces non mouvementées depuis plus de 2 ans selon la règle suivante :

- pièces dont la dernière consommation date depuis plus de 2 ans et moins de 3 ans : 25%
- pièces dont la dernière consommation date depuis plus de 3 ans et moins de 4 ans : 50%
- pièces dont la dernière consommation date depuis plus de 4 ans et moins de 5 ans : 75%
- pièces dont la dernière consommation date de plus de 5 ans : 100%
- sur le stock de pièces d'occasion, une provision forfaitaire de 50%

La provision au 31 décembre 2013 s'élève à 295 K€.

5.1.2.3 Avances et acomptes versés sur commande

Au 31 décembre 2013, il n'y a pas d'avances et acomptes sur commande de nacelles.

5.1.2.4 Détail des postes clients

Clients (en K€)	Montant brut 31/12/2013	Montant brut 31/12/2012
Clients	4 138	3 036
Clients effets et virements à recevoir	1 091	1 206
Clients douteux	1 498	1 597
Clients factures à établir	64	41
TOTAL	6 791	5 880

5.1.2.5 Charges constatées d'avance

Le montant des charges constatées d'avance est de 448 K€ correspondant essentiellement à des abonnements, des maintenances logiciels et matériels, et redevances de crédits-baux.

5.1.2.6 Autres informations - Affacturage

Le compte courant du factor présente un solde de 1 046 K€ créditeur, soit la différence entre le montant du solde des clients chez factorem (5 789 K€) et le montant tiré (6 835 K€).

Le montant de la créance s'établit à 9 904 K€ soit des créances clients chez factorem (5 789 K€), plus le montant de la réserve (281 K€) du dépôt de garantie (988 K€) et le compte CAR (2 846 K€).

5.1.2.7 Provision pour dépréciation des créances

(en K€)	Montant provision en début d'exercice	Dotations		Reprises		Montant provision en fin d'exercice
		Exploitations	Exceptionnelles	Exploitations	Exceptionnelles	
Provision créances clients	1 243	1 029		1 152		1 120
Provision comptes courants :						0
- MAROC ELEVATION	223			223		0
Provision compte courant :						0
- ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	2 094				701	1 393
TOTAL	3 560	1 029	0	1 375	701	2 513

Les principes de détermination des provisions pour dépréciation des comptes courants sont exposés au point 4.4.

5.2 Postes du passif

5.2.1 Capital social

o Composition du capital

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminution Elimination des actions propres	Valeur en fin d'exercice
Nombre de titres	5 794 081			5 794 081
Valeur nominale (en €)	0,30			0,30
Capital social (en €)	1 738 224,30	0,00	0,00	1 738 224,30

5.2.2 Capitaux propres

en K€	Capital	Prime émission	Réserve légale	Réserve indisponible	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Valeur en début d'exercice	1 738	14 809	174	95	187	2 267	- 1 794	14 690	32 166
Affectation résultat 2012						- 1 794	1 794		0
Résultat 2013							- 1 952		- 1 952
Variation des provisions réglementées								- 219	- 219
Valeur en fin d'exercice	1 738	14 809	174	95	187	473	- 1 952	14 471	29 995

o Attribution d'actions gratuites – constitution d'une réserve :

Sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 25 mai 2010, le Directoire, lors de sa séance du 16 juin 2010, a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 114 783 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants.

Les actions attribuées gratuitement seront définitivement acquises par leurs bénéficiaires à l'issue d'une Période d'Acquisition et sous réserve de la réalisation de conditions de performances de la Société.

Dans le cadre de cette attribution, une réserve indisponible, affectée aux droits des attributaires, a été dotée en 2010 d'une somme égale au montant total de la valeur nominale des actions susceptibles d'être émises par voie d'augmentation de capital (soit 35 K€), par prélèvement des sommes nécessaires sur les réserves dont la société a la libre disposition.

5.2.3 Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont uniquement constituées d'amortissements dérogatoires.

Les mouvements de l'exercice sont :

(en K€)	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Amortissements dérogatoires	14 690	1 897	2 116	14 471

5.2.4 Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination de la société :	FINANCIERE ACCES INDUSTRIE
Siège :	2 Rue du Pont de Garonne 47400 TONNEINS
Forme :	SAS
Capital :	100 000 €
% détenu :	80,89 %

5.2.5 Provisions pour risques et charges

Litiges sociaux :

(en K€)	Montant en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provisions utilisées)	Reprises de l'exercice (provisions non utilisées)	Montant en fin d'exercice
Provisions pour perte de change	5	8		5	8
Provisions pour risques	95	32	20	13	94
Provisions pour impôts	0				0
TOTAL	100	40	20	18	102

Il existe six dossiers en cours au 31 décembre 2013 en litige prud'homal. Durant l'exercice un dossier a abouti à une transaction, et deux nouveaux litiges sont intervenus sur l'année 2013. Pour les autres dossiers les provisions ont été ajustées en fonction des nouveaux éléments intervenus durant l'exercice.

Conformément aux recommandations des conseils de la société, ces demandes ont fait l'objet de provisions à hauteur de 94 K€.

5.2.6 Montant des créances et des dettes d'impôt futur

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation et de l'opération de refinancement d'une dette par contrat de crédit-bail se compose comme suit :

Base

• Organic	88 K€
• Participation effort construction	49 K€
• Provision perte de change	8 K€
• Ecart de conversion actif	- 8 K€
TOTAL	137 K€

• Taux d'imposition :	33,33 %
• Créance d'impôts différés :	46 K€

5.2.7 Variation des dettes financières auprès des établissements de crédit

Rubriques (en K€)	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Emprunt obligataire	0			0
Autres emprunts obligataires	15 200		2 100	13 100
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	53 900	1 600	9 100	46 400
Intérêts courus sur emprunt obligataire	380	546	532	394
Intérêts courus sur emprunts auprès des Ets de crédit	146		41	105
Intérêts bancaires courus	7	7	7	7
TOTAL	69 633	2 153	11 780	60 006

(1) Les emprunts auprès des établissements de crédit sont constitués d'un crédit syndiqué. Celui-ci est à taux variable. La partie hors revolving de ce crédit syndiqué s'élève à 36 400 K€ au 31/12/2013.

Compte tenu de son exposition au risque de taux d'intérêt, la société a mis en place des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à ce risque.

Ces instruments financiers permettront en 2013 de substituer aux intérêts variables de la partie hors revolving un taux d'intérêts fixe.

5.2.8 Dettes financières auprès des établissements de crédit – classement par échéance

Rubriques (en K€)	Total	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire	0			
Autres emprunts obligataires	13 100	4 000	9 100	
Emprunts auprès des établissements de crédit	46 400	9 100	37 300	
Intérêts courus sur emprunt obligataire	394	394		
Intérêts courus sur emprunts	105	105		
Intérêts bancaires courus	7	7		
TOTAL	60 006	13 606	46 400	0

Les échéances indiquées prennent en compte l'acceptation, reçue le 25/03/2014, de la demande de waiver relative au respect des ratios (cf. événements post-clôture).

5.2.9 Variation des dettes financières diverses

Rubriques (en K€)	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Dépôts et cautions reçues	8			8
TOTAL	8	0	0	8

5.2.10 Dettes financières diverses – Classement par échéance

Rubriques (en K€)	Total	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Dépôts et cautions reçues	8	8		
TOTAL	8	8	0	0

5.2.11 Crédits-baux et locations financières

(en K€)	Constructions	Nacelles	Véhicules	TOTAL
Redevances payées				
Cumuls exercices antérieurs	873	793	2 202	3 868
Redevances afférentes à l'exercice	69	1 132	0	1 201
TOTAL	942	1 925	2 202	5 069
Redevances restant à payer				
à 1 an au plus	66	1 436	0	1 502
à plus d'1 an et 5 ans au plus	99	4 020	0	4 119
à plus de 5 ans	0	0	0	0
TOTAL	165	5 456	0	5 621
Valeur résiduelle				
à 1 an au plus	0	0	0	0
à plus d'1 an et 5 ans au plus	0	68	0	68
à plus de 5 ans	0	0	0	0
TOTAL	0	68	0	68
Montant pris en charge dans l'exercice	58	1 132	0	1 190

5.2.12 Autres dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.
Les dettes, autres que financières, sont les suivantes :

Etat des dettes (en K€)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés (1)	3 010	3 010	0	0
Dettes sociales et fiscales	5 655	5 655	0	0
Dettes sur immobilisations	1 347	1 347	0	0
Autres dettes	9 957	9 957	0	0
Produits constatés d'avance	29	29	0	0
TOTAL	19 998	19 998	0	0

(1) Dont fournisseurs effets à payer 269 K€

5.2.13 Charges à payer

Charges à payer (en K€)	31/12/13	31/12/12
Intérêts courus sur emprunt obligataire	394	380
Intérêts courus sur emprunt Natixis	104	145
Fournisseurs - factures non parvenues biens et services	933	896
Fournisseurs - factures non parvenues immobilisations	6	6
Dettes fiscales	101	98
Dettes sociales - envers le personnel	1 444	1 156
Dettes sociales - envers les organismes sociaux	558	465
Intérêts bancaires courus	8	7
TOTAL	3 548	3 153

• Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont composées des factures fournisseurs non parvenues.

• Les dettes sociales envers le personnel correspondent pour l'essentiel aux congés à payer pour 1 112 K€, aux provisions pour primes 66 K€ et aux indemnités à verser dans le cadre de départs (licenciements ou ruptures conventionnelles) pour 196 K€.

6 INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

en K€		Exercice 2013	% du CA total	Exercice 2012	% du CA total	Evolution 2012-2013
Ventes	France	920	1,97%	43	0,38%	N.S.
	UE et autres	156		162		- 4%
Locations et prestations de service	France	51 940	98,03%	51 252	99,62%	1%
	UE et autres	1 718		2 379		- 28%
TOTAL		54 734	100%	53 836	100%	2%

6.2 Effectifs

Effectif moyen :

	31/12/13	31/12/12
Cadres	64,75	54,25
Non cadres	313,08	302,42
TOTAL	377,83	356,67

Effectif de clôture :

	31/12/13	31/12/12
Cadres	66	62
Non cadres	321	285
TOTAL	387	347

6.3 Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes s'élèvent à 21 521 K€ en 2013 contre 21 348 K€ en 2012.

Libellé (en K€)	31/12/13	31/12/12
Sous-traitance	533	451
Achats de fournitures	2 281	2 275
Locations immobilières et charges locatives	3 832	3 718
Locations mobilières et charges locatives	4 181	3 093
Charges d'entretien et de maintenance	2 030	1 652
Primes d'assurances	715	764
Personnel extérieur	188	60
Commissions et honoraires	817	1 125
Publicité et relations publiques	275	276
Frais de transports	4 220	3 279
Frais de déplacements, mission, réception	1 162	1 146
Charges de courrier et télécommunications	463	454
Frais bancaires (1)	97	2 241
Prestations de services	639	638
Autres charges externes	88	176
Total	21 521	21 348

6.4 Honoraires commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes, au titre du contrôle légal des comptes, figure en charges pour un montant de 173 K€.

6.5 Résultat financier

Le résultat financier sur l'exercice s'élève à - 4 561 K€.

Il est composé des éléments suivants :

Libellé (en K€)	Charges	Produits
Dotations aux provisions sur titres	689	
Dotations aux provisions sur autres créances rattachées à des participations	1 272	
Dotations aux provisions sur compte courant	0	
Autres dotations financières	8	
Intérêts d'emprunts	2 416	
Intérêts sur emprunt obligataire	546	
Escomptes accordés	26	
Commissions de financement (Facto)	76	
Revenus de créances rattachées participations		62
Revenus de comptes courants		164
Revenus de créances commerciales		13
Reprises de provisions sur titres		5
Reprises de provisions sur comptes courants		223
Reprises sur autres provisions financières		5
TOTAL	5 033	472
Résultat financier	- 4 561	

6.6 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel sur l'exercice s'élève à - 939 K€.

Il est composé des éléments suivants :

Libellé (en K€)	Charges	Produits
Amendes fiscales et pénales	10	
Charge exceptionnelle sur abandons de locaux	85	
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	4 082	
Bonis/malis sur rachat d'actions propres	9	3
Cessions d'éléments d'actifs		3 228
Charges exceptionnelles (transport et rénovations nacelles Espagne et Portugal)	775	
Dotations / reprises provisions exceptionnelles sur immobilisations	186	69
Dotations / reprise de provisions sur compte courant		700
Dotations / reprises provisions prud'hommes	32	33
Dotations / reprises d'amortissements dérogatoires	1 897	2 116
Transferts de charges exceptionnels		9
Divers	22	1
TOTAL	7 098	6 159
Résultat exceptionnel	- 939	

6.7 Transferts de charges

Les transferts de charges s'élèvent à 1 372 K€, ils sont constitués de :

- Remboursements assurances dommages 208 K€
- Remboursement assurance pertes sur créances commerciales 90 K€
- Remboursements formations professionnelles 82 K€
- Remboursement TIPP 33 K€
- Transfert de charges pour garanties pièces 124 K€
- Restructuration ACCES INDUSTRIE ESPAÑA et ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA (transport et remise en état des machines) 775 K€
- Divers autres transferts de charges d'exploitation 51 K€
- Transferts de charges exceptionnels 9 K€

6.8 Entreprises liées

6.8.1 Les postes de créances et de dettes

Sociétés	Nature des opérations	Montant en K€
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	Créances rattachées à des participations	1 541
	Intérêts Créances rattachées à des participations	243
	Compte courant	1 393
	Créances clients	0
	Dettes fournisseurs	- 141
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.	Compte courant	157
	Créance sur cession d'immobilisations	28
	Créances clients	0
	Dettes fournisseurs	0
MAROC ELEVATION	Compte courant fournitures et prestations de services	119
	Compte courant sur cessions d'immobilisations	1 321
	Compte courant (libellé en dirhams)	434
	Créances clients	101
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	Compte courant	127
	Créances clients	1
SA ATN	Acomptes sur commande	0
	Créances clients	61
	Dettes fournisseurs	- 1 157
SAS ATJ	Créances clients	5
	Dettes fournisseurs	0
SA ACCES FINANCE	Créances clients	1
SCI DE PESSLESSIS	Créances clients	35
	Dettes fournisseurs	- 13
SARL QUAI 36	Créances clients	1
	Dettes fournisseurs	0

6.8.2 Les postes d'immobilisation et de résultat

Sociétés	Nature des opérations	Montant en K€
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	Immobilisations	
	Acquisition de machines (ou réparations) pour parc	- 568
	Acquisition d'autres immobilisations	- 86
	Charges	
	Achats pièces détachées diverses	- 42
	Petits équipements	- 7
	Acquisition de machines pour revente (négoce)	- 232
	Acquisition d'autres immo pour revente (négoce)	- 26
	Locations nacelles (charge)	- 23
	Locations de véhicule	- 3
	Locations de bureaux + charges locatives	- 6
	Mise à disposition de personnel (charge)	- 132
	Cadeaux pour clients	- 5
	Déplacements, mission, réception	- 3
	Produits	
	Locations nacelles (produit)	82
	Vente d'outillages et pièces détachées diverses	4
	Refacturations diverses (SAV+frais)	8
	Intérêts sur prêt	62
	Intérêts sur compte courant	60
Cession de nacelles	12	
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.	Immobilisations	
	Acquisition de machines (ou réparations)	- 343
	Charges	
	Achats pièces détachées diverses	- 37
	Acquisition de machines pour revente (négoce)	- 314
	Produits	
	Locations nacelles (produit)	84
	Vente d'outillages et pièces détachées diverses	4
	Refacturations diverses	5
Intérêts sur compte courant	16	
Cession de nacelles	171	
MAROC ELEVATION	Vente d'outillages et pièces détachées diverses	94
	Assistance technique	115
	Intérêts sur compte courant	88
	Cession de nacelles	149
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	Refacturation diverses	2
	Assurances	- 5
	Intérêts sur compte courant	0
SA ATN	Achats nacelles (immob)	- 2 487
	Achats pièces détachées diverses	- 135
	Acquisition de machines pour revente (négoce)	- 8
	Remboursement de pièces (garanties)	27
	Entretien machines	- 38
	Frais de déplacement	- 1
	Prestations administratives	- 95
	Refacturation mise à disposition de personnel	121
	Refacturation prestations diverses	128
	Refacturation loyer	75
Transfert de charges	10	
SAS ATJ	Prestations administratives	- 264
	Refacturation prestations diverses	17
SA ACCES FINANCE	Refacturation prestations diverses	2
SCI DE PESSESSIS	Locations immobilières	- 1 822
	Charges locatives	- 120
	Entretiens divers	0
	Indemnité suite à abandon de locaux	- 38
	Refacturation mise à disposition de personnel	14
Refacturation prestations diverses	7	
SARL QUAI 36	Réceptions	- 59
	Prestations administratives	- 40
	Refacturation prestations diverses	1

6.9 Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

Montant en K€	Résultat	Impôt Société
Résultat courant	- 1 019	6
Résultat exceptionnel	- 939	
Total	- 1 958	6

6.10 Rémunération des membres des organes de direction et de surveillance

La rémunération des organes de direction et de surveillance de la société ACCES INDUSTRIE pour l'exercice 2013 se présente de la façon suivante :

Catégories	Rémunérations allouées au titre de l'année (en K€)	
	31/12/2013	31/12/2012
Organes de surveillance	0	0
Organes de direction	800	763

7 ENGAGEMENTS

7.1 Effets escomptés non échus

Il n'existe aucun effet escompté non échus à la clôture de l'exercice.

7.2 Sûretés réelles accordées

Montant en K€	31.12.2013	31.12.2012
Crédit syndiqué 2012		
Le nouveau contrat de crédit syndiqué de Natixis conclu pour une valeur d'origine de 59 500 K€ et présentant un capital restant dû de 46 400 K€ au 31/12/2013 fait l'objet des garanties suivantes de la part d'ACCES INDUSTRIE :		
Nantissement de l'ensemble des fonds de commerce exploités par ACCES INDUSTRIE incluant ceux exploités dans son principal établissement de ceux exploités dans ses établissements secondaires. Les fonds de commerce nantis incluent le mobilier commercial, le matériel et outillage attachés à l'exploitation de chacun de ces fonds ainsi que les agencements servant à leur exploitation :	120 000	120 000
Nantissement de premier rang des actions détenues par ACCES INDUSTRIE		
- actions ordinaires ACCES INDUSTRIE ESPAÑA		68 157 actions
- actions ordinaires ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.		179 849 actions
Nantissement / délégation assurance homme clé : police d'assurance homme-clé souscrite par ACCES INDUSTRIE pour 5 ans sur M. Daniel Duclos	5 000	5 000
Obligations JLG		
Les obligations JLG de 15 200 K€ sont garanties par un gage de biens meubles non subordonné sur la valeur neuve hors taxes des machines qui seront acquises auprès de JLG Industrie Inc. à hauteur de :	10 000	10 000
Nantissement et hypothèques sur immeubles dans le cadre des emprunts bancaires et crédits-baux contractés pour les financer.		
- Capital restant dû des emprunts bancaires garantis (Atelier Européen)	152	207
Autres cautions, avals et acceptations		
Cautions données par la Banque Courtois au profit du fournisseur de carburant AS 24	150	150
Lettre de confort à BMCI leasing en garantie de paiement des loyers du crédit-bail de 43 machines. Capital restant dû :	313	475
Garantie de paiement de loyer pour le siège social de Maroc Elévation	indéfinie	indéfinie
Garantie de paiement de loyer pour les véhicules de Maroc Elévation en location longue durée	indéfinie	indéfinie
Lettre de confort à BBVA en garantie de la ligne d'escompte d'ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	0	300
Lettre de confort à Banco Comercial Português (BCP) en garantie des lignes de crédit d'ACCES INDUSTRIE Portugal S.A.	0	638

7.3 Couvertures de taux

Les crédits syndiqués mis en place en 2007 et en 2012 ont un intérêt calculé sur la base du taux Euribor. Afin de se prémunir des risques liés à l'évolution du taux Euribor, le Groupe a mis en place des opérations de « swaps ». Les caractéristiques de ces contrats de « swap » sont les suivantes :

référence du contrat	Date de début	Date de fin	Nominal (K€)	Taux fixe	Taux payé	Taux couvert
2594583M	07/01/11	07/01/13	32 000	1,25%	1,25%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229110M	15/12/12	17/06/13	50 000	0,16%	0,16%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229110M	17/06/13	15/12/13	45 000	0,16%	0,16%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229111M	15/12/13	16/06/14	41 000	0,40%	0,40%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229111M	16/06/14	15/12/14	36 000	0,40%	0,40%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229113M	15/12/14	15/06/15	32 000	0,74%	0,74%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229113M	15/06/15	15/12/15	27 000	0,74%	0,74%	Euribor 1, 3 ou 6 mois

7.4 Crédits-baux et locations financières

Voir § 5.2.11 :	Redevances restant à payer	5 621 K€
	Valeur résiduelle	68 K€
	Total	5 689 K€

7.5 Engagements pris en matière de retraite

Les engagements pris en matière de retraite par la société s'élèvent à 214 K€ au 31 décembre 2013 contre 211 K€ au 31 décembre 2012.

7.6 Avances et crédits ou engagements pris pour le compte des dirigeants

o Engagement en matière de retraite

Le montant des engagements en matière de pension accordées aux membres des organes de direction s'élève au 31 décembre 2013 à 14 K€.

o Attribution gratuite d'actions

- Plan d'attribution 2006 :

Dans le cadre de l'opération de restructuration du 7 avril 2006, sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 29 mars 2006, le directoire a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 4 023 323 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants. A la suite du regroupement d'actions réalisé au début de l'exercice 2008, le nombre d'actions gratuites a été divisé par 15 et arrondi au nombre d'actions inférieur, soit 268 211 actions.

Les actions attribuées gratuitement seront définitivement acquises par leurs bénéficiaires à l'issue d'une Période d'Acquisition et sous réserve de la réalisation de conditions de performance de la Société et de la présence du bénéficiaire au sein du Groupe à l'Echéance concernée de la Période d'Acquisition.

Le Directoire du 25 juillet 2008 a décidé l'attribution de 67 056 actions gratuites. Au 31 décembre 2013, 150 874 actions gratuites restent à attribuer aux dirigeants d'ACCES INDUSTRIE.

Date de l'assemblée générale	29/03/2006
Date d'attribution des actions	16/06/2006
Période d'attribution	16/06/2006 - 16/06/2016
Nombre maximum d'actions attribuables (avant regroupement)	5 532 070
Nombre maximum d'actions attribuées (avant regroupement)	4 023 323
Nombre maximum d'actions attribuées (après regroupement)	268 221
Nombre d'actions émises le 25/07/08 pour acquisition de la 1ère échéance	67 056
Nombre d'actions ne remplissant plus les conditions d'émission	50 291
Nombre maximal d'actions restant à acquérir	150 874

- Plan d'attribution 2010 :

Sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 25 mai 2010, le Directoire, lors de sa séance du 16 juin 2010, a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 114 783 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants.

Les actions attribuées gratuitement seront définitivement acquises par leurs bénéficiaires à l'issue d'une Période d'Acquisition et sous réserve de la réalisation de conditions de performance de la société.

Le Directoire du 16 juin 2010, a décidé de l'attribution de 114 783 actions gratuites.

Au 31 décembre 2013, la totalité des actions ont été attribuées aux dirigeants d'ACCES INDUSTRIE.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	25/05/2010
Date d'attribution des actions	16/06/2010
Période d'attribution	16/06/2010 - 16/06/2020
Nombre maximum d'actions attribuables	114 783
Nombre maximum d'actions attribuées	114 783
Nombre maximal d'actions restant à acquérir	114 783

La contribution patronale de 10 % sur la valeur d'attribution de ces actions a été constatée.

o Indemnités en cas de révocation et/ou de rupture du contrat de travail des membres du Directoire

Sur fin 2013 et début 2014, un membre du Directoire a été révoqué aux dates suivantes :

- le 17/10/2013 : révocation du mandat de Directeur Général
- le 14/01/2014 : révocation du mandat de membre du Directoire

Aucune indemnité n'est due au titre de la révocation des mandats sociaux.

7.7 Commandes fermes

Au 31/12/2013, aucune commande ferme n'a été signée.

7.8 Engagements reçus

Il n'existe aucun engagement reçu à la clôture de l'exercice.

7.9 Droit individuel de formation

En 2013, le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel de formation par les salariés est de 5 015 heures.

Le nombre d'heures prises par les salariés s'élève à 293 heures en 2013.

Le cumul des heures acquises au 31/12/2013 s'élève à 29 985 heures.

Cabinet Aviano et Associés
8, Rue Jean-Baptiste Pérès
47000 Agen

PricewaterhouseCoopers Audit
179 Cours du Médoc – CS 30008
33070 Bordeaux Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires
ACCES INDUSTRIE SA
2, rue du pont de Garonne
47400 TONNEINS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **ACCES INDUSTRIE SA**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 de l'annexe relative aux événements postérieurs à la clôture concernant la renégociation des covenants bancaires.

ACCES INDUSTRIE SA
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2013

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 2.2.2.3 « Perte de valeur » expose la méthode retenue par la direction pour apprécier une éventuelle perte de valeur de la marque. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses ainsi que les évaluations qui en résultent.
- Comme indiqué dans la note 2.2.8 « Impôts », la société comptabilise des impôts différés actifs, notamment sur le report en avant de pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de le recouvrer. Nous avons examiné les données et hypothèses retenues par la direction et nous avons apprécié sur cette base le caractère recouvrable des actifs ainsi constatés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Agen et Bordeaux, le 31 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Aviano et Associés



Frédéric GAUTHIER

PricewaterhouseCoopers Audit



Laurent GRAVIER

Cabinet Aviano et Associés
8; Rue Jean-Baptiste Pérès
47000 Agen

PricewaterhouseCoopers Audit
179 Cours du Médoc – CS 30008
33070 Bordeaux Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires
ACCES INDUSTRIE SA
 2, rue du pont de Garonne
 47400 TONNEINS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ACCES INDUSTRIE SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.2 de l'annexe relative aux événements postérieurs à la clôture concernant la renégociation des covenants bancaires.

ACCES INDUSTRIE SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2013

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme indiqué dans la note 4.3 de l'annexe, la société comptabiliserait une provision pour dépréciation si la valeur d'utilité de la marque ou la valeur actuelle du fonds de commerce étaient inférieures aux valeurs comptables correspondantes. Nos travaux ont consisté à examiner les données et les hypothèses retenues par la direction de la société pour évaluer ces risques et à apprécier les évaluations qui en résultent.
- Comme indiqué dans la note 4.4 de l'annexe, la société comptabilise une dépréciation des titres de participation lorsque la situation nette de la filiale est inférieure à la valeur d'acquisition de ces titres. Par ailleurs, la société apprécie la recouvrabilité des créances rattachées à des participations et des créances en compte courant au regard de la situation financière de ses filiales. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments utilisés par la direction pour évaluer la valeur d'utilité des titres de participation, des prêts et des comptes courants de ses différentes filiales, et à apprécier les évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Agen et Bordeaux, le 31 mars 2014

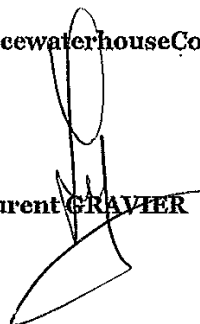
Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Aviano et Associés



Frédérie GAUTHIER

PricewaterhouseCoopers Audit



Laurent GRAVIER

MODALITÉS DE MISE A DISPOSITION

DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Le rapport financier annuel d'ACCES INDUSTRIE est mis à la disposition des personnes intéressées sur demande adressée :

- directement au siège de la Société
ACCES INDUSTRIE
2, rue du Pont de Garonne
47400 TONNEINS,

ou

- par voie électronique à l'adresse suivante :
finances@acces-industrie.com

Il peut également être consulté ou téléchargé sur le site www.acces-industrie.com rubrique Finance.

Il a fait l'objet d'un dépôt effectif et intégral sous format électronique dans le cadre de l'information réglementée auprès de l'AMF.

ACCES INDUSTRIE

**Société Anonyme à Directoire
et Conseil de surveillance
au capital de 1 738 224,30 €
421 203 993 R.C.S. AGEN**





0 825 06 06 06

CCES



2 rue du Pont de Garonne
47400 Tonneins FRANCE
Tél. +33(0)5 53 88 27 98
Fax +33(0)5 53 88 30 90
finances@acces-industrie.com
www.acces-industrie.com

Lien direct www.acces-finance.com



Flashez-moi